98e ANNÉE
VOL. 98

N° 28
3789

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

18 JUIL 1966

Québec, samedi 16 juillet 1966

Quebec, Saturday, July 16, 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen' Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. It that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année, à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year, from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes

A. L. C. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jacques Guérin, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord, et André Brunet, 3565, rue Lagarde, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « A. L. C. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Mathieu, comté de Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2324-66

L'association de transport d'écoliers Section Saguenay Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Paquin, rang St-Jean, Grande-Baie, Valérien Pilote, rue Principale, St-Zacharie, et Albert Côté, St-Jean-Vianney, tous trois entrepreneurs en transport, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social, sous le nom de « L'association de transport d'écoliers Section Saguenay Lac St-Jean-inc. ».

Letters Patent

A. L. C. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Guérin, 193 Beaconsfield Blvd., Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595 Marcel-Monette St., Montreal-North, and André Brunet, 3565 Lagarde St., Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "A. L. C. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Mathieu, county of Laprairie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2324-66

L'association de transport d'écoliers Section Saguenay Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy Paquin, St-Jean range, Grande-Baie, Valérien Pilote, Main St., St-Zacharie, and Albert Côté, St-Jean-Vianney, all three transport contractors, for the following purposes:

To form and direct a social club, under the name of "L'association de transport d'écoliers Section Saguenay Lac St-Jean inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2110-66

Association des marchands du Centre d'achats (Sherbrooke) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Pépin, 48, Cate, app. 3, Léopold Marquis, 119, Clark, app. 2, Normand Bousquet, 250, Clark, tous trois gérants, Richard Fréchette, 1444, Parent, et Lévis Bouliane, 1424, Champlain, ces deux derniers marchands, tous cinq de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Grouper les marchands du Centre d'achats de Sherbrooke aux fins de promouvoir leur commerce respectif et aux fins d'assurer une publicité collective, sous le nom de « Association des marchands du Centre d'achats (Sherbrooke) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2032-66

Association des professeurs de sciences du Québec; (A.P.S.Q.) Quebec Science Teachers Association; (Q.S.T.A.)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Auray Blain, professeur, 4591, rue Orléans, app. 1, Montréal, Marcel Bourgon, professeur, 3, rue Mercier, Dollard-des-Ormeaux, Gilberte Vaillancourt, professeur, C.N.D., célibataire, religieuse, 4873, avenue Westmount, Westmount, André Trudel, professeur, 6, Place Verlaine, Laval, et Bernard Trottier, professeur, 10750, Laverdure, Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser les rencontres et promouvoir les intérêts des professeurs de sciences dans la province de Québec, sous le nom de « Association des professeurs de sciences du Québec; (A.P.S.Q.) — Quebec Science Teachers Association; (Q.S.-T.A.) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2172-66

L'association éducationnelle régionale Le Gardeur

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2110-66

Association des marchands du Centre d'achats (Sherbrooke) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marc Pépin, 48 Cate, Apt. 3, Léopold Marquis, 119 Clark, Apt. 2, Normand Bousquet, 250 Clark, all three managers, Richard Fréchette, 1444 Parent, and Lévis Bouliane, 1424 Champlain, the latter two traders, all five of Sherbrooke, for the following purposes:

To group the merchants of the Sherbrooke Shopping Centre in order to promote their respective businesses and to assure collective publicity, under the name of "Association des marchands du Centre d'achats (Sherbrooke) inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2032-66

Association des professeurs de sciences du Québec; (A.P.S.Q.) Quebec Science Teachers Association; (Q.S.T.A.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Auray Blain, professor, 4591 Orléans Street, Apt. 1, Montreal, Marcel Bourgon, professor, 3 Mercier Street, Dollard-des-Ormeaux, Gilberte Vaillancourt, professor, C.N.D., spinster, nun, 4873 Westmount Avenue, Westmount, André Trudel, professor, 6 Place Verlaine, Laval, and Bernard Trottier, professor, 10750 Laverdure, Montreal, for the following purposes:

To encourage meetings and to promote the interests of science professors of the Province of Quebec, under the name of "Association des professeurs de sciences du Québec; (A.P.S.Q.) — Quebec Science Teachers Association; (Q.S.-T.A.)".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2172-66

L'association éducationnelle régionale Le Gardeur

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued

patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Raoul Provost, agent vérificateur, 38, avenue Belleville, Repentigny, Pauline Cornuf, ménagère, épouse d'André Gendron, 472, Place Jetté, Repentigny, et Jean Juneau, directeur d'école, 157, rue Gauthier, Charlemagne, pour les objets suivants:

Grouper en association les parents des élèves du cours secondaire de la commission scolaire régionale Le Gardeur, sous le nom de « L'association éducationnelle régionale Le Gardeur ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 777, boulevard Iberville, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2203-66

Association récréative Club Latuquois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Bélanger, machiniste, 509, avenue du Coteau, Aimé Vachon, commis, 55, Corbeil, Jean-Paul Chandonnet, directeur de personnel, 4, Maisonneuve, Jacques Levesque, commis, 343, Bostonnais, Roland Roy, opérateur, 715, Kitchener, Pierre Simard, papetier, 508, St-Benoit, David Braithwaite, papetier, 13, Iberville, Émérild Vaillancourt, mécanicien, 947, Roy, Fernando Harvey, peintre, 561, Bostonnais, Philippe Hudon, soudeur, 923, St-Antoine, Roger Haché, papetier, 831, St-Antoine, et Rock Lortie, commis, 492, Elizabeth, tous douze de La Tuque, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Association récréative Club Latuquois inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à La Tuque, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2105-66

Autodrome de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation: Clément Beaumier, promoteur, Louise Choquette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Clément Beaumier, tous deux de 101, rue Léveillée, St-Paul-l'Ermite, et Armand Choquette, courtier d'assurances agréé, 1897, St-Clément, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une piste de course et plus spécialement y tenir des spectables de courses d'automobiles, sous le nom de « Autodrome de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Paul-l'Ermite, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1503-66

by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raoul Provost, verifying agent, 38 Belleville Ave., Repentigny, Pauline Cornuf, housewife, wife of André Gendron, 472 Place Jetté, Repentigny, and Jean Juneau, school director, 157 Gauthier St., Charlemagne, for the following purposes:

To group into an association the parents of pupils in secondary school of Le Gardeur regional school board, under the name of "L'association éducationnelle régionale Le Gardeur".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at 777 Iberville Blvd., Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2203-66

Association récréative Club Latuquois inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rosaire Bélanger, machinist, 509 du Coteau Ave., Aimé Vachon, clerk, 55 Corbeil, Jean-Paul Chandonnet, director of personnel, 4 Maisonneuve, Jacques Levesque, clerk, 343 Bostonnais, Roland Roy, operator, 715 Kitchener, Pierre Simard, paper-maker, 508 St-Benoit, David Braithwaite, paper-maker, 13 Iberville, Émérild Vaillancourt, mechanic, 947 Roy, Fernando Harvey, painter, 561 Bostonnais, Philippe Hudon, welder, 923 St-Antoine, Roger Haché, paper-maker, 831 St-Antoine, and Rock Lortie, clerk, 492 Elizabeth, all twelve of La Tuque, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club, under the name of "Association récréative Club Latuquois inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $250,000.

The head office of the corporation is at La Tuque, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2105-66

Autodrome de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Beaumier, promoter, Louise Choquette, housewife, wife separate as to property of said Clément Beaumier, both of 101 Léveillée Street, St-Paul-l'Ermite, and Armand Choquette, chartered insurance broker, 1897 St-Clément, Montreal, for the following purposes:

To operate a race track and more particularly to hold automobile racing spectacles, under the name of "Autodrome de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Paul-l'Ermite, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1503-66

Barwick Printers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1966, constituant en corporation: Peter Robert David MacKell, 1112, Elgin Terrace, Montréal, Robert A. Hope, 530, avenue Lansdowne, Westmount, et William Tetley, 112, avenue Corwall, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de matières imprimées, papeterie, formules de polycopie, registres de comptes, formules d'affaires, dossiers et livres de comptes, sous le nom de «Barwick Printers Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 1817-66

Barwick Printers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Robert David MacKell, 1112 Elgin Terrace, Montreal, Robert A. Hope, 530 Lansdowne Avenue, Westmount, and William Tetley, 112 Cornwall Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of printed matter, stationery, manifolding forms, account registers, business forms, records and books of account, under the name of "Barwick Printers Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 1817-66

Boulevard Sales Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1966, constituant en corporation: Wolfe M. Friedman, avocat, 5750, avenue Smart, Côte-St-Luc, Simon Gulden, avocat, 5181, avenue Bourret, Montréal, et Christiane Brunelle, secrétaire, fille majeure, 323, Place Robin, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Boulevard Sales Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 380 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4635, avenue Oxford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2287-66

Boulevard Sales Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wolfe M. Friedman, advocate, 5750 Smart Avenue, Côte-St-Luc, Simon Gulden, advocate, 5181 Bourret Avenue, Montreal, and Christiane Brunelle, secretary, unmarried of the full age of majority, 323 Place Robin, Laval, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Boulevard Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares having a par value of $1 each and 380 class "B" preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company is at 4635 Oxford Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2287-66

Gilles Bourdeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Bourdeau, vendeur, Marielle Pilon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gilles Bourdeau, tous deux de 9107, rue Matane, LaSalle, et Thérèse Deschamps, secrétaire, fille majeure, St-Stanislas-de-Kostka, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Gilles Bourdeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2385-66

Gilles Bourdeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bourdeau, salesman, Marielle Pilon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gilles Bourdeau, both of 9107 Matane St., LaSalle, and Thérèse Deschamps, secretary, fille majeure, St-Stanislas-de-Kostka, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and contractors, under the name of "Gilles Bourdeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2385-66

Buffet Versailles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1966, constituant en corporation: Jacques Désormeau, avocat, 3601, rue Ste-Famille, Montréal, André Bélisle, avocat, 1550, rue des Grandes Piles, Laval, et Nicole Deschamps, secrétaire, fille majeure, 4020, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Buffet Versailles inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12128, rue Joseph-Casavant, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2114-66

Camping Lac Aylmer ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Lauréat Lachance, courtier d'assurances, Marie-Marthe Pelchat, ménagère, épouse dudit Lauréat Lachance, tous deux de 382, rue Champlain, Disraëli, et A.-Émile Mercier, courtier d'assurances, 352, avenue Blouin, Saint-Joseph-de-Coleraine, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de camping, sous le nom de « Camping Lac Aylmer ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 382, rue Champlain, Disraëli, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2384-66

Caravan Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1966, constituant en corporation: John J. Wasserman, 4790, Côte-des-Neiges, Harold S. Freeman, 5034, Grosvenor, tous deux avocats, et Ethel Bennett, secrétaire, fille majeure, 5962, Westbury, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Caravan Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2246-66

Centre d'obstétrique et de gynécologie (Mtl) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Buffet Versailles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Désormeau, lawyer, 3601 Ste-Famille Street, Montreal, André Bélisle, lawyer, 1550 des Grandes Piles Street, Laval, and Nicole Deschamps, secretary, fille majeure, 4020 Gouin Boulevard East, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Buffet Versailles inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 12128 Joseph-Casavant Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2114-66

Camping Lac Aylmer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lauréat Lachance, insurance broker, Marie-Marthe Pelchat, housewife, wife of said Lauréat Lachance, both of 382 Champlain Street, Disraëli, and A.-Émile Mercier, insurance broker, 352 Blouin Avenue, Saint-Joseph-de-Coleraine, for the following purposes:

To operate camping grounds, under the name of "Camping Lac Aylmer ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 comon shares of $50 each and into 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 382 Champlain Street, Disraëli, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2384-66

Caravan Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John J. Wasserman, 4790 Côte-des-Neiges, Harold S. Freeman, 5034 Grosvenor, both advocates, and Ethel Bennett, secretary, spinster of the full age of majority, 5962 Westbury, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Caravan Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2246-66

Centre d'obstétrique et de gynécologie (Mtl) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Dr Martial Bachand, 315, rue Putney, Saint-Laurent, Dr Léo Déry, 128, avenue Maplewood, Outremont, et Dr Lucien Mercier, 105, rue Languedoc, Préville, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Établir et diriger un ou plusieurs bureaux médicaux et centres d'obstétrique et de gynécologie, sous le nom de « Centre d'obstétrique et de gynécologie (Mtl) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1642-66

Centre médical de Châteauguay ltée
Châteauguay Medical Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1966, constituant en corporation: Joseph Dulude, pharmacien, Geneviève Bissonnette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Dulude, tous deux de 47, boulevard d'Anjou, et Rémi Lacoste, professeur, 53, boulevard d'Anjou, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Exploiter des édifices aux fins d'y installer des bureaux et tout particulièrement des cabinets de médecins, sous le nom de « Centre médical de Châteauguay ltée — Châteauguay Medical Centre Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, boulevard d'Anjou, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1943-66

Chase Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1966, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 250, avenue Clarke, Westmount, Irwin S. Brodie, avocat, 7521, Mountbatten, Côte-St-Luc, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1110 ouest, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Chase Building Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2144-66

Club automobile Couguar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Martial Bachand, 315 Putney St., Saint-Laurent, Dr. Léo Déry, 128 Maplewood Ave., Outremont, and Dr. Lucien Mercier, 105 Languedoc St., Préville, all three physicians, for the following purposes:

To establish and direct one or several medical offices and centers of obstetrics and gynecology, under the name of "Centre d'obstétrique et de gynécologie (Mtl) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1642-66

Centre médical de Châteauguay ltée
Châteauguay Medical Centre Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Dulude, pharmacist, Geneviève Bissonnette, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Dulude, both of 47 d'Anjou Blvd., and Rémi Lacoste, professor, 53 d'Anjou Blvd., all three of Châteauguay, for the following purposes:

To operate buildings for offices and particularly for doctors' consulting rooms, under the name of "Centre médical de Châteauguay ltée — Châteauguay Medical Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 45 d'Anjou Blvd., Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1943-66

Chase Building Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate and Queen's Counsel, 250 Clarke Avenue, Westmount, Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountatten, Côte-St-Luc, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure usant de ses droits, 1110 Sherbrooke West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Chase Building Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2144-66

Club automobile Couguar inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Cloutier, étudiant, 605, 117e Rue, Shawinigan-Sud, Claude Lafrenière, bijoutier, 252, 1ère Rue, Shawinigan, et Jean St-Pierre, journalier, 206, 1ère Rue, Shawinigan, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club automobile Couguar inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2268-66

Club d'astronomie de Drummondville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Roby, 305, Celanese, Marcel Roy, 461, Notre-Dame, Réjean Ouellet, 2285, boulevard St-Joseph, tous trois journaliers, et Alphonse Boisvert, peintre, 438, rue St-Jean, tous quatre de Drummondville, pour les objets suivants:

Grouper les gens s'intéressant à l'astronomie, sous le nom de « Club d'astronomie de Drummondville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 305, rue Celanese, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2266-66

Club de tennis du Manoir des Falaises inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Médard Gemme, rembourreur, 127, rue Yamaska, Gérard Nolet, ouvrier, 215, rue Principale, Gérard Harbec, meunier, 146, rue Principale, Walter Wilkins, assistant-gérant, 158, rue Yamaska, Gérard Cadieux, assureur, rue St-Édouard, tous cinq de Farnham, Robert Lamothe, gérant, Philipsburg, et Philippe Langevin, marchand, L'Ange-Gardien, (comté de Rouville), pour les objets suivants:

L'Organisation des loisirs, sous le nom de « Club de tennis du Manoir des Falaises inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à St-Armand, comté de Missisquoi, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2220-66

Le Comité des loisirs de la paroisse de Dubuisson

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy Cloutier, student, 605, 117th Street, Shawinigan-South, Claude Lafrenière, jeweller, 252, 1st Street, Shawinigan, and Jean St-Pierre, labourer, 206, 1st Street, Shawinigan, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club automobile Couguar inc.".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2268-66

Club d'astronomie de Drummondville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rosaire Roby, 305 Celanese, Marcel Roy, 461 Notre-Dame, Réjean Ouellet, 2285 St-Joseph Blvd., all three labourers, and Alphonse Boisvert, painter, 438 St-Jean St., all four of Drummondville, for the following purposes:

To group together the persons interested in astronomy, under the name of "Club d'astronomie de Drummondville inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at 305 Celanese St., Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2266-66

Club de tennis du Manoir des Falaises inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Médard Gemme, upholtsterer, 127 Yamaska Street, Gérard Nolet, labourer, 215 Principale Street, Gérard Harbec, miller, 146 Principale Street, Walter Wilkins, assistant manager, 158 Yamaska Street, Gérard Cadieux, insurer, St-Édouard Street, all five of Farnham, Robert Lamothe, manager, Philipsburg, and Philippe Langevin, trader, L'Ange-Gardien, (County of Rouville), for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Club de tennis du Manoir des Falaises inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at St-Armand, county of Missisquoi, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2220-66

Le Comité des loisirs de la paroisse de Dubuisson

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Ouellette, Jean-Jacques Verreault, tous deux mécaniciens, et Gilbert Tellier, mineur, tous trois de Dubuisson, pour les objets suivants:

L'Organisation des loisirs, sous le nom de « Le Comité des loisirs de la paroisse de Dubuisson ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Dubuisson, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2213-66

La Compagnie Loncourt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 56, Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, avocate, célibataire, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de placements et de construction, sous le nom de « La Compagnie Loncourt inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2357-66

La Compagnie M. G. B. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Normand Boucher, vendeur, 217, rue Main est, Fernand Gagnon, commerçant, 164, rue Percy, et André Morency, agent d'immeubles, 121, St-Patrice ouest, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, stations estivales, sous le nom de « La Compagnie M. G. B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2170-66

La Corporation Steckmar
Steckmar Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, avocat, 5200, Prince de Galles, et Evlyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de

the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy Ouellette, Jean-Jacques Verreault, both mechanics, and Gilbert Tellier, minor, all three of Dubuisson, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Le Comité des loisirs de la paroisse de Dubuisson".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Dubuisson, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2213-66

La Compagnie Loncourt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment and construction company, under the name of "La Compagnie Loncourt inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 3,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2357-66

La Compagnie M. G. B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Boucher, salesman, 217 Main Street East, Fernand Gagnon, trader, 164 Percy Street, and André Morency, real estate agent, 121 St-Patrice West, all three of Magog, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns and summer places, under the name of "La Compagnie M. G. B. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2170-66

La Corporation Steckmar
Steckmar Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, advocate, 5200 Prince de Wales, and Evlyn Raphael, secretary, wife separate as to property

biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de placements et de construction, sous le nom de « La Corporation Steckmar — Steckmar Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2336-66

Daviault & Hotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1966, constituant en corporation: René Daviault, agent d'assurance, 5316, rue Charleroi, Montréal-Nord, Robert Hotte, peintre, 3948, rue Lafontaine, et Michel Gaudette, avocat, 9357, rue Christophe-Colomb, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques, sous le nom de « Daviault & Hotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5316, rue Charleroi, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2400-66

Carl Denault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1966, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, 144, rue Saguenay, Noranda, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 160, rue Monseigneur Latulipe ouest, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Carl Denault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Kipawa, district judiciaire de Témiscamingue.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2106-66

Diversified Management Consultants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1966, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, 5911, Dolbeau, Montréal, Julian Kotler, 5806, Hudson, et Stanley R. Shuster, 5525, Ashdale, ces deux derniers de Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et aviseurs dans toute industrie en général, sous le nom de « Diversified Management Consultants Inc. », avec un capi-

of Charles Raphael, 4895 Carlton, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment and construction company, under the name of "La Corporation Steckmar — Steckmar Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montrel.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2336-66

Daviault & Hotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Daviault, insurance agent, 5316 Charleroi St., Montreal-North, Robert Hotte, painter, 3948 Lafontaine St., and Michel Gaudette, advocate, 9357 Christophe-Colomb St., the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in chemical products, under the name of "Daviault & Hotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5316 Charleroi St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2400-66

Carl Denault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Cinq-Mars, lawyer, 144 Saguenay Street, Noranda, Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 160 Monseigneur Latulipe Street West, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Carl Denault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Kipawa, judicial district of Témiscamingue.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2106-66

Diversified Management Consultants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold W. Ashenmil, 5911 Dolbeau, Montreal, Julian Kotler, 5806 Hudson, and Stanley R. Shuster, 5525 Ashdale, the latter two of Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in general to all industry, under the name of "Diversified Management Consultants Inc.", with a total

tal total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5485 ouest, rue Sherbrooke, suite 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2200-66

Domenico construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Domenico Ragosta, entrepreneur, Anna La Hara, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Domenico Ragosta, tous deux de 2915, Sauriol, est Montreal, et Gennaro La Hara, entrepreneur, 10032, Parc Georges, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreursen généraux en construction, sous le nom de « Domenico construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2915, Sauriol est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2023-66

Dominion Flower & Feather Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1966, constituant en corporation: Leon Vuillemot, marchand, 655, Victoria, Benjamin L. Louis, avocat et conseil en Loi de la reine, 551, Roslyn, tous deux de Westmount, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, 3464, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleurs artificielles, plumes et nouveautés de toutes descriptions, sous le nom de « Dominion Flower & Feather Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 34,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 1840-66

J. Dufresne asphalte ltée
J. Dufresne Asphalt Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1966, constituant en corporation: Marcel Hamelin, notaire, 12086, L'Acadie, Pierre-G. Bouchard, avocat, 11810, James-Morrice, et Claudette Boisvert, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 10142, St-Firmin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 5485 Sherbrooke Street West, Suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2200-66

Domenico construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Domenico Ragosta, contractor, Anna La Hara, housewife, wife contractually separate as to property of said Domenico Ragosta, both of 2915 Sauriol East, Montreal, and Gennaro La Hara, contractor, 10032 Parc Georges, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as contructors and general building contractors, under the name of "Domenico construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2915 Sauriol East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2023-66

Dominion Flower & Feather Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leon Vuillemot, merchant, 655 Victoria, Benjamin L. Louis, advocate and Queen's Counsel, 551 Roslyn, both of Westmount, and Martha Bent, secretary, fille majeure, 3464 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To deal in artificial flowers, feathers and novelty goods of all descriptions, under the name of "Dominion Flower & Feather Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 5,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 34,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 1804-66

J. Dufresne asphalte ltée
J. Dufresne Asphalt Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Hamelin, notary, 12086 L'Acadie, Pierre-G. Bouchard, lawyer, 11810 James-Morrice, and Claudette Boisvert, secretary, fille majeure using her rights, 10142 St-Firmin, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de l'asphalte et de ses sous-produits, sous le nom de « J. Dufresne asphalte ltée — J. Dufresne Asphalt Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4220, Du Souvenir, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 144-66

To deal in asphalt and its by-products, under the name of "J. Dufresne asphalte ltée — J. Dufresne Asphalt Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4220 Du Souvenir, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 144-66

Durante Investments Inc.
Placements Durante inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1966, constituant en corporation: J.-Lambert Toupin, 227, avenue Lockhart, Mont-Royal, André-J. Clermont, 2, rue D'Artois, Préville, Maurice Lagacé, 4150, Trafalgar, Bertrand Lacombe, 3620, avenue Ridgewood, tous deux de Montréal, et C. Stephen Cheasley, 7, avenue Rennie, Montréal-Ouest, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Durante Investments Inc. — Placements Durante inc. », avec un capital total de $1,010,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2339-66

Durante Investments Inc.
Placements Durante inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Lambert Toupin, 227 Lockhart Ave., Mount-Royal, André-J. Clermont, 2 D'Artois St., Préville, Maurice Lagacé, 4150 Trafalgar, Bertrand Lacombe, 3620 Ridgewood Ave. both of Montreal, and C. Stephen Cheasley, 7 Rennie Ave., Montreal-West, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, holding and investment company, under the name of "Durante Investments Inc. — Placements Durante inc.", with a total capital stock of $1,010,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 10,000 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2339-66

École Notre-Dame de Fatima inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1966, constituant en corporation: Jacques Désormeau, André Bélisle, tous deux avocats, de 1595, rue St-Hubert, Montréal, et Nicole Deschamps, secrétaire, fille majeure, 4020, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et diriger une ou des écoles d'enseignement, sous le nom de « École Notre-Dame de Fatima inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1531, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1829-66

École Notre-Dame de Fatima inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Désormeau, André Bélisle, both lawyers of 1595 St-Hubert Street, Montreal, and Nicole Deschamps, secretary, fille majeure, 4020 Gouin Boulevard East, Montreal-North, for the following purposes:

To organize, maintain and direct one or several teaching schools, under the name of "École Notre-Dame de Fatima inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1531 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1829-66

Les Entreprises G.-B. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Rosaire Perron, journalier, 508-B, rue Lindsay, Gérard Perron, évaluateur, et Roger Parenteau, avocat, ces deux derniers de 480, rue St-Jean, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Les Entreprises G.-B. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Perron, labourer, 508-B Lindsay St., Gérard Perron, appraiser, and Roger Parenteau, advocate, the two latter of 480 St-Jean St., all three of Drummondville, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les Entreprises G.-B. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 190 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2436-66

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les Entreprises G.-B. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each, 200 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and 190 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2436-66

Les Entreprises Laurent Gagnon ltée
Laurent Gagnon Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1966, constituant en corporation: Adjutor Dussault, avocat et conseil en Loi de la reine, Côte de l'Église, Boischatel, Pauline Tailleur, 3510, boulevard Hawey, Giffard, et Francine Bérubé, 555, 20e Rue, Québec, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce des animaux vivants ou abattus, sous le nom de « Les Entreprises Laurent Gagnon ltée — Laurent Gagnon Enterprises Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Étienne-de-Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2300-66

Laurent Gagnon Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adjutor Dussault, advocate and Queen's Counsel, Côte de l'Église, Boischatel, Pauline Tailleur, 3510 Hawey Blvd., Giffard, and Francine Bérubé, 555, 20th St., Quebec, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business dealing in living or slaughtered animals, under the name of "Les Entreprises Laurent Gagnon ltée — Laurent Gagnon Enterprises Ltd", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Étienne-de-Lauzon, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2300-66

Les Entreprises Préfontaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Régis Lévesque, commerçant, 2615, rue Aird, app. 14, Montréal, Jean-Paul Lévesque, commerçant, route rurale no 1, Shawbridge, et Richard Crépeau, avocat, 1994, boulevard St-Joseph est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Préfontaine inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3133, rue Notre-Dame est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2109-66

Les Entreprises Préfontaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Régis Lévesque, trader, 2615 Aird Street, Apt. 14, Montreal, Jean-Paul Lévesque, trader, Rural Route No. 1, Shawbridge, and Richard Crépeau, lawyer, 1994 St-Joseph Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Préfontaine inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 3133 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2109-66

David Evans Woodworking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation: David Evans, artisan, Beryl Evans, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Evans, tous deux de 13201, Aragon, et Donald Tobin, administrateur, 13205, Aragon, tous trois de Pierregonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'articles et d'ameublement de maison et de bureau, déco-

David Evans Woodworking Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Evans, craftsman, Beryl Evans, housewife, wife separate as to property of the David Evans, both of 13201 Aragon, and Donald Tobin, executive, 13205 Aragon, all three of Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in all kinds of household and office articles and furnishings, decorations or orna-

rations ou ornements de toutes sortes, sous le nom de « David Evans Woodworking Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 1878-66

F. D. F. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Antonio Della Foresta, constructeur, Francesca Foti, ménagère, épouse dudit Antonio Della Foresta, et Vincenzo Della Foresta, soudeur, tous trois de 639, rue Jacques-Brodeur, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « F. D. F. ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 639, rue Jacques-Brodeur, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2101-66

Faragate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1966, constituant en corporation: Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Faragate Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune, 4,700 actions privilégiées de $10 chacune et 7,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1245 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2293-66

Four Corners (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1966, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, 425, avenue Hudson, Montréal Ouest, Leonard Varah, comptable agréé, 1075, Parkview, Laval, et Bessie Plotnick, secrétaire, épouse séparée de biens de David Peters, 3805, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Four Corners (Canada) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur

ments of all kinds, under the name of "David Evans Woodworking Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 1878-66

F. D. F. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Della Foresta, builder, Francesca Foti, housewife, wife of the said Antonio Della Foresta, and Vincenzo Della Foresta, welder, all three of 639 Jacques-Brodeur St., Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "F. D. F. ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 639 Jacques-Brodeur St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2101-66

Faragate Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Faragate Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $10 each, 4,700 preferred shares of $10 each and 7,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2293-66

Four Corners (Canada) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, 425 Hudson Avenue, Montreal West, Leonard Varah, chartered accountant, 1075 Parkview, Laval, and Bessie Plotnick, secretary, wife separate as to property of David Peters, 3805 Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Four Corners (Canada) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value

au pair de $10 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2278-66

Foster construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1966, constituant en corporation: Eugène Lamoureux, comptable, 1081, Évangéline, Roger Veilleux, comptable agréé, et Jacques O'Bready, avocat, ces deux derniers de 1576, King ouest, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Foster construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2065-66

La Frite Dorée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Luc Geoffroy, 821, boulevard Briand, Chambly, Guy Bissonnette, 4351, Oxford, Montréal, tous deux avocats, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public; et faire affaires comme confiseurs, sous le nom de « La Frite Dorée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la lcompagnie est 1805, rue Laurier est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2204-66

Garage Central Clermont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1966, constituant en corporation: Benoit Hudon, garagiste, Richard Duchesne, commis de bureau, et André Boivin, commis de bureau, tous trois de Clermont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Garage Central Clermont inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

of $10 each, 100 class "A" preferred shares of a par value of $100 each and 200 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2278-66

Foster construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Lamoureux, accountant, 1081 Évangéline, Roger Veilleux, chartered accountant, and Jacques O'Bready, lawyer, the latter two of 1576 King West, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Foster construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Knowlton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2065-66

La Frite Dorée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Geoffroy, 821 Briand Blvd., Chambly, Guy Bissonnette, 4351 Oxford, Montreal, both advocates, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment; to act as confectioners, under the name of "La Frite Dorée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1805 Laurier St. east, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2204-66

Garage Central Clermont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Hudon, garage keeper, Richard Duchesne, office clerk, and André Boivin, office clerk, all three of Clermont, for the following purposes:

To deal in motor vehicules, their parts and accessories, under the name of "Garage Central Clermont inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 600 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Clermont, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 649-66

Garderie L'Ange Gardien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1966, constituant en corporation sans capital-actions: André Gauthier, administrateur, Nicole Larochelle, garde-bébé diplomée, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 272, rue Monseigneur Martel, Chicoutimi-Nord, et Bibiane Blouin, garde-bébé diplomée, fille majeure, 1047, rue Montmagny, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Organiser une oeuvre de secours pour les enfants handicapés et débiles mentaux de bas quotient intellectuel, sous le nom de « Garderie L'Ange Gardien inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 703-66

Gauvin & Hamel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gérard Hamel, constructeur, Jeannette Gauvin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Hamel, tous deux de 1390, St-Alphonse, Maurice Gauvin, constructeur, et Mariette Drolet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Gauvin, ces deux derniers de 1389, St-Alphonse, tous quatre de L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gauvin & Hamel inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2320-66

Golden Rib Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Efthimios Adamopoulos, George Adamopoulos, tous deux de 11309, De Poutrincourt, et Athanasios Adamopoulos, 2614, Soissons, tous trois restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Golden Rib Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10

The head office of the company is at Clermont, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 649-66

Garderie L'Ange Gardien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Gauthier, administrator, Nicole Larochelle, certificated baby nurse, wife contractually separate as to property of the said André Gauthier, and duly authorized by him for these presents, both of 272 Monseigneur Martel St., Chicoutimi-North, and Bibiane Blouin, certificated baby nurse, fille majeure, 1047 Montmagny St., Chicoutimi, for the following purposes:

To organize a child-welfare bureau for the help of handicapped and mentally defective children with a low intellectual quotient, under the name of "Garderie L'Ange Gardien inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 703-66

Gauvin & Hamel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Hamel, constructor, Jeannette Gauvin, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérard Hamel, both of 1390 St-Alphonse, Maurice Gauvin, constructor, and Mariette Drolet, housewife, wife contractually separate as to property of said Maurice Gauvin, the latter two of 1389 St-Alphonse, all four of L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Gauvin & Hamel inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $10 each and into 9,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at L'Ancienne-Lorette, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2320-66

Golden Rib Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Efthimios Adamopoulos, Georges Adamopoulos, both of 11309 De Poutrincourt, and Athanasios Adamopoulos, 2614 Soissons, all three restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Golden Rib Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10

chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2359-66

Jos. Gingras & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Nicole Lemelin, secrétaire, fille majeure, 1108, Évangéline, et Léo-Paul Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de portes et châssis, meubles, quincaillerie et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Jos. Gingras & fils ltée », avec un capital total de $125,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées « A » d'une valeur nominale de $10 chacune, 10,350 actions privilégiées « B » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées « C » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Damase, comté de St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2474-66

Granby construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Martial Ménard, entrepreneur, route rurale No 4, Granby, Henri-Paul Boisclair, journalier, West Shefford, et Lucien Kirouac, opérateur de machinerie, 6, rue St-Patrice, Cowansville, (Sweetsburg), pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Granby construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale No 4, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2120-66

Raymond Grenier & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Raymond Grenier, garagiste, Thérèse Chauvette, ménagère, épouse dudit Raymond Grenier, et Pierre-André Grenier, étudiant, tous trois de 325, rue Bonin, St-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Raymond Grenier & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires

each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2359-66

Jos. Gingras & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy north, Nicole Lemelin, secretary, fille majeure, 1108 Évangéline, and Léo-Paul Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in doors and window-frames, furniture, hardware and building materials of all kinds, under the name of "Jos. Gingras & fils ltée", with a total capital stock of $125,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $1 each, 2,000 preferred "A" shares of a nominal value of $10 each, 10,350 preferred "B" shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred "C" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at St-Damase, county of St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2474-66

Granby construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Martial Ménard, contractor, Rural Route No. 4, Granby, Henri-Paul Boisclair, day-labourer, West Shefford, and Lucien Kirouac, machinery operator, 6 St-Patrice Street, Cowansville, (Sweetsburg), for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Granby construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rural Route No. 4, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2120-66

Raymond Grenier & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Grenier, garage keeper, Thérèse Chauvette, housewife, wife of said Raymond Grenier, and Pierre-André Grenier, student, all three of 325 Bonin Street, St-Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To deal in motor vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "Raymond Grenier & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares

de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Joseph-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2308-66

Harry's Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Denis Analytis, restaurateur, Alice Mourelatos, ménagère, épouse commune en biens dudit Denis Analytis, tous deux de 2780, rue Darling, Montréal, et Peter Vorias, restaurateur, 266, rue St-Laurent, Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom « Harry's Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3620, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2390-66

Hillsdale Land Holding Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Joe Kramer, manufacturier, 771, avenue Powell, Mont Royal, Carl Grekin, manufacturier, 755, avenue Powell, Mont Royal, Harry Tkatch, vendeur, 4915, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, Leo Lavut, avocat, 2295, rue Nantel, St-Laurent, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 1460, avenue McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et embellissement, sous le nom de « Hillsdale Land Holding Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400 ouest, rue Ontario, suite 810, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2375-66

Les Immeubles Germark inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jean-Marc Lambert, opérateur, 1019, rue Léger, Tracy, Gérard Lambert, gérant, et Madeleine Lambert, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 540, rue St-Grabriel, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Germark inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Joseph-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2308-66

Harry's Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Analytis, restaurant-keeper, Alice Mourelatos, housekeeper, wife common as to property of the said Denis Analytis, both of 2780 Darling Street, Montreal, and Peter Vorias, restaurant-keeper, 266 St-Laurent Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Harry's Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided nto 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3620 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2390-66

Hillsdale Land Holding Co.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joe Kramer, manufacturer, 771 Powell Avenue, Mount Royal, Carl Grekin, manufacturer, 755 Powell Avenue, Mount Royal, Harry Tkatch, salesman, 4915 Côte St. Catherine Road, Montreal, Leo Lavut, advocate, 2295 Nantel Street, St-Laurent, and Madeline Ferguson, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 1460 McGregor Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land construction and improvement company, under the name of "Hillsdale Land Holding Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 400 Ontario Street West, Suite 810, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2375-66

Les Immeubles Germark inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Lambert, operator, 1019 Léger St., Tracy, Gérard Lambert, manager, and Madeleine Lambert, secretary, fille majeure, the two latter of 540 St-Gabriel St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and contruction company, under the name of "Les Immeubles Germark inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2397-66

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2397-66

Imprimerie Perfection inc.
Perfection Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Vincent Drouin, avocat, Lucie Binette, secrétaire, fille majeure, tous deux de St-Eustache, et Roland Fortier, imprimeur, Ste-Marthe-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Perfection inc.— Perfection Printing Inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Marthe-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1816-66

Imprimerie Perfection inc.
Perfection Printing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vincent Drouin, advocate, Lucie Binette, secretary, fille majeure, both of St-Eustache, and Roland Fortier, printer, Ste-Marthe-sur-le-Lac, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Perfection inc.— Perfection Printing Inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares of no nominal value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste-Marthe-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1816-66

Institut Beaulieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Beaulieu, Monique Jean, épouse dudit Jean-Paul Beaulieu, tous deux professeurs, et Antoine Beaulieu, rentier, tous trois de Price, pour les objets suivants:

Maintenir une ou des écoles pour l'enseignement général et spécialement l'enseignement commercial, sous le nom de « Institut Beaulieu inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Price, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1912-66

Institut Beaulieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Beaulieu, Monique Jean, wife of the said Jean-Paul Beaulieu, both professors, and Antoine Beaulieu, annuitant, all three of Price, for the following purposes:

To maintain one or several schools of general learning and especially of commercial learning, under the name of "Institut Beaulieu inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Price, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1912-66

Jim Planche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1966, constituant en corporation: James Planche, gérant, Jacques O'Bready, avocat, et André Trottier, comptable agréé, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de placements, sous le nom de « Jim Planche Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2064-66

Jim Planche Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Planche, manager, Jacques O'Bready, lawyer, and André Trottier, chartered accountant, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a general investment business, under the name of "Jim Planche Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2064-66

Johnston's Funeral Chapel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, cons-

Johnston's Funeral Chapel Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

tituant en corporation: Robert J. Stocks, avocat, 736, Upper Lansdowne, Westmount, Peter E. Graham, avocat, 3610, Durocher, Montréal, et T. Palmer Howard, avocat, 6, chemin de Casson, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Johnston's Funeral Chapel Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St. François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2354-66

K. & L. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, et Grace Blackett, teneuse de livres, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes et faire affaires dans les véhicules automobiles, sous le nom de « K. & L. Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2371-66

L. P. D. distribution inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Louis-Philippe Duval, courtier, Madeleine Gamache, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-Philippe Duval, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 22, Bennett sud, et Gaudias Harvey, comptable, 961, 13e Avenue, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la distribution de parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « L. P. D. distribution inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2427-66

Lionel automotive inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1966, constituant en corporation: Yvon Perras, avocat, 5335, Place d'Argenteuil, Jacques-Cartier, (Cartierville), Yvan Mercure, avocat, 2099, Bellevue, St-Bruno-de-Montarville, et Renée Lapointe, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Perron, 1325, Legendre est, Montréal, pour les objets suivants:

rating: Robert J. Stocks, advocate, 736 Upper Lansdowne, Westmount, Peter E. Graham, advocate, 3610 Durocher, Montreal, and T. Palmer Howard, advocate, 6 de Casson Road, Westmont, for the following purposes:

To carry on the business of funeral directors, under the name of "Johnston's Funeral Chapel Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2354-66

K. & L. Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, and Grace Blackett, bookkeeper, spinster, all three of Montreal, for the following purfoses:

To do business as garage-keepers and to deal in motor vehicles, under the name of "K. & L. Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2371-66

L. P. D. distribution inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Philippe Duval, broker, Madeleine Gamache, housewife, wife separate as to property of said Louis-Philippe Duval, and duly authorized by him for the presents, both of 22 Bennett South, and Gaudias Harvey, accountant, 961, 13th Avenue, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To deal in and distribute automobile parts and accessories, under the name of "L. P. D. distribution inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2427-66

Lionel automotive inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Perras, advocate, 5335 Place d'Argenteuil, Jacques-Cartier (Cartierville), Yvan Mercure, advocate, 2099 Bellevue, St-Bruno-de-Montarville, and Renée Lapointe, secretary, wife contractually separate as to property of Louis Perron, 1325 Legendre east, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Lionel automotive inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 978, rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2307-66

To carry on business dealing in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Lionel automotive inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 978 Rachel St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2307-66

Jean Lord ameublements inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Donald Kujan, 3480, Côte-de-Liesse, Mont-Royal, Raymond Cartwright, 71, Devon, Baie-d'Urfé, et Ian G. W. Lundie, 45, Claude, Beaconsfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Jean Lord ameublements inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8420, boulevard St-Michel, St-Michel, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2356-66

Jean Lord ameublements inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Kujan, 3480 Côte-de-Liesse, Mont-Royal, Raymond Cartwright, 71 Devon, Baie-d'Urfé, and Ian G. W. Lundie, 45 Claude, Beaconsfield, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Jean Lord ameublements inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8420 St-Michel Boulevard, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2356-66

M. G. M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Simon Venne, 4125, Blueridge Crescent, app. 7, François Chapados, 3397, Maplewood, app. 3, tous deux avocats, et Adrienne St-Hilaire, secrétaire, veuve de Michel St-Hilaire, 6469, 23e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « M. G. M. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801, rue Sherbrooke est, suite 507, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2402-66

M. G. M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Simon Venne, 4125 Blueridge Crescent, Apt. 7, François Chapados, 3397 Maplewood, Apt. 3, both lawyers, and Adrienne St-Hilaire, secretary, widow of Michel St-Hilaire, 6469, 23rd Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "M. G. M. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 801 Sherbrooke Street East, suite 507, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2402-66

La Maison du Prélart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation: Alfred Poirier, commerçant, Phil Guillemette, comptable agréé, tous deux de Plessisville, et Gaston Tardif, comptable agréé, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de draperies, prélarts, tuiles, tapis et autres accessoires domestiques, sous le nom de « La Maison du Prélart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de

La Maison du Prélart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred Poirier, trader, Phil Guillemette, chartered accountant, both of Plessisville, and Gaston Tardif, chartered accountant, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in draperies, linoleum, tiles, carpets and other domestic accessories, under the name of "La Maison du Prélart inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal

$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2298-66

value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2298-66

Marland Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1966, constituant en corporation: Asher Kahn, avocat, 489, Dufferin, Montréal, Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Montréal, et Gloria McNeil, secrétaire, célibataire, 6697, Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Marland Enterprises Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune, 10,000 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions catégorie « D » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2197-66

Marland Enterprises Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Asher Kahn, advocate, 489 Dufferin, Montreal, Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Montreal, and Gloria McNeil, secretary, spinster, 6697 Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Marland Enterprises Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of $10 each, 1,000 class "B" shares of a par value of $10 each, 10,000 class "C" shares of a par value of $1 each and 1,000 class "D" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2197-66

Marbre Nuti inc.
Nuti Marble Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, et James Galileo, 1607, Massenet, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce des articles de céramique, tuile, marbre, bronze, vitre et autres produits, sous le nom de « Marbre Nuti inc.— Nuti Marble Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2374-66

Marbre Nuti inc.
Nuti Marble Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, and James Galileo, 1607 Massenet, the latter two of Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in ceramic, tile, marble, bronze and glass articles and other products, under the name of "Marbre Nuti inc.— Nuti Marble Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2374-66

Bertrand Mathieu, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Bertrand Mathieu, entrepreneur, Jacqueline Houle, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bertrand Mathieu, tous deux de La Présentation, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipements, outillages et machineries de toutes sortes; faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Bertrand Mathieu, limitée », avec un capital

Bertrand Mathieu, limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bertrand Mathieu, contractor, Jacqueline Houle, housewife, wife separate as to property of the said Bertrand Mathieu, both of La Présentation, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur west, Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of equipment, tools and machinery; to act as general contractors, under the name of "Bertrand Mathieu, limitée", with a total capital stock of

total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Présentation, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2386-66

$40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at La Présentation, judicial district of St. Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2386-66

L. R. McDonald & fils (Québec) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1966, constituant en corporation: A.-Arthur Norris, exécutif, 229, avenue Cedar, Rosemère, Cécile Corbeil, secrétaire, fille majeure, 6580, 26e avenue, Montréal, et Pierre Thomas, avocat, 60, St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « L. R. McDonald & fils (Québec) ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1798-66

L. R. McDonald & fils (Québec) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: A.-Arthur Norris, executive, 229 Cedar Avenue, Rosemère, Cécile Corbeil, secretary, fille majeure, 6580, 26th Avenue, Montreal, and Pierre Thomas, lawyer, 60 St-Jacques West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "L. R. McDonald & fils (Québec) ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1798-66

Miss Montreal Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Peter Wolofsky, Kenneth Wolofsky, tous deux de 1932, chemin Rockland, Sindel Weitman, 4973, rue Dorval, tous trois administrateurs, Joan Cadley, réceptionniste, célibataire, 3797, Decarie, Sandra Sheinfeld, 6742, de Vimy, et Aniceta O'Grady, 4012, avenue Hampton, ces deux dernières sténographes, célibataires, tous six de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Miss Montreal Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2394-66

Miss Montreal Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Wolofsky, Kenneth Wolofsky, both of 1932 Rockland Road, Sindel Weitman, 4973 Dornal Street, all three executives, Joan Cadley, receptionist, spinster, 3797 Decarie, Sandra Sheinfeld, 6742 de Vimy, and Aniceta O'Grady, 4012 Hampton Avenue, the latter two stenographers, spinsters, all six of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Miss Montreal Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2394-66

Meubles & sports d'Arvida inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation: Claude Deschênes, gérant, 111, rue Downing, Fernand Cyr, agent d'affaires, 204, rue St-Denis, et Roland Huot, notaire, 434, rue Ortona, tous trois d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes et articles de sport, sous le nom de « Meubles & sports d'Arvida inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Meubles & sports d'Arvida inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Deschênes, manager, 111 Dowing Street, Fernand Cyr, business agent, 204 St-Denis Street, and Roland Huot, notary, 434 Ortona Street, all three of Arvida, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds and sports articles, under the name of "Meubles & sports d'Arvida inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1674-66

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1674-66

Micvic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1966, constituant en corporation: J.-Lambert Toupin, avocat, 227, Lockhart, Mont-Royal, C. Stephen Cheasley, avocat, 7, avenue Rennie, Montréal-ouest, et André-J. Clermont, avocat, 2, rue d'Artois, Préville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Micvic inc. », avec un capital total de $751,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 3,750 première actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune et en 3,750 deuxièmes actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2378-66

Micvic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Lambert Toupin, lawyer, 227 Lockhart, Mont-Royal, C. Stephen Cheasley, lawyer, 7 Rennie Avenue, Montreal-West, and André-J. Clermont, lawyer, 2 d'Artois Street, Préville, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Micvic inc.", with a total capital stock of $751,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 3,750 first preferred shares of a nominal value of $100 each and into 3,750 second preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2378-66

Motel Quebec Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1966, constituant en corporation: Léo-Paul Bureau, hôtelier, 2488, Triquet, Ste-Foy, Paul Houde, industriel, et Corine Roy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Houde, ces deux derniers de Laurier-Station, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Quebec Inn Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège de la compagnie est à L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2315-66

Motel Quebec Inn Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo-Paul Bureau, hotel-keeper, 2488 Triquet, Ste-Foy, Paul Houde, industrialist, and Corine Roy, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Houde, the two latter of Laurier-Station, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel Quebec Inn Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at L'Ancienne-Lorette, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2315-66

Municipal Sewer & Drain Cleaning Co. Ltd. La Cie de service d'égouts et tuyauterie Municipale ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel et Harvey M. Cooperstone, tous trois avocats, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyage et réparations d'égouts, de drains et de tuyaux et faire tout travail associé et incident à ceux-ci, sous le nom de « Municipal Sewer & Drain Cleaning Co. Ltd.— La Cie de service d'égouts et tuyauterie Municipale ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Municipal Sewer & Drain Cleaning Co. Ltd. La Cie de service d'égouts et tuyauterie Municipale ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel and Harvey M. Cooperstone, all three advocates, of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaning and repairing of drains, sewers and pipes and to do all other work associated and incidental thereto, under the name of "Municipal Sewer & Drain Cleaning Co. Ltd.— La Cie de service d'égouts et tuyauterie Municipale ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2358-66

Nettoyeur Place Victoria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gaston Marcil, agent nettoyeur, Jeanne Bibeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Marcil, tous deux de 1467, 5e Avenue, et André Marcil, agent nettoyeur, 12620, Dorchester est, tous trois de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Nettoyeur Place Victoria inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1834-66

La Panthère Noire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1966, constituant en corporation: Jacques Lessard, avocat et conseil en Loi de la reine, 1019, rue Moffat, Verdun, Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, rue Ritchot, Repentigny, et René Labelle, avocat et conseil en Loi de la reine, 55, Riverside Drive, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « La Panthère Noire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nomianle de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4623, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1884-66

Eddie Paquet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gaston Proulx, comptable, 8135, 1re Avenue, Charlesbourg, Eddie Paquet, peintre, et Françoise Deschênes, ménagère, épouse dudit Eddie Paquet, ces deux derniers de 3382, St-Samuel, Giffard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'outillage et appareils dont se servent généralement les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Eddie Paquet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Giffard, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2330-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2358-66

Nettoyeur Place Victoria inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Marcil, cleaning agent, Jeanne Bibeau, housewife, wife contractually separate as to property of said Gaston Marcil, both of 1467, 5th Avenue, and André Marcil, cleaming agent, 12620 Dorchester East, all three of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Nettoyeur Place Victoria inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1834-66

La Panthère Noire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lessard, advocate and Queen's Counsel, 1019 Moffat St., Verdun, Louis-Rhéal Tremblay, advocate, 43 Ritchot St., Repentigny, and René Labelle, advocate and Queen's Counsel, 55 Riverside Drive, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "La Panthère Noire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company is at 4623 Wellington St., Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1884-66

Eddie Paquet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Proulx, accountant, 8135, 1st Avenue, Charlesbourg, Eddie Paquet, painter, and Françoise Deschênes, housewife, wife of said Eddie Paquet, the latter two of 3382 St-Samuel, Giffard, for the following purposes:

To deal in all kinds of implements and appliances which are generally used by general contractors and constructors, under the name of "Eddie Paquet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Giffard, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2330-66

Pavilion on the United Nations Corporation
Le Pavillon sur les Nations Unies

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Peter Robert David MacKell, avocat, 1112, Elgin Terrace, Montréal, A. Deane Nesbitt, administrateur, 3269, avenue Cedar, Montréal, Patrick M. Draper, administrateur, 325, avenue Ellerton, Mont Royal, Esmond H. Peck, administrateur, 575, avenue Lansdowne, Westmount, Charles A. Phelan, avocat, 1780, chemin Dumphries, Mont Royal, et William Tetley, avocat, 112, avenue Cornwall, Mont Royal, pour les objets suivants:

Participer à l'Exposition Universelle Canadienne de 1967, sous le nom de « Pavilion on the United Nations Corporation — Le Pavillon sur les Nations Unies ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 1209-66

Pavilion on the United Nations Corporation
Le Pavillon sur les Nations Unies

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Peter Robert David Mackell, advocate, 1112 Elgin Terrace, Montreal, A. Deane Nesbitt, executive, 3269 Cedar Avenue, Montreal, Patrick M. Draper, executive, 325 Ellerton Avenue, Mount Royal, Esmond H. Peck, executive, 575 Lansdowne Avenue, Westmount, Charles A. Phelan, advocate, 1780 Dumphries Road, Mount Royal, and William Tetley, advocate, 112 Cornwall Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To participate in the 1967 Universal and World Exhibition, under the name of "Pavilion on the United Nations Corporation — Le Pavillon sur les Nations Unies".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 1209-66

Philcol Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, avocat et conseil en Loi de la reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, John Maria Cerini, avocat et conseil en Loi de la reine, 4628, avenue Kensington, Montréal, et Norman Souaid, avocat, 253, rue Roy, LeMoyne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Philcol Investments Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 1020, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2362-66

Philcol Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Learmont Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, John Maria Cerini, advocate and Queen's Counsel, 4628 Kensington Avenue, Montreal, and Norman Souaid, advocate, 253 Roy Street, LeMoyne, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, contruction and investment company, under the name of "Philcol Investments Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 1020, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2362-66

Les Placements Renaud incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1966, constituant en corporation: André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, André Mayer, notaire, 3500, Parc Lafontaine, Jean-Paul Diry, comptable agréé, 5781, Deom, Jacques Rolland, avocat, 1663, rue Linden, et Jacques Lamarche, avocat, 3110, Maplewood, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Renaud incorporée », avec un capital total de $132,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 12,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Les Placements Renaud incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gauthier, lawyer, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, André Mayer, notary, 3500 Lafontaine Park, Jean-Paul Diry, chartered accountant, 5781 Deom, Jacques Rolland, lawyer, 1663 Linden Street, and Jacques Lamarche, lawyer, 3110 Maplewood, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Placements Renaud incorporée", with a total capital stock of $132,000, divided into 12,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 12,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1942-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1942-66

Plomberie & chauffage rapides inc.
Rapid Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1966, constituant en corporation: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure, Pierre Paquin, tous trois avocats, de 1650, Laurentides, Laval, et Cécile Basque, secrétaire, veuve non remariée de Paul Fournier, 3089, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, en chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie & chauffage rapides inc. — Rapid Plumbing & Heating Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2311-66

Plomberie & chauffage rapides inc.
Rapid Plumbing & Heating Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure, Pierre Paquin, all three advocates, of 1650 Laurentides, Laval, and Cécile Basque, secretary, unremarried widow of Paul Fournier, 3089 Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie & chauffage rapides inc. — Rapid Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2311-66

Procure Limoilou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Louis Vézina, avocat, 1231, Charles-Huot, Sillery, Louis Rémillard, avocat, 1160, avenue Brown, et Madeleine Lalulippe, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Louis Paradis, 377, St-Agnès, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « Procure Limoilou inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2395-66

Procure Limoilou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Vézina, lawyer, 1231 Charles-Huot, Sillery, Louis Rémillard, lawyer, 1160 Brown Avenue, and Madeleine Latulippe, secretary, wife separate as to property of Jean-Louis Paradis, 377 St-Agnès, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as booksellers, under the name of "Procure Limoilou inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2395-66

Publica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Bernard Gagnon, rue Francoeur, Marcel Simard, 345, rue Bourassa, tous deux avocats, et Léonard Dufour, comptable, route St-Bruno, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Publica inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2369-66

Publica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gagnon, Francoeur St., Marcel Simard, 345 Bourassa St., both advocates, and Léonard Dufour, accountant, St-Bruno highway, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Publica inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2369-66

Quebec Diesel Casting Repair Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jacques Dugas, avocat et conseil en Loi de la reine, 111, Sir Mathias-Tellier, Claude Dugas, avocat, 540, Ste-Thérèse, et Jacques Théroux, comptable, 360, Laporte, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation d'automobiles, moteurs, machines et tous leur accessoires et parties, sous le nom de « Quebec Diesel Casting Repair Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2376-66

Quebec Diesel Casting Repair Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Dugas, lawyer and Queen's Counsel, 111 Sir Mathias-Tellier, Claude Dugas, lawyer, 540 Ste-Thérèse, and Jacques Théroux, accountant, 360 Laporte, all three of Joliette, for the following purposes:

To deal in and repair automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Quebec Diesel Casting Repair Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2376-66

R. P. D. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1966, constituant en corporation: Léonce Néron, industriel, Hermance Sirois, ménagère, épouse dudit Léonce Néron, tous deux de chemin Sydenham, Chicoutimi, et Jean-Paul Rouleau, comptable, 240, Pigeon, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « R. P. D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 280 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2165-66

R. P. D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonce Néron, industrialist, Hermance Sirois, housewife, wife of said Léonce Néron, both of Sydenham Road, Chicoutimi, and Jean-Paul Rouleau, accountant, 240 Pigeon, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "R. P. D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each, 10,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 280 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2165-66

Albert Robitaille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Albert Robitaille, marchand, Fernande M. Robitaille, ménagère, épouse commune en biens dudit Albert Robitaille, et Gédéon Bédard, journalier, tous trois de Pont-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Albert Robitaille inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2396-66

Albert Robitaille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Robitaille, merchant, Fernande M. Robitaille, housewife, wife common as to property of the said Albert Robitaille, and Gédéon Bédard, labourer, all three of Pont-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Albert Robitaille inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Pont-Rouge, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2396-66

St-Jovite Machine Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Hervé Forget, industriel,

St-Jovite Machine Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hervé Forget, industrialist, Maurice

Maurice Forget, machiniste, et Réal Forget, machiniste, tous trois de St-Jovite, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier ou commerce servant à la réparation de toutes sortes de machines, sous le nom de « St-Jovite Machine Shop Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2347-66

Forget, machinist, and Réal Forget, machinist, all three of St-Jovite, for the following purposes:

To operate a workshop or business used to repair all kinds of machines, under the name of "St-Jovite Machine Shop Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2347-66

The St. Vincent Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Kerwyn Morris, pianiste, Madge Morris, secrétaire, célibataire, tous deux de 2985, rue Goyer, George Richardson, chimiste, 4630, Grand Boulevard, Kenvil Lewis, technicien en électronique, 7835, avenue Mountain Sights, George Glasgow, vendeur, 41 ouest, avenue des Pins, tous cinq de Montréal, et Hermus Liverpool, contrôleur, 5626, avenue McAlear, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Fournir un forum pour discuter les sujets sociaux, culturels, récréatifs et tous autres sujets qui peuvent intéresser les « Vincentians » à Montréal, sous le nom de « The St. Vincent Association of Montreal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 1587-66

The St. Vincent Association of Montreal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Kerwyn Morris, pianist, Madge Morris, secretary, spinster, both of 2985 Goyer Street, George Richardson, chemist, 4630 Grand Boulevard, Kenvil Lewis, electronic technician, 7835 Mountain Sights Avenue, George Glasgow, salesman, 41 Pine Avenue West, all five of Montreal, and Hermus Liberpool, comptroller, 5626 McAlear Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To provide a forum for the discussion of matters social, cultural, recreational and any other topics of interest to Vincentians in Montreal, under the name of "The St. Vincent Association of Montreal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 1587-66

Service des loisirs St-Justin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Coulombe, vérificateur, 5155, rue Lebrun, Noël Ouellette, tailleur, 8574, De Grosbois, app. 2, et Huguette Parent, employée de bureau, fille majeure, 4855, Des Ormeaux, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs St-Justin ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2001-66

Service des loisirs St-Justin

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Coulombe, verifier, 5155 Lebrun St., Noël Ouellette, tailor, 8574 De Grosbois, Apt. 2, and Huguette Parent, office employee, fille majeure, 4855 Des Ormeaux, all three of Montreal, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Service des loisirs St-Justin".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2001-66

Le Service du Vestiaire (St-Jérôme) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Chanoine Paul Manseau, prêtre, René-W. Hébert, gérant de Caisse populaire, 579, Laviolette,

Le Service du Vestiaire (St-Jérôme) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Chanoine Paul Manseau, priest, René-W. Hébert, Caisse populaire manager, 579 Laviolette,

Jean-Paul Léonard, notaire, 444, du Palais, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Diriger un service de vestiaire pour l'usage et le bénéfice des personnes confiées au Service Social, sous le nom de « Le Service du Vestiaire (St-Jérôme) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 358, rue Laviolette, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 794-66

Summit Displays Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Horst K. Schmidt, manufacturier, Laurette N. Schmidt, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Horst K. Schmidt, tous deux de 37, avenue President Kennedy, Ste-Thérèse-de-Blainville, et Paul Massé, avocat, 235 est, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Summit Displays Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2178-66

Taverne 4 As ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1966, constituant en corporation: Louis Schiff, 5747, avenue Blossom, Donald E. Hahamovitch, 5754, avenue Smart, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, et Bernard H. Litwack, notaire, 206, Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Taverne 4 As ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2442-66

Technitron Associates Ltd.
Technitron associés ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Michael Marchand, avocat, 5551, avenue Oakwood, Côte-St-Luc, Jules Leavitt, avocat, 4001, Kindersley, Montréal, et Audrey Sutherland, secrétaire, fille majeure, 1641, rue St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

and Jean-Paul Léonard, notary, 444 du Palais, all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To operate a cloakroom for the use and benefit of persons committed to the care of the Social Service, under the name of "Le Service du Vestiaire (St-Jérôme) inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 358 Laviolette St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 794-66

Summit Displays Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Horst K. Schmidt, manufacturer, Laurette N. Schmidt, housewife, wife contractually separate as to property of the said Horst K. Schmidt, both of 37 President Kennedy Avenue, Ste-Thérèse-de-Blainville, and Paul Massé, advocate, 235 Dorchester Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsel, under the name of "Summit Displays Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2178-66

Taverne 4 As ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Schiff, 5747 Blossom Avenue, Donald E. Hahamovitch, 5754 Smart Avenue, both advocates, of Côte-St-Luc, and Bernard H. Litwack, notary, 206 Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Taverne 4 As ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2442-66

Technitron Associates Ltd.
Technitron associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Marchand, advocate, 5551 Oakwood Avenue, Côte-St-Luc, Jules Leavitt, advocate, 4001 Kindersley, Montreal, and Audrey Sutherland, secretary, fille majeure, 1641 St. Luke Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'électricité et d'électronique, sous le nom de « Technitron Associates Ltd. — Technitron associés ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, chemin Glanlynn, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2353-66

Tel-A-Viv Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1966, constituant en corporation: Macabi Kappah, restaurateur, 4060, avenue Kindersley, Monique Savoie, secrétaire, épouse séparée de biens de Harvey Savoie, 9170, 2e Avenue, tous deux de Montréal, et Gisèle Birrell, secrétaire, épouse séparée de biens de P.-Émile Birrell, 1558, avenue Roland, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Tel-A-Viv Restaurant Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2288-66

Trianon Investment Inc.
Les Placements Trianon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat et conseil en Loi de la reine, 519, avenue Clarke, Westmount, Max Slapack, avocat et conseil en Loi de la reine, 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, et Hannah Sheffren, secrétaire, fille majeure, 4850, avenue Courtrai, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Trianon Investment Inc.— Les Placements Trianon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8001, 18e Avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2289-66

Van-Dale Knitters (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, Nice Road, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secrétaire, célibataire, 4878, La Peltrie, Montréal, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney L. Goldwater, 36, Avondale, Dollard-des-Ormeaux, et Baruch Pollack, avocat, 6085, De Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the business of an electrical and electronic company, under the name of "Technitron Associates Ltd. — Technitron associés ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8 Glanlynn Road, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2353-66

Tel-A-Viv Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Macabi Kappah, restaurateur, 4060 Kindersley Avenue, Monique Savoie, secretary, wife separate as to property of Harvey Savoie, 9170, 2nd Avenue, both of Montreal, and Gisèle Birrell, secretary, wife separate as to property of P.-Émile Birrell, 1558 Roland Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under under the name of "Tel-A-Viv Restaurant Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2288-66

Trianon Investment Inc.
Les Placements Trianon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monroe Abbey, advocate and Queen's Counsel, 519 Clarke Avenue, Westmount, Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, and Hannah Sheffren, secretary, fille majeure, 4850 Courtrai Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Trianon Investment Inc.— Les Placements Trianon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8001, 18th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2289-66

Van-Dale Knitters (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612 Nice Road, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secretary, spinster, 4878 La Peltrie, Montreal, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, 36 Avondale, Dollard-des-Ormeaux, and Baruch Pollack, advocate, 6085 De Vimy, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Van-Dale Knitters (Canada) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 180 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 9,820 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2355-66

Ville Marie Management Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1966, constituant en corporation: Guy Ambrose Miller, gérant, 1300, chemin de Carillon, St-Bruno-de-Montarville, Theodore William Martinson, teneur de livres, 4217, avenue Western, et Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'une compagnie de gestion et de services, sous le nom de « Ville Marie Management Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 39,400 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 2125-66

La Vitrerie H. G. Côté ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Germain Côté, contremaître, Madeleine D'Arcy, ménagère, épouse commune en biens dudit Germain Côté, tous deux de 3200, rue des Érables, Tracy, et Yves Mongeau, notaire, 50, Hôtel-Dieu, Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « La Vitrerie H. G. Côté ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 1672-66

White Oak Inn ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1966, constituant en corporation: Yvan Lalonde, garagiste, 197, rue Eugène, North Bay, province d'Ontario, Jacques Fleury, avocat, et Céline Pelletier, secrétaire, épouse de Léo Lalonde, ces deux derniers de Ville-Marie, pour les objets suivants:

To deal in all kinds of wearing apparel, under the name of "Van-Dale Knitters (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 180 common shares of a par value of $10 each and 9,820 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2355-66

Ville Marie Management Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Ambrose Miller, manager, 1300 de Carillon Road, St-Bruno-de-Montarville, Theodore William Martinson, bookkeeper, 4217 Western Avenue, and Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of a management and services company, under the name of "Ville Marie Management Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $1 each, 39,400 first preferred shares of a par value of $1 each and 300 second preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 2125-66

La Vitrerie H. G. Côté ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Côté, foreman, Madeleine D'Arcy, housewife, wife common as to property of said Germain Côté, both of 3200 des Érables Street, Tracy, and Yves Mongeau, notary, 50 Hôtel-Dieu, Sorel, for the following purposes:

To deal in glass and all its product and by-products, under the name of "La Vitrerie H. G. Côté ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 1672-66

White Oak Inn ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Lalonde, garage keeper, 197 Eugène Street, North Bay, province of Ontario, Jacques Fleury, lawyer, and Céline Pelletier, secretary, wife of Léo Lalonde, the latter two of Ville-Marie, for the following purposes:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « White Oak Inn ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 10,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Témiscaming, district judiciaire de Témiscamingue.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 2346-66

To carry on business as innkeepers, under the name of "White Oak Inn ltée", with a capital divided into 10,000 common shares without nominal value, 10,000 preferred class "A" shares of $1 each and into 20,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Témiscaming, judicial district of Témiscamingue.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 2346-66

Lettres patentes supplémentaires

Americana Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1966, à la compagnie « Americana Sportswear Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 60,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 930-63 — 1325/26

P. E. Bellerose & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1966, à la compagnie « P. E. Bellerose & fils inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 3426-46 — 1324/126

Roger Bureau ltée
Roger Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de juin 1966, à la compagnie « Roger Bureau ltée — Roger Bureau Ltd. », augmentant son capital de $100,000 à $250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 10116-56 — 1324/127

Canada-Ballotini Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1966, à la compagnie « Highway Safety Services Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de novembre 1965, changeant son nom en celui de « Canada-Ballotini Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 5028-65 — 1324/94

Maurice Lahoud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de

Supplementary Letters Patent

Americana Sportswear Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Americana Sportswear Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 60,000 preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 930-63 — 1325/26

P. E. Bellerose & fils inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "P. E. Bellerose & fils inc.", amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 3426-46 — 1324/126

Roger Bureau ltée
Roger Bureau Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roger Bureau ltée — Roger Bureau Ltd.", increasing its capital stock from $100,000 to $250,000, the additional share capital being divided into 15,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 10116-56 — 1324/127

Canada-Ballotini Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Highway Safety Services Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of Nobember, 1965, changing its name to that of "Canada-Ballotini Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 5028-65 — 1324/94

Maurice Lahoud inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

mai 1966, à la compagnie « Lahoud automobile inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de septembre 1961, changeant son nom en celui de « Maurice Lahoud inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 14677-61 — 1324/110

Miadel Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'avril 1966, à la compagnie « Miadel Development Corp. », 1° réduisant son capital de $40,000 à $1,180, par l'annulation de 892 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° changeant les conditions et privilèves attachés aux actions privilégiées; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 5927-64 — 1324/111

Mutual Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1966, à la compagnie « Dominion Associated Brands Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'octobre 1946, 1° changeant son nom en celui de « Mutual Development Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 6802-46 — 1324/112

Maurice Nicholson ltée-Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1965, à la compagnie « Tougas & Nicholson ltée – Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour d'octobre 1953, changeant son nom en celui de « Maurice Nicholson ltée – Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 45057-53 — 1307/33

Orpheum Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de juin 1966, à la compagnie « Orpheum Building Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 7732-49 — 1325/49

Les Placements Duco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1966, à la compagnie « Les Placements Duco inc. », 1° subdivisant et convertissant ses 500 actions ordinaires de $100 chacune en 49,500 actions classe « A » de $1 chacune et en 500

Province to "Lahoud automobile inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of September 1961, changing its name to that of "Maurice Lahoud inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 14677-61 — 1324/110

Miadel Development Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Miadel Development Corp.", 1. reducing its capital from $40,000 to $1,1,180 by the cancellation of 892 unissued common shares of a par value of $10 each and 2,990 preferred shares of a par value of $10 each; 2. changing the conditions and privileges attached to the preferred shares; 3. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 5927-64 — 1324/111

Mutual Development Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dominion Associated Brands Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of October, 1946, 1. changing its name to that of "Mutual Development Corp."; 2° extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 6802-46 — 1324/112

Maurice Nicholson ltée – Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tougas & Nicholson ltée – Ltd. », incorporated by letters patent dated the 10th day of October, 1953, changing its name to that of "Maurice Nicholson ltée – Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 45057-53 — 1307/33

Orpheum Building Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Orpheum Building Ltd.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 7732-49 — 1325/49

Les Placements Duco inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Duco inc.", 1. subdividing and converting its 500 common shares of $100 each into 49,500 class "A" shares of $1 each and 500 class "B" shares of $1 each;

actions classe « B » de $1 chacune; 2° convertissant ses 500 actions privilégiées existantes de $100 chacune en 500 actions classe « C » de $100 chacune; 3° augmentant son capital de $100,000 à $1,200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 948,500 actions classe « A » de $1 chacune en 1,500 actions classe « B » de $1 chacune et en 1,500 actions classe « C » de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 14279-62 — 1325/56

Les Sacs à main Grand Prix inc.
Grand Prix Handbags Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de juin 1966, à la compagnie « Les Sacs à main Grand Prix inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de mars 1966, changeant son nom en celui de « Les Sacs à main Grand Prix inc.— Grand Prix Handbags Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 714-66 — 1324/119

T. K. S. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mai 1966, à la compagnie « Tex-Knit Sales Inc.", constituée par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « T. K. S. Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 14611-58 — 1324/124

Westhill Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mai 1966, à la compagnie « Westhill Investments Ltd. », augmentant son capital de $40,000, à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 11885-54 — 1325/63

2. converting its 500 existing preferred shares of $100 each into 500 class "C" shares of $100 each; 3. increasing its capital stock from $100,000 to $1,200,000, the additional share capital being divided into 948,500 class "A" shares of $1 each and 1,500 class "B" shares of $1 each and 1,500 class "C" shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 14279-62 — 1325/56

Les Sacs à main Grand Prix inc.
Grand Prix Handbags Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Sacs à main Grand Prix inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of March, 1966, changing its name to that of "Les Sacs à main Grand-Prix inc.— Grand Prix Handbags Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 714-66 — 1324/119

T. K. S. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tex-Knit Sales Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1958, changing its name to that of "T. K. S. Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 14611-58 — 1324/124

Westhill Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Westhill Investments Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 1,100 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 11885-54 — 1325/63

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 623

Québec, le 5 avril 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement sur les fruits et légumes frais.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE sous l'autorité des articles 3 et 6 de la Loi des produits agricoles et des aliments (S.R.Q., 1964, chapitre 119), soit édicté le règlement annexé au présent arrêté en conseil intitulé

Order in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 623

Québec, April 5, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation on fresh fruit and vegetables.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT under the authority of sections 3 and 6 of the Agricultural Products and Food Act (R.S.Q. 1964, chapter 119), the regulation annexed to the present Order in Council entitled

« Règlement sur les fruits et légumes frais », et que soit abrogé le « Règlement sur la vente des fruits et légumes » adopté par l'arrêté en conseil numéro 2070, du 4 août 1937, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 14 août 1937.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÈGLEMENT SUR LES FRUITS ET LÉGUMES FRAIS

TITRE I – *Dispositions générales*

Art. 1er. – Le présent règlement a pour but de réglementer, sous le régime de la Loi des produits agricoles et des aliments (S.R.Q. 1964, chapitre 119), la vente des fruits et légumes frais destinés à la consommation humaine, à l'état frais.

Le ministre de l'agriculture et de la colonisation est dans le présent règlement désigné par le mot « ministre ».

Art. 2. – Il est interdit de détenir, de préparer ou d'acheter en vue de la vente, de mettre en vente ou en dépôt ou de vendre dans un lieu quelconque, de transporter, de faire transporter ou d'accepter pour une destination quelconque dans les limites de la province des fruits ou légumes impropres à la consommation ou qui ne répondent pas aux conditions de qualité, de classement, de conditionnement et de marquage ou autres formulées ci-après.

Art. 3. – Les fruits et légumes doivent être sains, propres et en parfait état de conservation et présenter un degré de développement ou de maturité conforme aux loyaux usages du commerce.

Ils ne doivent présenter aucun caractère physique, chimique ou biologique anormal, ni avoir aucun goût, arôme ou aspect anormal.

Art. 4. – Ils ne doivent contenir aucun produit altéré, ni aucune substance d'origine organique ou minérale, de nature à diminuer leur valeur commerciale ou alimentaire.

Sauf dans les cas autrement prévus, sont tolérées les altérations qui n'affectent pas plus de cinq pour cent de la surface ou du volume de chaque pièce, ni plus de quinze pour cent des produits d'un lot ou emballage ou, dans le cas d'un même défaut, plus de dix pour cent.

Art. 5. – Les fruits et légumes doivent être soustraits à tout contact ou voisinage nocif et être constamment à l'abri de toute cause de pollution ou de contamination ou toute cause susceptible d'en altérer la qualité.

Le conditionnement, la manutention et le transport des produits et toute opération relative à ces produits doivent se faire dans des conditions de propreté et d'hygiène irréprochables et de façon à prévenir toute dépréciation des produits.

Art. 6. – Il est tenu compte des modifications ou erreurs involontaires et pratiquement inévitables qui peuvent se produire au cours de la manutention, du conditionnement ou du transport des produits, ou à la suite du délai écoulé entre le conditionnement et la vente de ces produits.

Ces erreurs ou modifications ne doivent, dans aucun cas, affecter plus de cinq pour cent des produits d'un lot ou d'un emballage et, dans le cas de la pourriture molle, plus de deux pour cent de ces produits.

"Regulation on fresh fruit and vegetables" be enacted, and that the "Regulation on the sale of fruit and vegetables", adopted by Order in Council number 2070, dated August 4, 1937, published in the *Quebec Official Gazette* on August 14, 1937, be repealed.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

FRESH FRUIT AND VEGETABLE REGULATIONS

PART I – *General provisions*

Art. 1. – These regulations are intended to regulate, under the provisions of the Agricultural Products and Food Act (R.S.Q. 1964, Chapter 119), the sale of fresh fruits and vegetables intended for human consumption in fresh condition.

In these regulations, "Minister" means the Minister of Agriculture and Colonization.

Art. 2. – It is forbidden to purchase, prepare, or hold with a view to sale, to place on sale or in storage or sell in any place, or to transport or cause to be transported, or to accept for any destination within the Province any fruits or vegetables unfit for consumption or which do not meet the requirements as to quality, grading, conditioning, marking, or other conditions hereinafter specified.

Art. 3. – Fruits and vegetables must be wholesome, clean, and in perfect condition and have reached a stage of development and maturity which is in keeping with the principles of fair dealing in the trade.

They must be free from physical, chemical, and biological abnormalities, and from abnormal flavours, aromas or appearance.

Art. 4. – They must not include any spoiled specimens, nor contain any mineral or organic substance likely to impair their commercial or food value.

Except in cases otherwise provided for, defects may be tolerated which do not affect more than five per cent of the surface or volume of individual items nor more than fifteen per cent of the products in a lot or package or, in the case of a defect affecting all the items, not more than ten per cent.

Art. 5. – Fruits and vegetables must not be allowed to come in contact with or near noxious substances and must at all times be kept away from anything which might pollute or contaminate them or affect their quality.

Preparation, handling and transportation of products, and all operations to which they are subjected must be carried out under scrupulously clean and sanitary conditions and in such a manner as to prevent deterioration.

Art. 6. – Due allowance shall be made for involuntary and almost inevitable changes or errors incident to the handling, preparation, or transportation of fruits and vegetables, or due to the lapse of time between their preparation and sale.

Such errors or changes must in no case affect more than five per cent of the products included in one lot or package, or in the case of soft rot, more than two per cent of such products.

Le présent article n'est pas applicable à la détermination de la catégorie d'un produit soumis au classement.

Art. 7. – Est prohibée la détention ou l'expédition en vue de la vente, la mise en vente ou la vente:

1° de fruits ou légumes qui ont été soumis au « trempage » ;

2° de colis de fruits ou légumes dont la partie visible ne correspond pas à la moyenne de la marchandise contenue dans le colis;

3° de colis de fruits ou légumes insuffisamment ou mal remplis eu égard à la nature du produit ou de l'emballage, aux loyaux usages du commerce et aux prescriptions du présent règlement.

Art. 8. – Commet une infraction au présent règlement quiconque, par lui-même ou par une personne à son emploi ou agissant sous son autorité, viole une disposition du règlement ou consent ou participe à cette violation.

Titre II – *Du conditionnement*

Section I

Des produits classés

Art. 9. – Les fruits et légumes pour lesquels des catégories sont prévues à l'annexe doivent être classés conformément à ces catégories.

Cette règle n'est pas applicable aux légumes-racines vendus à l'état frais avec une partie de leur tige et connus dans le commerce sous l'appellation de « légumes verts ».

Section II

Des emballages

Art. 10. – Les fruits ou légumes sont exposés à la vente au consommateur dans un emballage ou dans une case renfermant une même espèce d'une seule qualité.

Cependant des légumes lavés d'espèces différentes peuvent être présentés dans un même emballage en quantité d'au plus cinq livres.

Chaque portion d'un fruit offerte en vente au consommateur doit être protégée par un emballage de matière transparente.

Art. 11. – Les colis de fruits ou légumes sont soumis aux prescriptions du tableau C de l'annexe.

Art. 12. – Est interdit pour l'emballage d'un produit l'emploi d'une matière susceptible de porter à confusion ou de permettre une méprise sur la qualité ou la catégorie du produit.

Art. 13. – Les emballages doivent être propres, sains, bien conditionnés et suffisamment résistants pour protéger efficacement la marchandise pendant la conservation ou le transport. Ils ne doivent pas transmettre au contenu un goût ou une odeur quelconque, ni avoir renfermé quelque produit chimique ou autre matière dont le voisinage serait susceptible de porter atteinte à la qualité des fruits ou légumes ou à leur valeur commerciale.

Art. 14. – Les papiers ou autres matériaux utilisés à l'intérieur du colis doivent être neufs et non nocifs pour l'alimentation humaine. Dans le cas où ils portent des mentions imprimées, celles-ci ne doivent figurer que sur la face extérieure de façon à ne pas se trouver en contact avec les fruits ou légumes.

This article does not apply to the grading of a product.

Art. 7. – It is forbidden to hold or ship for selling, to place on sale or to sell the following products:

1. Fruits or vegetables which have been submitted to a process of soaking ("trempage").

2. Fruits or vegetables so packed that the visible part is not similar to the average of the goods contained in the package.

3. Packages of fruits or vegetables insufficiently or badly filled, taking into consideration the nature of said product or package, the bona fide customs of the trade and the provisions of these regulations.

Art. 8. – An infraction is committed by anyone who, personally or through an employee or subordinate, violates a provision of the regulations or consents to or participates in such a violation.

Part II – *Grading and Packing*

Section I

Graded products

Art. 9. – Fruits and vegetables for which different grades are provided for in the Schedule appended hereto must be classified in accordance with these grades.

This provision does not apply to root vegetables sold in fresh state with part of their tops attached and commonly known to the trade as "green vegetables".

Section II

Packages

Art. 10. – Fruits and vegetables offered for sale must be displayed in packages or compartments each containing only one kind of product of the same quality.

However, vegetables of different kinds which have been washed may be offered for sale in the same package provided it contains not more than five pounds of the produce.

Each portion of a fruit offered for sale must be protected by a package made of transparent material.

Art. 11. – The specifications of Schedule C hereto appended shall apply to packages of fruits or vegetables.

Art. 12. – It is forbidden to use for packages any material which is liable to cause confusion or misunderstanding regarding the quality or grade of the product.

Art. 13. – Packages must be clean, sound, well-prepared and strong enough to protect the goods effectively during conservation and transportation. They must not transmit to the contents any taste or odour whatever, nor have been used for any chemical product or other matter the vicinity of which would be likely to impair the quality of fruits or vegetables or reduce their commercial value.

Art. 14. – Paper and other materials used inside packages must be new and harmless to human food. When they bear printed words, these must appear on the outer surface only, so as to have no contact with the fruits and vegetables.

Art. 15. – Tout emballage doit être neuf, sauf s'il est fait de toile, de jute ou de filet, ou fait entièrement de bois et contenant plus d'une pinte.

Dans le cas d'un sac usagé fait de toile, de jute ou de filet, la face intérieure du sac doit être mise à l'extérieur avant de l'utiliser.

Art. 16. – Les emballages doivent être bien remplis de manière à assurer une bonne conservation.

Les casseaux de petits fruits sont remplis à pleine capacité et les produits sont tassés au moyen de secousses légères et répétées.

Les emballages doivent être bien fermés, sauf ceux qui sont utilisés ouverts.

Art. 17. – Le ministre peut autoriser temporairement et à l'essai, aux conditions qu'il veut bien imposer, l'emploi d'un emballage autre que ceux prévus par le présent règlement.

Un avis à cet effet doit être publié dans un journal agricole.

TITRE III – *Des indications et marques*

Art. 18. – Chaque colis doit porter à l'extérieur, en caractères apparents et indélébiles, les mentions suivantes:

1° la dénomination du produit, sauf pour un emballage transparent ou à claire-voie;

2° la désignation de la catégorie;

3° le nom ou la raison sociale de l'emballeur et son adresse;

4° la quantité du contenu en nombre, poids ou mesure;

5° le prix de vente du colis ou le prix à la livre, dans le cas de vente au consommateur;

6° l'expression « produit du Québec » dans le cas d'un fruit ou légume produit dans la province de Québec;

7° le nom du pays d'origine ou, s'il s'agit d'un produit canadien, le mot « Canada » ou le nom de la province d'origine, pour un produit de provenance extérieure à la province de Québec.

La dénomination prescrite dans l'annexe pour la vente d'un produit doit être indiquée sur tout emballage de ce produit.

Le prix total d'un colis dont le produit est vendu au poids doit être basé sur le poids net indiqué.

Art. 19. – En outre des mentions susvisées, doivent être mentionnés:

1° le poids net du produit sur tout sac, excepté un sac contenant du maïs sucré, et sur tout emballage de betteraves, choux, carottes, oignons, panais, pommes de terre, rhubarbe ou rutabagas;

2° le nombre de pièces sur un emballage de maïs sucré ou de concombre et sur un emballage opaque de chou-fleur, de laitue ou de céleri;

3° la dénomination « pommes de terre de table » sur tout emballage de pommes de terre;

4° le nombre de petits emballages sur le grand emballage qui les renferme;

5° le mot « mélange » sur un emballage opaque contenant des légumes d'espèces différentes;

6° la nature de tout traitement subi par le produit après sa cueillette pour en faciliter la conservation, le cas échéant.

Art. 20. – Chaque colis de pommes doit porter à l'extérieur, en caractères apparents et indélébiles, les mentions additionnelles suivantes:

1° le nom de la variété;

2° le nombre de pièces, si les pommes sont présentées en lit;

Art. 15. – All packages must be new except those which are made of cloth, jute, or mesh or entirely of wood and having a capacity exceeding one quart.

Before a cloth, jute, or mesh bag is used again, it must be turned inside out.

Art. 16. – Packages must be well filled in such a way as to ensure good conservation.

Boxes of small fruits must be filled to capacity and lightly shaken down.

All packages must be well closed except those which are used open.

Art. 17. – The Minister may authorize temporarily, and on such conditions as he may decide, the experimental or trial use of packages other than those specified in these regulations.

In such an event, notice thereof shall be published in an agricultural periodical.

PART III – *Marks and labels*

Art. 18. – The outer surface of each package must bear, in legible and indelible letters, the following information:

1. The name of the product, except in the case of transparent packages or latticed crates;

2. The designation of the grade;

3. The name or trading name and the address of the packer;

4. The quantity of the contents by number, weight, or measure;

5. The selling price of the package or the price per pound, when the product is sold to a consumer;

6. The words "Product of Quebec" in the case of fruits or vegetables produced in the Province of Quebec;

7. The name of the country of origin, or the word "Canada", in the case of a Canadian product, or the name of the province of origin in the case of a product coming from outside the Province of Quebec.

The name specified in the apprendix for the sale of a product must be indicated on every package containing the product.

The total price of a package whose contents are sold by weight must be based on the net weight of the product indicated thereon.

Art. 19. – In addition to the information listed above, the following must also be mentioned:

1. The net weight of the contained product on each bag, excepting bags of sweet corn, and on each package of beets, cabbages, carrots, onions, parsnips, potatoes, rhubarb or rutabagas;

2. The number of specimens on each package of sweet corn or cucumbers, and on each opaque package of cauliflower, lettuce or celery;

3. The words "Table Potatoes" on each package of potatoes;

4. The number of small, enclosed packages on the large package containing them;

5. The word "mixed" on opaque packages containing vegetables of different kinds;

6. The nature of all treatments to which the product has been subjected following harvesting with a view to its preservation, if applicable.

Art. 20. – The outside of each package of apples must bear, in readily discernible and indelible letters, the following additional information:

1. The name of the variety;

2. The number of specimens if the apples are packed in tiers or layers;

3° la grosseur minimale et maximale des pièces, si les pommes ne sont pas présentées en lit, sauf dans le cas d'un emballage de matière transparente, d'un panier ouvert ou d'un emballage de pommes offertes sous la dénomination « pommes à cuire » ou « pommes tombées »;

4° la dénomination établie au tableau B de l'annexe ainsi que le matricule attribué à la personne qui a fait la conservation ou le conditionnement des pommes d'atmosphère contrôlée, dans le cas de ces pommes.

Art. 21. – Les dispositions des articles 18, 19 et 20 ne s'appliquent pas à la vente au détail de produits non préalablement emballés en vue de telle vente, sauf dans le cas d'un commerce ambulant.

Toutefois doivent apparaître bien en vue au-dessus du produit exposé en vente les indications suivantes:

1° la désignation de la catégorie;

2° le prix de la livre ou de l'unité;

3° le nom de la variété dans le cas des pommes;

4° le nom du pays d'origine ou, s'il s'agit d'un produit canadien, le mot « Canada » ou le nom de la province d'origine, pour un produit de provenance extérieure à la province de Québec;

5° l'expression « produit du Québec » pour les fruits et légumes produits dans la province de Québec;

6° l'identification du calibre des pièces, dans le cas des fruits et dans le cas de la laitue pommée, du chou-fleur et du céleri exposés en vente à l'unité; cette indication n'est pas requise dans le cas des petits fruits et lorsque le produit est vendu au poids.

Art. 22. – Les indications susvisées doivent être inscrites sans abréviation, en français ou en français et en anglais, en caractères apparents, d'une dimension raisonnable par rapport à l'emballage ou à l'étiquette et d'au moins trois seizièmes de pouce sur un emballage d'une capacité de moins de dix livres.

Art. 23. – Dans le cas d'un emballage de réemploi, les mentions antérieures inapplicables au produit qu'il renferme ou à l'emballeur de ce produit, doivent être annulées ou rendues illisibles.

Art. 24. – Les produits pour lesquels aucun calibre n'est prescrit doivent être conformes au calibre indiqué sur l'emballage ou au-dessus de la case qui les contient.

Art. 25. – Les annonces, réclames ou autres moyens de publicité doivent mentionner les indications suivantes:

1° la désignation de la catégorie;

2° le nom du pays d'origine ou, s'il s'agit d'un produit canadien, le mot « Canada » ou le nom de la province d'origine, pour un produit de provenance extérieure à la province de Québec;

3° l'expression « produit du Québec » pour les fruits et légumes produits dans la province;

4° le nom de la variété dans le cas des pommes;

5° le poids net du produit, la quantité ou le calibre dans le cas des fruits ainsi que de la laitue pommée, du chou-fleur et du céleri.

Ces indications doivent être inscrites en caractères d'au moins un huitième de pouce de hauteur.

Art. 26. – La désignation de la catégorie du produit et le nom de la variété de pommes doivent figurer dans les papiers de commerce, factures, titres de mouvement, lettres de voitures,

3. The minimum and maximum size of the specimens if the apples are not packed in layers, except in the case of transparent packages, open baskets, or packages of apples sold as "cookers" or "windfalls";

4. The name specified in table B of the apprendix, and the number assigned to the person who was responsible for the conservation or conditioning of the apples by the controlled atmosphere process.

Art. 21. – The provisions of articles 18, 19 and 20 shall not apply to the retail sale of products not previously packed with a view to such sale. This exception does not extend to the itinerant trade.

However, the following information must appear very plainly above the place where such products are offered for sale:

1. The designation of the grade;

2. The price per pound or per unit;

3. The name of the variety in the case of apples;

4. The name of the country of origin or, in the case of a Canadian product, the word "Canada", or the name of the province of origin in the case of products coming from outside the Province of Quebec;

5. The expression "Product of Quebec" in the case of fruits and vegetables produced in the Province of Quebec;

6. The size of the specimens, in the case of fruits, head lettuce, cauliflowers and celery offered for sale on a unit basis; this does not apply in the case of small fruits and when the product is sold by weight.

Art. 22. – The aforesaid information shall appear without abbreviation, in French or in French and English, in readily discernible letters of a reasonable size in proportion to the size of the package or the label, and at least three sixteenths of an inch in height on packages containing less than ten pounds.

Art. 23. – In the case of packages that are being used again, all words appearing on them which do not apply to the new product or packer shall be effaced or rendered illegible.

Art. 24. – Products for which no size range is prescribed must be in conformity with the size indicated on the package or above the compartment which contains them.

Art. 25. – Advertisements, announcements or other means of publicity must mention the following facts:

1. The designation of the grade;

2. The name of the country of origin or, in the case of a Canadian product, the word "Canada", or the name of the province of origin in the case of products coming from outside the Province of Quebec;

3. The expression "Product of Quebec" in the case of fruits and vegetables produced in the Province of Quebec;

4. The name of the variety in the case of apples;

5. The net weight of the product, the quantity or size in the case of fruits, head lettuce, cauliflowers and celery.

This information must appear in letters not less than one eighth of an inch in height.

Art. 26. – The designation of the grade of the product and the name of the variety of apples must appear in the business papers, invoices, way-bills, delivery contracts, receipts, bills of

récépissés, connaissements et déclarations qui accompagnent les ventes, livraisons ou envois.

Art. 27. – Commet une infraction quiconque frauduleusement:

1° opère quelque changement dans le contenu d'un emballage;

2° emploie une étiquette qui a déjà servi;

3° supprime, masque, altère ou modifie de façon quelconque les noms, signatures, monogrammes, lettres, chiffres, numéros de série, emblèmes, mentions, signes de toute nature apposés sur les marchandises en vue de leur étiquetage ou de leur identification;

4° fait une déclaration ou emploie un moyen susceptible de tromper un acheteur de quelque façon.

TITRE IV – *De la surveillance et de l'inspection*

SECTION I

De l'enregistrement et des renseignements exigibles

Art. 28. – Toute personne engagée dans la mise en marché des fruits ou légumes est tenue de s'enregistrer auprès du ministre dans un délai d'un mois à compter du début de ses opérations ou dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent règlement, si elle est déjà en opération.

Art. 29. – Cet enregistrement est fait sur une formule fournie par le ministre et doit indiquer les nom et adresse ou domicile de la personne engagée dans la mise en marché des fruits ou légumes, la nature du produit, et, le cas échéant, la marque ou le terme de fantaisie sous lequel le produit est mis en vente, le nom ou la raison sociale sous laquelle cette personne fait ses opérations, l'endroit où elle fait ses opérations et tous autres renseignements requis par le ministre.

Chaque fois qu'il survient un changement ou une modification touchant l'un des renseignements ci-dessus, le ministre en doit être informé au plus tard dans les quinze jours.

Art. 30. – N'est pas tenu de s'enregistrer pour vendre un produit de son exploitation celui qui habite en permanence une ferme dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture est sa principale occupation.

Est dispensé de l'enregistrement pour la vente des pommes celui qui bénéficie de l'agrément du ministre prévu au tableau B de l'annexe.

Art. 31. – Toute personne recevant d'un expéditeur de l'extérieur de la province de Québec, des fruits ou légumes de provenance extérieure à la province en vue de les vendre dans la province, doit aviser sans retard le ministre ou son préposé de l'arrivée de ce produit en indiquant la nature et la quantité du produit et le lieu où l'inspection peut en être faite.

SECTION II

De l'inspection

Art. 32. – Les infractions à la Loi des produits agricoles et des aliments ou au présent règlement sont recherchées et constatées conformément aux dispositions du présent chapitre.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve desdites infractions puisse être établie par toutes voies de droit.

Art. 33. – Est qualifié pour procéder aux recherches, faire des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies ou confiscations tout inspecteur autorisé par le ministre.

lading or any documents which accompany the sale, delivery and forwarding.

Art. 27. – An infraction is committed by anyone who fraudulently:

1. makes any change in the contents of a package;

2. uses a label which has already been used;

3. obliterates, covers, alters or modifies in any manner whatsoever the names, signatures, monograms, letters, figures, serial numbers, emblems, marks or signs of any nature placed upon the goods with a view to their labelling or their identification;

4. makes a declaration or employs any means likely to deceive the buyer in any way.

PART IV – *Supervision and inspection*

SECTION I

Registration and obligatory information

Art. 28. – Every person engaged in the marketing of fruits and vegetables shall register with the Minister within one month of the start of his operations or, if he is already operating, within three months of the coming into force of these regulations.

Art. 29. – The aforesaid registration shall be made on a form supplied by the Minister and shall indicate the name and address or domicile of the person engaged in the marketing of fruits or vegetables, the nature of the product, and, whenever applicable, the trade-mark or fancy name under which the product is marketed, the name or firm name under which the said person operates, his place of operation, and any other information required by the Minister.

The Minister shall be notified of any change or modification in the above-mentioned information within fifteen days of the date when it is made.

Art. 30. – Anybody who lives permanently on a farm, the cultivation or operation of which for purposes connected with agriculture is his principal occupation, may sell the produce of his farm without being obliged to register.

Anybody who has the Minister's consent as described in table B of the apprendix is exempt from registration for the sale of the apples to which it applies.

Art. 31. – Anybody receiving from a shipper outside the Province of Quebec, fruits and vegetables coming from outside the Province with a view to selling them in the Province, must immediately notify the Minister or his representative of their arrival, indicating the nature and the quantity of the products and the place where they may be inspected.

SECTION II

Inspection

Art. 32. – Infractions against the Agricultural Products and Food Act or against these regulations shall be investigated and the facts pertaining thereto ascertained, in accordance with the provisions of this section.

These provisions shall not prevent in any way the proof of the said infractions being established by any means of proof pertaining to law.

Art. 33. – Any inspector designated for this purpose by the Minister is authorized to proceed with investigations, to take samples, and, as the case may be, to make seizures or confiscations.

Art. 34. – L'inspecteur a le droit d'interroger toute personne en charge d'une expédition ou d'un local de vente ou de dépôt de fruits ou légumes sur toute matière relative à l'accomplissement des prescriptions de la loi et du règlement.

La personne interrogée doit répondre honnêtement et au meilleur de sa connaissance et intelligence à l'interrogatoire susdit et représenter à l'inspecteur, à sa réquisition, les documents et livres dont elle est détentrice et qui concernent les opérations sur les produits visés au premier alinéa.

Les réponses ou les éléments d'informations recueillis sont rapportés dans un procès-verbal rédigé à cette fin et qui comporte les mentions prévues à l'article 41.

Art. 35. – L'inspecteur est tenu de dresser un procès-verbal de toute inspection.

Le procès-verbal doit contenir les mentions prévues à l'article 41 et relater les constatations faites.

Art. 36. – L'inspecteur témoin d'un flagrant délit de contravention est tenu d'en faire la constatation immédiate.

La confiscation est obligatoire dans le cas où un produit est reconnu impropre à la consommation.

Art. 37. – Le produit saisi est laissé en dépôt au propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, s'il refuse, transporté en lieu sûr.

Le produit confisqué est placé sous scellés. L'inspecteur peut le laisser en dépôt au propriétaire ou au détenteur ou le faire transporter en lieu sûr. S'il s'agit d'un produit impropre à la consommation, l'inspecteur peut procéder à sa destruction, stérilisation ou dénaturation.

L'inspecteur appose un bulletin numéroté et daté sur tout lot d'un produit saisi ou confisqué et laissé en dépôt. Ce bulletin doit porter la mention « saisi » ou « confisqué », suivant le cas « en vertu de la Loi des produits agricoles et des aliments » et la signature de l'inspecteur.

Les opérations relatives à la saisie ou confication sont relatées au procès-verbal.

Art. 38. – Nul ne peut vendre ou offrir en vente un produit saisi ou confisqué, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou le bulletin de saisie ou de confiscation sans une autorisation d'un inspecteur ou du ministre.

Art. 39. – Mainlevée de la saisie peut être donnée par écrit par tout inspecteur convaincu que le propriétaire ou détenteur de la marchandise s'est, depuis la saisie, conformé à la loi.

Telle mainlevée doit être datée et signée par l'inspecteur et porter les indications suivantes: numéro et date de la saisie, dénomination du produit et nom de l'intéressé.

Art. 40. – Le prélèvement d'échantillons peut, en toute circonstance, être opéré d'office.

Art. 41. – Tout prélèvement d'échantillons donne lieu, séance tenante, à la rédaction d'un procès-verbal.

Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes:

1° les nom, qualité et résidence de l'inspecteur;

2° la date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué;

3° les nom, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré; si le prélèvement a lieu en cours de route,

Art. 34. – The inspector has the right to question any person in charge of a shipment or of any premises where fruits or vegetables are sold or kept, on any matter concerned with the carrying out of the provisions of the law or of these regulations.

The person questioned must answer honestly and to the best of his knowledge and ability the questions asked, and furnish the inspector, at his request, with every document and book in his possession concerning operations relating to the products mentioned in the first paragraph.

The replies or essential details of the information so obtained shall be set down in a procès-verbal drawn up for such purpose and containing the particulars specified in article 41.

Art. 35. – It shall be the duty of the inspector to draw up a procès-verbal of every inspection.

The procès-verbal must contain the information specified in article 41 and relate the facts ascertained.

Art. 36. – Any inspector who witnesses a flagrant violation must immediately establish the same.

Confiscation is compulsory whenever a product is found to be unfit for food.

Art. 37. – Seized products shall be left on deposit with the owner or holder of the merchandise or, upon his refusal, shall be removed and placed in safe keeping.

Confiscated products shall be sealed. The inspector may leave them on deposit with the owner or holder or have them removed into safe keeping. In the case of products unfit for food, the inspector may proceed with their destruction, sterilization, or denaturing.

The inspector shall place a numbered and dated detention tag on any lot seized or confiscated and left on deposit. This detention tag shall bear the words: "Seized" (or "Confiscated", as the case may be) "under the Agricultural Products and Food Act" with the inspector's signature.

Operations relative to the seizure or confiscation shall be entered in the procès-verbal.

Art. 38. – No one shall sell or offer for sale a seized or confiscated product, or remove or permit the removal of such product or its container or of the seizure or detention tag without the authorization of an inspector or of the Minister.

Art. 39. – Release from seizure may be given in writing by any inspector who is satisfied that the owner or holder of the goods has complied with the Act since the seizure.

Such release shall bear the date, the inspector's signature, and the following information: the date and number of the seizure, the name of the product and the name of the person concerned.

Art. 40. – Samples may be taken as a matter of routine in any circumstances.

Art. 41. – Whenever a sample is taken, a procès-verbal shall be drawn up on the spot.

The procès-verbal shall contain the following information:

1. The name, position, and residence of the inspector;

2. The place, date and time of the sampling;

3. The name, occupation, domicile or residence of the person on whose premises the sample was taken or, if the sampling took place in transit,

les nom et domicile des personnes figurant sur la lettre de voiture ou connaissement comme expéditeur ou destinataire;

4° la signature de l'inspecteur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et inscriptions figurant sur les récipients, emballages ou enveloppes, l'importance du lot de marchandise échantillonnée, ainsi que toute indication jugée utile pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise, la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente.

Le propriétaire ou le détenteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport, peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal. En cas de refus, mention en est faite par l'inspecteur.

Art. 42. – Tout procès-verbal est rédigé en triple expédition.

Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les vingt-quatre heures au ministère de l'agriculture et de la colonisation. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur du produit ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Un exemplaire est conservé par l'inspecteur.

Art. 43. – Tout échantillon prélevé est mis sous scellés et adressé, en même temps que le procès-verbal, au ministère de l'agriculture et de la colonisation.

Les scellés sont appliqués sur une étiquette numérotée et qui porte la dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, la date du prélèvement, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la signature de l'auteur du procès-verbal.

Un récépissé, détaché d'un livre à souche, est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise qui en fait la demande.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des échantillons prélevés.

Section III

De l'analyse

Art. 44. – Dans les vingt-quatre heures de sa réception, l'échantillon est transmis au laboratoire du ministère de l'agriculture et de la colonisation ou à un laboratoire désigné par le ministre, accompagné d'une copie du procès-verbal de prélèvement.

Art. 45. – Le laboratoire doit, dans les huit jours de la réception de l'échantillon ou dans le délai additionnel requis pour compléter l'analyse, dresser un rapport où sont consignées les mentions suivantes:

1° les nom, qualité et résidence de l'analyste verbalisateur, la date de réception par lui de l'échantillon et du procès-verbal de prélèvement, les inscriptions portées sur l'étiquette recouvrant l'échantillon ainsi que la date de la levée par lui des scellés;

2° l'état dans lequel se trouve l'échantillon au moment de sa réception;

3° les indications jugées utiles pour établir l'identité de l'échantillon et du procès-verbal de prélèvement;

the name and domicile of the persons mentioned on the way-bill or bill of lading as shipper or consignee;

4. The inspector's signature.

The procès-verbal shall also contain a brief statement of the circumstances under which the sampling was made, giving the trade-marks and inscriptions appearing on the containers, packages or wrappers, the size of the lot of merchandise sampled, and any information which might serve to establish the authenticity of the samples taken, the identity of the goods, and the exact description under which they were held or offered for sale.

The owner or holder of the goods or the representative of the carrier, as the case may be, may have any statements he deems useful inserted in the procès-verbal. He shall be invited to sign the procès-verbal; if he refuses to do so, the inspector shall mention the fact.

Art. 42. – Every procès-verbal shall be made out in triplicate.

The inspector shall send the original thereof to the Department of Agriculture and Colonization within twenty-four hours. One copy shall be left with the owner or holder of the goods or with the representative of the carrier, as the case may be. One copy shall be kept by the inspector.

Art. 43. – Every sample taken shall be placed under seal and sent to the Department of Agriculture and Colonization at the same time as the procès-verbal.

Seals shall be affixed on a numbered tag bearing the name under which the product is offered for sale, the date of sampling, the name and address of the owner or holder of the goods or, in the case of a sampling made in transit, those of the shipper and the consignee, and the signature of the person drawing up the procès-verbal.

On request, a receipt detached from a book with counterfoils shall be given to the owner or holder of the goods.

If the sample is taken during transit, the carrier's representative shall be given, as a release, a receipt showing the nature and quantity of the sample taken.

Section III

Analyses

Art. 44. – Within twenty-four hours of its reception, the sample shall be sent to the laboratory of the Department of Agriculture and Colonization, or to some other laboratory designated by the Minister, together with a copy of the procès-verbal of the sampling.

Art. 45. – Within eight days of receiving the sample, or immediately following the additional period required to complete the analysis, the laboratory shall draw up a report embodying the following information:

1. The name, position, and residence of the analyst making the report, the date of reception of the sample and of the procès-verbal of the sampling, the inscriptions appearing on the tag attached to the sample, and the date of removal of the seals by the analyst;

2. The condition of the sample when it was received;

3. All particulars deemed useful for determining the identity of the sample and of the procès-verbal of the sampling;

4° la relation et la justification des opérations de l'analyste, depuis la réception de l'échantillon jusqu'à la rédaction du procès-verbal d'analyse, la date de ces diverses opérations et les circonstances dans lesquelles elles sont effectuées;

5° les constatations et conclusions de l'analyste;

6° la date de sa rédaction et la signature de son auteur.

Ce rapport est adressé sans retard au ministère.

Art. 46. – Si le rapport ne conclut pas à une présomption de fraude, de falsification ou d'infraction à la loi ou au règlement, le ministère en avise l'intéressé.

Art. 47. – Peuvent être employés pour déterminer la proportion d'oxygène et de gaz carbonique (CO^2) dans une chambre de conservation de pommes sous atmosphère contrôlée l'appareil et la méthode d'analyse connus sous le nom de « Orsat » ou tout autre appareil et méthode agréés par le ministre.

Art. 48. – Peut être employée toute méthode d'analyse biologique, chimique ou physique, agréée par le ministre, en vue de déterminer la nature, l'état et la qualité hygiénique d'un produit, sa composition, ses caractéristiques, sa coloration, la nature, l'étendue et les causes de toute altération de ce produit, ainsi que le degré de résistance ou de transparence et les qualités d'un emballage ou d'une matière employée dans l'emballage d'un produit.

ANNEXE AU RÈGLEMENT SUR LES FRUITS ET LÉGUMES FRAIS

TABLEAU A. – *Catégories de produits*

Art. 1er. – Le calibrage des fruits et légumes est déterminé par le diamètre maximum de leur section équatoriale, sauf les cas autrement prévus.

TITRE I – *Des fruits*

CHAPITRE I

Des bleuets

Art. 2. – Sont établies pour les bleuets la catégorie et la désignation suivantes: no 1.

SECTION I

Des exigences qualitatives et de la présentation

Art. 3. – Les bleuets de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques des bleuets mûrs.

Ils doivent être secs et exempts de défaut pouvant en altérer l'aspect, la conservation ou la comestibilité. Ils doivent être dépourvus de tige et de feuille.

Art. 4. – La présentation doit être soignée et homogène. Un emballage ne doit contenir ni fruit vert, ni saleté ou substance étrangère.

SECTION II

Des tolérances

Art. 5. – Un emballage peut contenir au plus cinq pour cent de bleuets inférieurs à la catégorie, dont trois pour cent au plus de bleuets atteints d'un même défaut et un pour cent de fruits au plus atteints de pourriture.

4. An account of the analyst's operations and his reasons for them, from the time the sample was received until the report of the analysis was drawn up, and the dates and conditions under which the said operations were carried out;

5. The analyst's results and conclusions;

6. The date when the report was drawn up and the author's signature.

This report shall be sent to the Department without delay.

Art. 46. – If the report does not afford grounds for presuming that there has been fraud, adulteration, or violation of the Act or its regulations, the Department shall notify the person concerned to that effect.

Art. 47. – The apparatus and method of analysis known as "Orsat" or any other apparatus and method approved by the Minister may be used to determine the proportions of oxygen and carbon dioxide in compartments where apples are stored under controlled-atmosphere conditions.

Art. 48. – Any biological, chemical, or physical, analytical procedure approved by the Minister may be used to determine the nature, state, hygienic condition, composition, colour, and other characteristics of a product and the extent and cause of any adulteration thereof, and the quality and degree of resistance or transparency of the package or material used to pack a product.

APPENDIX TO THE REGULATIONS CONCERNING FRESH FRUITS AND VEGETABLES

SCHEDULE A. – *Grades of products*

Art. 1. – Unless otherwise specified, the sizing of fruits and vegetables is based on their maximum equatorial diameter.

PART I – *Fruits*

CHAPTER I

Blueberries

Art. 2. – The following grade and designation are established for blueberries: No. 1.

SECTION I

Requirements of quality and presentation

Art. 3. – Blueberries of grade No. 1 must be of good quality and must have the form, development and colouring typical of mature blueberries.

They must be dry and free from any defects which might impair their appearance, preservation, or edibility. They must also be free from stems and leaves.

Art. 4. – The presentation must be careful, uniform and homogeneous. A package must not contain any green berries, dirt or other foreign material.

SECTION II

Tolerances

Art. 5. – A package may contain up to five per cent of blueberries that are inferior to the grade but not more than three per cent with the same defect nor more than one per cent affected by decay.

CHAPITRE II

Des fraises cultivées

Art. 6. – Sont établies pour les fraises cultivées les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 7. – Les fraises de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité, avoir un beau coloris et porter le calice.

Elles doivent être fermes, bien formées et propres. Elles doivent présenter les caractéristiques typiques de la variété et être exemptes de défaut.

Peut être admis cependant un léger défaut d'épiderme qui n'est pas susceptible de nuire ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

Art. 8. – Les fraises de la catégorie no 2 sont des fraises de qualité marchande qui ne peuvent être classées dans la catégorie no 1 mais correspondent aux caractéristiques minimales prescrites au règlement.

Elles doivent avoir leur calice et peuvent présenter des défauts d'épiderme qui ne sont pas susceptibles de nuire ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

Elles doivent être assez fermes, mais peuvent avoir un état de maturité plus avancée.

SECTION II

Du calibrage

Art. 9. – Les fraises de la catégorie no 1 doivent avoir un diamètre maximum d'au moins trois quarts de pouce.

SECTION III

Des tolérances

Art. 10. – Dans un lot ou un emballage, au plus cinq pour cent des fraises de la catégorie no 1 et dix pour cent des fraises de la catégorie no 2 peuvent n'être pas conformes aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure. La pourriture molle ne doit pas affecter plus de deux pour cent de ces fruits.

Art. 11. – Dans un lot ou un emballage, au plus cinq pour cent des fraises de la catégorie no 1 peuvent être inférieures au diamètre minimum permis.

SECTION IV

De la présentation

Art. 12. – Chaque colis de fraises ne doit contenir que des fruits de même qualité et maturité et de grosseur sensiblement homogènes.

CHAPITRE III

Des pommes

Art. 13. – Sont établies pour les pommes les catégories et les désignations suivantes: « extra de fantaisie », « de fantaisie », « Commerciales » ou « C » ou « Cee ».

CHAPTER II

Cultivated strawberries

Art. 6. – The following grades and designations are established for cultivated strawberries: No. 1 and No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 7. – Strawberries of grade No. 1 must be of good quality and good colour and have the calyx attached.

They must be firm, well formed, clean, free from defects, and have the characteristics of their variety.

A slight epidermal blemish is permissible if it does not materially affect the general appearance, keeping qualities, or edibility.

Art. 8. – Strawberries of grade No. 2 are strawberries of marketable quality that are not eligible for grade No. 1 but which meet the minimum requirements of these regulations.

They must have the calyx attached but may have epidermal defects which do not materially affect their general appearance, keeping qualities, or edibility.

They must be reasonably firm but may have reached a more advanced stage of maturity.

SECTION II

Size

Art. 9. – Strawberries of grade No. 1 shall be not less than three quarters of an inch in diameter at their greatest width.

SECTION III

Tolerances

Art. 10. – Up to five per cent of the strawberries in a lot or package of No. 1 grade strawberries and up to ten per cent in a lot or package of No. 2 grade strawberries may deviate from the requirements of their grade provided that they meet the standards of the immediately inferior grade. Not more than two per cent of the strawberries may be affected by soft rot.

Art. 11. – Up to five per cent of the strawberries in a lot or package of No. 1 grade strawberries may be of less than the prescribed minimum diameter.

SECTION IV

Presentation

Art. 12. – Each package of strawberries must contain only fruit of uniform quality and maturity and of reasonably equal size.

CHAPTER III

Apples

Art. 13. – The following grades and designations are established for apples: "Extra Fancy"; "Fancy"; and "Commercial" or "C" or "Cee".

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 14. – Les fruits classés dans la catégorie « extra de fantaisie » doivent être de qualité supérieure. Ils doivent présenter le développement, la forme et la coloration typiques pour la variété. Ils doivent être exempts de défaut ou sans altération externe ou interne.

Peut être admis cependant, dans cette catégorie, un fruit atteint d'un ou plusieurs des défauts suivants: un léger défaut de forme ou de développement, un léger défaut de coloration ou de frottement, une légère meurtrissure ou brûlure, une crevasse légère et cicatrisée, dans les limites établies ci-après.

Un défaut ne doit nuire ni à l'aspect extérieur du fruit ni à sa conservation; aucun ne doit avoir plus de trois quarts de pouce dans sa plus grande dimension; dans le cas de p usieurs défauts, ils ne doivent pas atteindre une étendue totale de plus d'un pouce de diamètre.

Toutefois, une marque causée par la grêle ne doit pas avoir plus d'un huitième de pouce de diamètre; s'il y en a plusieurs, ou, si un défaut a été causé par un frottement de rameau, l'étendue totale affectée ne doit pas avoir plus d'un quart de pouce de diamètre. La tache du thrips ne peut affecter une étendue de plus d'un demi-pouce de diamètre. L'épiderme ne doit porter qu'une perforation et celle-ci est limitée à trois seizièmes de pouce de diamètre.

Art. 15. – Les fruits classés dans la catégorie « de fantaisie » doivent être de bonne qualité. Ils doivent présenter les caractéristiques typiques de la variété. Peuvent toutefois être admis une légère déformation, un léger défaut de développement, un léger défaut de coloration.

La pulpe doit être indemne d'altération. Cependant, les défauts d'épiderme non susceptibles de nuire ni à l'aspect général ni à la conservation sont admis dans les limites suivantes.

Aucun défaut ne doit avoir plus de trois quarts de pouce dans sa plus grande dimension; dans le cas de plusieurs défauts, ils ne doivent pas atteindre une étendue totale de plus d'un pouce de diamètre.

Les marques causées par la grêle peuvent couvrir une étendue totale d'au plus un demi-pouce. Le nombre de piqûres d'insectes est limité à trois et aucune ne peut être plus profonde que trois huitièmes de pouce ni toucher une étendue de plus d'un huitième de pouce de diamètre. Une marque laissée par un frottement de branche ne peut couvrir une étendue de plus d'un demi-pouce de diamètre. La tavelure admise à l'exclusion de la tavelure en pointe d'épingle est limitée à une étendue d'au plus un huitième de pouce de diamètre. L'épiderme ne doit porter qu'une perforation, et celle-ci est limitée à trois seizièmes de pouce de diamètre.

Art. 16. – Dans la catégorie « Commerciales », « C » ou « Cee » sont classées les pommes de qualité marchande qui ne peuvent être classées dans les catégories supérieures, mais qui correspondent aux caractéristiques minimales définies au règlement.

Des défauts de forme, de développement et de coloration sont admis à condition que les fruits gardent leurs caractéristiques.

La pulpe ne doit pas présenter de défaut essentiel. Cependant des défauts d'épiderme sont admis pour chaque fruit dans les limites ci-après.

La surface totale atteinte d'un fruit ne doit pas avoir plus d'un pouce et demi de diamètre.

SECTION I

Standards of quality

Art. 14. – Apples graded "Extra Fancy" must be of superior quality, typical of their variety in development, shape, and colour, and free from defects and external and internal damage.

Subject to the limitations described in the next two paragraphs, individual apples having one or more of the following defects may be admitted to this grade: a slight defect of shape or development, a slight defect of colour or limb-rub, a slight bruise or scald, a slight, healed crack.

The aforesaid defects must not impair the external appearance or the keeping quality of the fruit and no defect may exceed three quarters of an inch in its greatest dimension; if an apple shows two or more defects, the total area affected shall not exceed one inch in diameter.

Nevertheless, a mark caused by hail shall not exceed one eighth of an inch in diameter; in the case of two or more hail marks or of limb rub, the total area affected shall not exceed one quarter of an inch in diameter. The total area affected by thrips damage shall not exceed half an inch in diameter. The skin of the apple may not have more than one puncture and that shall not exceed three sixteenths of an inch in diameter.

Art. 15. – Fruit graded "Fancy" must be of good quality and typical of the variety but may have a slight deformity, a slight developmental defect, a slight colour defect.

The flesh must be free from damage. Subject to the following limitations, skin injuries may be tolerated provided that they do not impair the general appearance or keeping qualities.

A defect may not exceed three quarters of an inch in its greatest dimension; if there are two or more defects, the total area affected shall not exceed one inch in diameter.

Hail marks shall not exceed half an inch in aggregate area. Insect punctures shall not exceed three per apple, and no such puncture shall exceed three eighths of an inch in depth nor affect an area more than one eighth of an inch in width. A mark caused by limb rub shall be limited to half an inch in diameter. Scab spots shall not cover an aggregate area exceeding one eighth of an inch in diameter. Pinpoint scab shall not be allowed. No apple shall have more than one skin puncture and that one shall be limited to three sixteenths of an inch in diameter.

Art. 16. – "Commercial" or "C" or "Cee" grade apples are apples of marketable quality that are not eligible for the higher grades but which meet the minimum requirements of these regulations.

Defects of shape, development and colour shall be permitted provided that the apples retain their characteristic properties.

The flesh of the fruit shall not have any essential defect. Skin blemishes shall be admitted within the following limits for individual fruit.

The total affected area on an apple shall not exceed one and a half inches in diameter.

Toutefois les taches causées par la sécheresse limitées à trois par fruit et les taches de tavelure ne peuvent couvrir une étendue totale de plus d'un demi-pouce de diamètre. La brûlure causée par le soleil ou par les pulvérisations et qui ne se fond pas avec la coloration de la pomme est limitée à dix pour cent de la surface du fruit. La brunissure, développée au cours de la conservation, est admise si au plus un quart de la surface du fruit est atteint.

Une blessure de l'épiderme causée par la grêle mais bien cicatrisée est admise mais ne peut avoir une étendue de plus d'un quart de pouce de diamètre; les autres marques de grêle admises peuvent couvrir une étendue globale d'au plus trois quarts de pouce.

L'épiderme de la pomme peut porter au plus deux perforations et celles-ci ne doivent pas excéder trois seizièmes de pouce chacune en diamètre.

Les traces ou attaques d'insecte sur un fruit ne peuvent atteindre plus de trois huitièmes de pouce de profondeur ni avoir un diamètre de plus d'un huitième de pouce. Le nombre de piqûres ou attaques causées par le pique-bouton est limité à six et celui causé par un autre insecte à quatre. Sont admises meurtrissure ou blessure causées par les tordeuses, à l'exclusion de la tordeuse à bandes rouges, sur au plus cinq pour cent de la surface du fruit.

SECTION II

De la coloration

Art. 17. – Sur la surface d'une pomme d'une variété rouge ou rayée de rouge, la couleur rouge spécifique de la variété parvenue à pleine maturité doit apparaître sur au moins cinquante-cinq pour cent d'un fruit de la catégorie « extra de fantaisie », trente pour cent d'un fruit de la catégorie « de fantaisie » et quinze pour cent d'un fruit de la catégorie « commerciales ».

Art. 18. – Lorsqu'une couleur rougeâtre apparaît sur au moins quinze pour cent de la surface d'une pomme de l'une de ces variétés, il suffit que la couleur rouge apparaisse sur au moins quarante pour cent de la surface d'une pomme de la catégorie « extra de fantaisie » ou quinze pour cent de la surface d'une pomme de la catégorie « de fantaisie ».

Art. 19. – Toutefois le minimum de la couleur rouge exigée est de soixante-cinq pour cent de la surface d'une pomme de la catégorie « extra de fantaisie » et de quarante pour cent d'une pomme de la catégorie « de fantaisie », ou, si la couleur rouge est combinée à quinze pour cent de couleur rougeâtre, de cinquante pour cent dans la première catégorie et de vingt-cinq pour cent dans la seconde, pour chacune des variétés suivantes: Alexander, Atlas, Bancroft, Baxter, Gano, Jubilee, Kendall, Lobo, Red delicious, Red Rome Beauty, Red Spy, Scarlett Pippin, Spartan, Stayman Winesap, Winesap, Wolfe River.

Art. 20. – Les pommes d'une variété rougeâtre doivent être sensiblement rougeâtres si elles sont classées dans la catégorie « extra de fantaisie » et montrer un soupçon de couleur rouge si elles sont classées dans la catégorie « de fantaisie ».

Art. 21. – Une pomme d'une variété verte, jaune ou rousse, classée dans la catégorie « extra de fantaisie » ou « de fantaisie » doit montrer la couleur spécifique de la variété parvenue à pleine

Nevertheless, no apple shall have more than three drought spots, nor any number of scab spots whose aggregate area exceeds half an inch in diameter. Sunscald or sprayburn which do not blend with the colour of the apple shall not affect more than ten per cent of the surface. Storage scald that does not affect more than one quarter of the surface of individual apples may be permitted.

A well-healed hail mark not exceeding quarter of an inch in diameter may be permitted; other hail marks may be permitted if the total area affected does not exceed three quarters of an inch in diameter.

Up to two skin punctures, neither of which exceeds three sixteenths of an inch in diameter, may be permitted.

Injuries or marks caused by insects shall not exceed three eighths of inch in depth nor one eighth of an inch in diameter. the number of bud moth stings on an apple shall be limited to six and the number of punctures or stings made by other insects shall be limited to four. Injury caused by leafroller, other than red-banded leafroller, may be permitted if it does not affect more than five per cent of the surface of the fruit.

SECTION II

Colour

Art. 17. – Subject to the provisions of Article 18, at least fifty-five per cent of the surface of an apple of one of the red or red-striped varieties which is graded as "Extra Fancy" shall show the red colour considered characteristic of the variety when fully mature. The corresponding minimum colour requirements for apples graded "Fancy" and "Commercial" shall be thirty and fifteen per cent respectively.

Art. 18. – The aforesaid minimum colour requirements for "Extra Fancy" and "Fancy" apples may be reduced respectively to forty and fifteen per cent provided that an additional fifteen per cent of their surface is of a reddish colour.

Art. 19. – However, in the case of apples of the varieties Alexander, Atlas, Bancroft, Baxter, Gano, Jubilee, Kendall, Lobo, Red Delicious, Red Rome Beauty, Red Spy, Scarlet Pippin, Spartan, Stayman Winesap, Winesap, and Wolfe River, the minimum percentage of red colour required shall be sixty-five for the Extra Fancy grade and forty for the Fancy grade, or, where the red colour is supplemented by an additional fifteen per cent of reddish colour, fifty for Extra Fancy and twenty-five for Fancy.

Art. 20. – Apples of red-cheeked or blush varieties shall have a perceptibly blushed cheek if they are graded "Extra Fancy" and a tinge of red colour if they are graded "Fancy".

Art. 21. – Apples of the green, yellow, or russet varieties graded "Extra Fancy" or "Fancy" shall be of the shade considered characteristic of the variety when fully mature. Apples of the

maturité. Dans le cas d'une pomme de la variété Golden Russet, la couleur rousse ou dorée doit apparaître sur au moins quarante pour cent de la surface.

SECTION III

Du calibrage

Art. 22. – Le diamètre maximum des pommes ne doit pas être inférieur à deux pouces et quart.

Lorsque les pommes sont présentées en lit dans un emballage, la différence de diamètre entre les fruits est limitée à cinq seizièmes de pouce si l'emballage en contient au moins cent et à un quart de pouce si l'emballage en contient moins de cent.

Si à la suite de l'évaluation de la récolte de pommes, celle-ci est prévue comme faible, le ministre peut permettre la vente, sous la dénomination « petites », des pommes de la catégorie « extra de fantaisie » dont le diamètre maximum est inférieur à deux pouces et quart mais non à deux pouces.

SECTION IV

Des tolérances

Art. 23. – Au plus dix pour cent des pommes d'un lot ou emballage peuvent n'être pas conformes aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure. Cependant il ne doit pas y avoir dans un lot ou emballage plus de cinq pour cent de pommes inférieures par suite d'un même défaut et au plus trois pour cent des fruits peuvent être atteints de pourriture.

Art. 24. – Dix pour cent au plus des pommes d'un lot ou d'un emballage présentées en lit peuvent dépasser l'écart de grosseur permise.

Cinq pour cent au plus des pommes d'un lot ou d'un emballage peuvent être inférieures et cinq pour cent supérieures au calibre prescrit ou déclaré.

SECTION V

De la présentation

Art. 25. – Chaque colis ne doit contenir que des pommes de même variété et catégorie et de grosseur sensiblement homogènes.

Art. 26. – Au plus quinze pour cent des pommes d'un lot ou colis peuvent être atteintes d'un défaut, s'il s'agit de pommes de la catégorie « extra de fantaisie » et trente pour cent, s'il s'agit de pommes de la catégorie « de fantaisie ».

Art. 27. – Aucune pomme classée dans la catégorie « extra de fantaisie » ou « de fantaisie » et dont l'épiderme est perforé ne peut être emballée dans une caisse, un plateau ou un emballage cellulaire. Il est excepté pour les pommes de la variété McIntosh, si au plus dix pour cent dans la première catégorie, et quinze pour cent, dans la seconde, sont ainsi atteintes.

Les pommes classées dans la catégorie « commerciales » et dont l'épiderme est perforé dans les limites admises peuvent être emballées dans une caisse, un plateau ou un emballage cellulaire. Un tel emballage ne doit pas contenir plus de vingt pour cent de pommes ainsi atteintes de la variété McIntosh ou dix pour cent dans le cas d'une autre variété.

variety Golden Russet shall have at least forty per cent of their surface coloured russet or golden.

SECTION III

Size

Art. 22. – The diameter of apples as measured at their maximum width shall be not less than two and a quarter inches.

In the case of apples packed in tiers, the individual fruit shall not differ from one another in diameter by more than five sixteenths of an inch if there are one hundred or more in the package; if there are less than one hundred, the size range shall be limited to one quarter of an inch.

In the event of a light crop of apples, the Minister may, at his discretion, permit the sale of apples graded "Extra Fancy" measuring less than two and a quarter but not less than two inches in diameter, under the description "Small".

SECTION IV

Tolerances

Art. 23. – Up to ten per cent of the apples in a lot or package may deviate from the requirements of their grade provided that they meet the standards of the immediately inferior grade. However, not more than five per cent of the apples in the lot or package may have the same grade defect and not more than three per cent of them may be affected by decay.

Art. 24. – Up to ten per cent of the apples in a tiered lot or package may transgress the prescribed maximum size range.

Nevertheless, not more than five per cent of the apples in a lot or package may be smaller than the stipulated or declared size and not more than five per cent may be larger.

SECTION V

Presentation

Art. 25. – Each package of apples must contain only fruit of a single variety and grade and of reasonably uniform size.

Art. 26. – Not more than fifteen per cent of the fruit in a lot or package of apples graded "Extra Fancy" and not more than thirty per cent in a lot or package graded "Fancy" may have grade defects.

Art. 27. – Apples graded "Extra Fancy" or "Fancy" which have any skin puncture may not be packed in boxes, trays or cells. This restriction does not apply to apples of the variety McIntosh provided that not more than ten per cent of those graded "Extra Fancy" and not more than fifteen per cent of those graded "Fancy" are so affected.

Apples graded "Commercial" which have skin punctures within the prescribed limitations may be packed in boxes, trays or cells provided that the percentage of punctured fruit in such a package does not exceed twenty in the case of the variety McIntosh or ten in the case of other varieties.

Art. 28. – Lorsque des pommes dont l'épiderme est perforé sont emballées dans tout autre emballage permis, un tel emballage n'en peut contenir:

1° plus de quinze pour cent dans le cas de pommes classées dans la catégorie « extra de fantaisie » si elles sont de la variété McIntosh et dix pour cent si elles sont d'une autre variété;

2° plus de vingt pour cent dans le cas de pommes classées dans la catégorie « de fantaisie » si elles sont de la variété McIntosh et quinze pour cent si elles sont d'une autre variété;

3° plus de trente pour cent dans le cas de pommes classées dans la catégorie « commerciales » si elles sont de la variété McIntosh et vingt pour cent si elles sont d'une autre variété.

Art. 29. – Aucun lot ou emballage de pommes classées dans la catégorie « extra de fantaisie » ou « de fantaisie » ne peut contenir plus de cinq pour cent de fruits piqués par la mouche de la pomme ou portant les traces du kermès virgule.

Dans la catégorie « commerciales », les pommes piquées par la mouche de la pomme ne peuvent dépasser vingt-cinq pour cent du lot ou de l'emballage.

Art. 30. – Jusqu'au premier novembre de chaque campagne annuelle, peuvent être vendues sous la dénomination « pommes à cuire » ou « pommes tombées », dans la catégorie « commerciales », les pommes qui répondent aux exigences de la catégorie « commerciales » sauf à l'une des exigences relatives à la coloration, à la maturité, aux meurtrissures ou aux marques causées par la grêle pourvu que la superficie affectée n'excède pas un pouce de diamètre.

TITRE II – *Des légumes*

CHAPITRE I

Des asperges

Art. 31. – Sont établies pour les asperges les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 32. – Dans la catégorie no 1 sont classés les turions frais, tendres, charnus et bien formés ne présentant aucune apparence grenue et exempts de toute blessure ou défaut. S'il s'agit d'asperge verte, la coloration blanche ne peut paraître sur plus de quinze pour cent de la surface d'un turion.

Art. 33. – Les turions de la catégorie no 2 présentent les mêmes caractéristiques que les asperges de la catégorie no 1. Peuvent être admis quelques défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité et la coloration blanche peut apparaître sur plus de quinze pour cent de la surface d'un turion d'asperge verte.

SECTION II

Du calibrage

Art. 34. – Les asperges de la catégorie no 1 doivent avoir un diamètre maximum d'au moins cinq seizièmes de pouce et une longueur minimale de cinq pouces et demi.

Lorsqu'elles sont placées dans un emballage, l'écart de longueur des tiges ne doit pas dépasser un pouce et demi.

Art. 28. – If apples having skin punctures are packed in any authorized container other than boxes, trays or cells, the number of fruit so affected in the package shall not exceed the following percentages:

1. fifteen per cent in the case of apples graded "Extra Fancy" if they are of the McIntosh variety and ten per cent for other varieties;

2. twenty per cent in the case of apples graded "Fancy" if they are of the variety McIntosh and fifteen per cent for other varieties;

3. thirty per cent in the case of apples graded "Commercial" if they are of the variety McIntosh and twenty per cent for other varieties.

Art. 29. – Not more than five per cent of the apples in a lot or package graded "Extra Fancy" or "Fancy" shall have any apple maggot puncture or traces of oystershell scale.

Not more than twenty-five per cent of the fruit in a lot or package of apples of the "Commercial" grade shall have any apple maggot puncture.

Art. 30. – Until the first of November in each season, apples which qualify for the Commercial grade except as regards one of the following requirements: colour, maturity, bruises, or hail marks, may be sold as "Cookers" or "Windfalls" provided that the total area affected does not exceed one inch in diameter.

PART II – *Vegetables*

CHAPTER I

Asparagus

Art. 31. – The following grades are established for asparagus: No. 1 and No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 32. – Shoots graded No. 1 must be fresh, tender, fleshy, well formed, and free from any injuries, defects and appearance of seediness. In the case of green asparagus, not more than fifteen per cent of the surface of the shoot shall be white.

Art. 33. – Shoots graded No. 2 shall have the same characteristics as those of grade No. 1 but they may be allowed certain defects which are not detrimental to their general appearance, keeping qualities, or edibility, and in the case of green asparagus the white colour may extend to more than fifteen per cent of the surface.

SECTION II

Size

Art. 34. – Shoots graded No. 1 must be at least five sixteenths of an inch in diameter at the butt and at least five and a half inches long.

When in a package, they must not differ from one another in length by more than one and a half inches.

SECTION III

Des tolérances

Art. 35. – Au plus dix pour cent des asperges d'un lot ou d'un emballage peuvent n'être pas conformes aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et au plus cinq pour cent lorsque les asperges sont inférieures à cause d'un même défaut. La pourriture molle est restreinte à un pour cent de ces produits.

Art. 36. – Aucun lot ou emballage ne peut contenir plus de cinq pour cent d'asperges non conformes au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 37. – Chaque colis d'asperges ne doit contenir que des turions de même qualité et maturité et de calibre sensiblement homogènes.

CHAPITRE II

Des betteraves, des carottes et des panais

Art. 38. – Sont établies pour les betteraves, les carottes et les panais vendus à l'état frais les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 39. – Les betteraves, carottes ou panais de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

La chair doit être tendre mais ferme et non ligneuse.

Ils doivent être exempts de tout défaut. Toutefois de légers défauts d'épiderme peuvent être admis pourvu que le cumul n'affecte pas sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Art. 40. – Les betteraves, carottes ou panais de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent être admis de légers défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Art. 41. – Les carottes et les panais, dans chaque catégorie, peuvent être dépouillés de leur collet.

SECTION II

Du calibrage

Art. 42. – Le calibrage des betteraves, des carottes et des panais est déterminé par le diamètre maximum de la section équatoriale et par la longueur pour les carottes et panais.

Art. 43. – Le diamètre maximum des betteraves ne doit pas être inférieur à un pouce et quart ni, dans le cas des betteraves de la catégorie no 1, dépasser trois pouces.

Cependant, dans la catégorie no 1, les betteraves peuvent avoir un diamètre maximum d'au moins un pouce lorsqu'elles ne sont pas emballées préalablement à la vente au consommateur ou lorsque l'emballage qui les contient est transparent ou mentionne l'écart de grosseur des betteraves.

Art. 44. – Aucune carotte de la catégorie no 1 ne peut avoir un diamètre maximum inférieur à trois quarts de pouce.

SECTION III

Tolerances

Art. 35. – Up to ten per cent of the asparagus shoots in a lot or package may deviate from the requirements of the grade provided that they meet those of the immediately inferior grade. However, not more than five per cent of the stalks in a lot or package shall have the same grade defect and not more than one per cent shall be affected by decay.

Art. 36. – Not more than five per cent of the shoots in a lot or package may be less than the minimum stipulated size.

SECTION IV

Presentation

Art. 37. – Each package or bundle of asparagus shall contain only shoots of reasonably uniform size and of the same quality and stage of maturity.

CHAPTER II

Beets, Carrots, Parsnips

Art. 38. – The following grades are established for fresh beets, carrots, and parsnips: No. 1 and No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 39. – Beets, carrots and parsnips graded No. 1 shall be of good quality and have the shape, size and colour characteristic of the variety.

The flesh shall be tender but firm and not woody.

They must be free from defects. However, slight surface blemishes may be allowed provided that their combined effect is not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility of the products.

Art. 40. – Beets, carrots, or parsnips graded No. 2 shall have the general characteristics of grade No. 1 but they may be allowed slight defects that are not seriously detrimental to their general appearance, keeping qualities, or edibility.

Art. 41. – Carrots and parsnips in each of the aforesaid grades may have had their tops removed.

SECTION II

Size

Art. 42. – Size requirements for beets, carrots, and parsnips are based on their greatest diameter and also, in the case of carrots and parsnips, on their length.

Art. 43. – Beets shall not be smaller than an inch and a quarter nor, for grade No. 1, larger than three inches in diameter.

However, beets graded No. 1 and retailed in bulk or in a transparent package or in a package on which their size range is indicated may be as small as one inch in diameter.

Art. 44. – Carrots graded No. 1 shall be not less than three quarters of an inch in diameter.

Ce diamètre doit être conforme aux diamètres minimum et maximum indiqués sur l'emballage.

Sauf dans le cas d'un emballage transparent, s'il n'y a aucune indication de grosseur sur l'emballage, le diamètre maximum ne doit pas être inférieur à un pouce ni supérieur à un pouce et trois quarts.

Dans la catégorie No 2, le diamètre maximum ne doit pas être inférieur à un pouce.

Dans les deux catégories, aucune carotte ne doit être plus courte que trois pouces et demi.

Art. 45 – Aucun panais ne peut avoir un diamètre maximum inférieur à un pouce et un quart.

Dans la catégorie no 1, ce diamètre doit être conforme aux diamètres minimum et maximum indiqués sur l'emballage. Sauf dans le cas d'un emballage transparent, s'il n'y a aucun indication de grosseur sur l'emballage, le diamètre maximum ne doit pas être supérieur à trois pouces.

La longueur d'un panais ne doit pas être inférieure à cinq pouces dans la catégorie no 1 et à quatre pouces dans la catégorie no 2.

SECTION III

Des tolérances

Art. 46. – Un lot ou un emballage de betteraves, carottes ou panais ne peut contenir plus de six pour cent de betteraves, carottes ou panais ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, ni plus de deux pour cent de produits atteints de pourriture molle.

Art. 47. – Au plus huit pour cent des betteraves, carottes ou panais d'un lot ou d'un emballage pouvent dépasser le diamètre maximum prescrit ou désigné et quatre pour cent ne pas avoir le diamètre minimum prescrit ou désigné.

SECTION IV

De la présentation

Art. 48. – Chaque lot ou emballage ne doit contenir que des betteraves, carottes ou panais présentant des caractères variétaux analogues, de même qualité et maturité et de calibre sensiblement homogènes.

Art. 49. – Un emballage de carottes ou de panais dépouillés de leur collet doit en faire mention et il ne doit contenir que des carottes ou panais sans collet.

CHAPITRE III

Du céleri

Art. 50. – Sont établies pour la vente du céleri à l'état frais les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 51. – Le céleri de la catégorie no 1 doit être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété parvenue à maturité.

Il doit être frais, propre et paré, dépourvu de tige à graine et exempt de tout défaut. Peuvent être admis de légers défauts d'une côte extérieure si le cumul n'affecte pas sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

The diameter shall also be in conformity with the maximum and minimum diameters indicated on the package.

If a package containing carrots is not transparent and their size is not indicated on it, they shall be not less than one inch nor more than one inch and three quarters in diameter.

Carrots graded No. 2 shall be not less than one inch in diameter.

In order to qualify for either grade No. 1 or grade No. 2, carrots shall be at least three and a half inches in length.

Art. 45. – Parsnips shall be not less than one inch and a quarter in diameter.

In the case of parsnips graded No. 1 the diameter shall also be in conformity with the maximum diameters indicated on the package. If a package containing parsnips is not transparent and their size is not indicated on it, they shall be not more than three inches in diameter.

The minimum permissible length of parsnips shall be five inches for grade No. 1 and four inches for grade No. 2.

SECTION III

Tolerances

Art. 46. – In a package of beets, carrots, or parsnips, up to six per cent of the specimens may deviate from the requirements of their grade provided that they meet the requirements of the immediately inferior grade and that not more than two per cent of them are affected by decay.

Art. 47. – Up to eight per cent of the beets, carrots, or parsnips in a lot or package may be larger than the maximum prescribed or indicated diameter and up to four per cent may be smaller.

SECTION IV

Presentation

Art. 48. – Each lot or package shall contain only beets, carrots, or parsnips having similar varietal characteristics and of uniform quality and maturity and reasonably equal size.

Art. 49. – Each package of carrots or parsnips without tops must bear an indication of such and the package shall contain only specimens from which the tops have been removed.

CHAPTER III

Celery

Art. 50. – The following grades are established for fresh celery: No. 1 and No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 51. – Celery graded No. 1 must be of good quality and have the form, development and colour considered typical of the variety when fully mature.

It shall be fresh, clean, and trimmed, and free from seed stems and defects. Slight external blemishes may be admitted if they are not, in aggregate, appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility.

Art. 52. – Le céleri de la catégorie no 2 a les caractéristiques de la catégorie no 1. Sont admis cependant les défauts qui n'affectent pas sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

SECTION II

Du calibrage

Art. 53. – Le calibrage du céleri est déterminé par la longueur moyenne des côtes extérieures mesurée à partir de la coupe des racines ainsi que par la diamètre des côtes mesuré à deux pouces au-dessus du point d'attache le plus bas d'une côte extérieure à la base du pied.

Art. 54. – Aucun pied de céleri ne doit mesurer moins de deux pouces et demi de diamètre.

La longueur d'un pied de céleri dans la catégorie no 1 ne doit pas être inférieure à quinze pouces, lorsque la tête a été enlevée et à dix-huit pouces dans les autres cas.

L'écart maximum permis entre les pièces de céleri d'un emballage dans la catégorie no 1 est d'un pouce et demi de diamètre et deux pouces de longueur.

Art. 55. – N'est pas exclu de la catégorie no 1 le céleri qui n'est pas conforme au calibre, lorsque la dénomination « coeur de céleri » est ajoutée au nom de la catégorie.

SECTION III

Des tolérances

Art. 56. – Un emballage ou un lot de céleri ne doit pas contenir plus de dix pour cent de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et pas plus de cinq pour cent dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de deux pour cent de pièces atteintes de pourriture molle.

Un lot ou un emballage de céleri ne doit pas contenir plus de cinq pour cent de pièces non conformes au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 57. – Chaque colis de céleri ne doit comporter que des produits de même variété et qualité et de grosseur et longueur sensiblement homogènes.

CHAPITRE IV

Des choux

Art. 58. – Sont établies pour la vente des choux frais les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 59. – Les choux de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité. Ils doivent présenter les caractéristiques typiques de la variété, être fermes et bien parés et exempts de défaut.

Toutefois, peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Art. 52. – Celery graded No. 2 shall have the same characteristics as grade No. 1 celery but it may be allowed defects that do not seriously affect its general appearance, keeping qualities, or edibility.

SECTION II

Size

Article 53. – The size of celery shall be based on the average length of the outer branches measured from the point where the main root is cut off, and on the diameter of the stalk two inches above the point where the lowest branch is attached to the base.

Article 54. – No stalk of celery shall be less than two and a half inches in diameter.

The length of a stalk of celery graded No. 1 shall be not less than fifteen inches if the tops have been trimmed and not less than eighteen inches if they have not been trimmed.

The stalks in a package of celery graded No. 1 shall not differ from one another by more than one and a half inches in diameter nor two inches in length.

Art. 55. – Celery which meets the requirements of Grade No. 1 except as regards uniformity of size and minimum dimensions may be admitted to it provided that the word "Heart" is added to the designation of the grade.

SECTION III

Tolerances

Art. 56. – Up to ten per cent of the stalks in a lot or package of celery may deviate from the requirements of their grade provided that they meet those of the immediately inferior grade. However, not more than five per cent of the stalks may have the same grade defect and not more than two per cent may be affected by decay.

Nevertheless, not more than five per cent of the stalks in a lot or package of celery may deviate from the prescribed size.

SECTION IV

Presentation

Art. 57. – Each package of celery shall contain only products of the same variety and quality and of reasonably uniform thickness and length.

CHAPTER IV

Cabbage

Art. 58. – The following grades are established fresh cabbages: No. 1 and No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 59. – Cabbages graded No. 1 shall be of good quality and typical of their variety, and be firm, well trimmed, and free from defects.

However, slight blemishes may be allowed provided that, in agregate, they are not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility.

Art. 60. – Les choux de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent être admis des défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

SECTION II

Du calibrage

Art. 61. – Les choux d'un même emballage ne peuvent différer de plus de deux pouces en diamètre maximum.

SECTION III

Des tolérances

Art. 62. – Un lot ou un emballage de choux ne doit pas contenir plus de dix pour cent de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, pas plus de cinq pour cent dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de deux pour cent de pièces atteintes de pourriture molle.

SECTION IV

De la présentation

Art. 63. – Chaque colis de choux ne doit comporter que des produits de même variété et qualité et de grosseur sensiblement homogènes.

CHAPITRE V

Des choux de Bruxelles

Art. 64. – Sont établies pour la vente des choux de Bruxelles frais les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 65. – Les choux de Bruxelles de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété. Les pommes doivent être sans tige, bien formées, fermes et exemptes de tout défaut. Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Art. 66. – Les choux de Bruxelles de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Toutefois, les pommes peuvent être de teinte légèrement plus pâle et moins compactes. Peuvent être admis de légers défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

SECTION II

Du calibrage

Art. 67. – Le diamètre maximum ne doit pas être inférieur à un pouce, dans chaque catégorie ni dépasser deux pouces dans la catégorie no 1.

SECTION III

Des tolérances

Art. 68. – Un emballage ou lot de choux de Bruxelles ne doit pas contenir plus de dix pour cent de pièces ne répondant pas aux normes de la

Art. 60. – Cabbages graded No. 2, shall have the general characteristics of grade No. 1 but may be allowed defects whose combined effect does not seriously detract from their general appearance, keeping qualities, or edibility.

SECTION II

Size

Art. 61. – The cabbages in a package shall not differ from one another in diameter by more than two inches.

SECTION III

Tolerances

Art. 62. – Up to ten per cent of the specimens in a lot or package of cabbages may deviate from the requirements of the grade provided that they meet those of the immediately inferior grade, but not more than five per cent of the specimens in the lot or package shall have the same grade defect and not more than two per cent shall be affected by decay.

SECTION IV

Presentation

Art. 63. – Each package of cabbage shall contain only products of the same variety and quality and of reasonably uniform size.

CHAPTER V

Brussels Sprouts

Art. 64. – The following grades are established for fresh Brussels sprouts: No. 1, and No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 65. – Brussels sprouts graded No. 1 shall be of good quality and have the form, development and colour considered typical of the variety. The sprouts must be without stalks, well-formed, firm and free from defects. Slight blemishes may be allowed provided that their combined effect is not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility.

Art. 66. – Brussels sprouts graded No. 2 shall have the same general characteristics as those of grade No. 1 but they may be slightly paler in colour and less compact. Slight defects may be allowed provided they do not seriously detract from the general appearance, keeping qualities, or edibility.

SECTION II

Size

Art. 67. – The sprouts shall be at least one inch in diameter at their greatest width, regardless of grade, and those of grade No. 1 shall also not exceed two inches in diameter.

SECTION III

Tolerances

Art. 68. – Up to ten per cent of the specimens in a lot or package of Brussels sprouts may deviate from the requirements of the grade provided that

catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, pas plus de cinq pour cent dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de deux pour cent de pièces atteintes de pourriture molle.

Un lot ou un emballage de choux de Bruxelles ne doit pas contenir plus de cinq pour cent de pièces inférieures, ni plus de cinq pour cent de pièces supérieures au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 69. – Chaque colis de choux de Bruxelles ne doit comporter que des produits de même variété et qualité et de grosseur sensiblement homogènes.

CHAPITRE VI

Des choux-fleurs

Art. 70. – Sont établies pour la vente des choux-fleurs frais les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 71. – Les choux-fleurs de la catégorie no 1 doivent être de qualité supérieure. Ils doivent présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété. Les inflorescences doivent être fermes, compactes, de grain serré, de teinte blanche à ivoire et exemptes de défaut.

Toutefois, peuvent être admis un léger défaut de forme ou de développement, un léger défaut de coloration, un très léger duvet.

Si les choux-fleurs sont présentés en feuilles ou couronnés, les feuilles protectrices doivent être fraîches et indemnes d'altération.

Art. 72. – Les choux-fleurs de la catégorie no 2 doivent être de bonne qualité et présenter les caractéristiques typiques de la variété.

Les inflorescences peuvent être légèrement déformées, de grains légèrement desserrés et de coloration jaunâtre.

Peuvent être admis un défaut de forme ou de développement, un défaut de coloration, un léger duvet, une meurtrissure, une légère trace d'attaque d'insecte, de rongeur ou de maladie, pourvu que ces défauts ne soient nuisibles ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

SECTION II

Du calibrage

Art. 73. – Le calibrage du chou-fleur est déterminé par le diamètre maximum de la section équatoriale de l'inflorescence.

Ce diamètre ne doit pas être inférieur à quatre pouces dans la catégorie no 1, sauf si le produit est vendu au poids.

Aucun emballage de choux-fleurs de la catégorie no 1 ne doit contenir de pièces dont le diamètre maximum diffère de plus de deux pouces.

SECTION III

Des tolérances

Art. 74. – Un lot ou un emballage de choux-fleurs ne doit pas contenir plus de dix pour cent de pièces ne répondant pas aux normes de la

they meet those of the immediately inferior grade. However, not more than five per cent of the specimens may have the same grade defect and not more than two per cent of them may be affected by decay.

Up to five per cent of the specimens in a lot or package of Brussels sprouts may be smaller than the prescribed size and up to five per cent may be larger.

SECTION IV

Presentation

Art. 69. – Each package of Brussels sprouts shall contain only products of the same variety and quality and of reasonably uniform size.

CHAPTER VI

Cauliflowers

Art. 70. – The following grades are established for fresh cauliflowers: Grade No. 1 and Grade No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 71. – Cauliflowers graded No. 1 shall be of superior quality and have the form, development and colour considered typical of the variety. The flower clusters or curds must be firm, compact, close-grained, white to ivory in colour and free from defects.

A slight fault of shape, development, or colour or a very slight fuzziness may be tolerated.

If cauliflowers are sold with their leaves or protected by a ring of trimmed leaves, the protective leaves must be fresh and free from blemishes.

Art. 72. – Cauliflowers graded No. 2 shall be of good quality and have the appearance considered typical of the variety.

The heads may be slightly deformed or slightly lacking in compactness or of a yellowish colour.

A slight defect of shape, development, or colour, a slight fuzziness, a bruise, or slight damage from insects, rodents or disease may be tolerated provided that such defects do not detract from the general appearance, keeping qualities or edibility.

SECTION II

Size

Art. 73. – The size of cauliflower is based on the maximum equatorial diameter of the head or curd.

For Grade No. 1 this diameter shall be not less than four inches, unless the cauliflower is sold by weight.

In a package of cauliflowers graded No. 1, the heads shall not differ from one another in diameter by more than two inches.

SECTION III

Tolerances

Art. 74. – Up to ten per cent of the specimens in a lot or package of cauliflowers may deviate from the requirements of the grade provided

catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, pas plus de cinq pour cent dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de deux pour cent de pièces atteintes de pourriture molle.

Un lot ou un emballage de choux-fleurs ne doit pas contenir plus de cinq pour cent de pièces non conformes au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 75. – Les choux-fleurs peuvent être présentés en feuilles, couronnés ou effeuillés.

Présenté en feuilles, le chou-fleur est revêtu de feuilles saines et vertes de nombre et de longueur suffisants pour couvrir et protéger entièrement l'inflorescence; le trognon est coupé légèrement au-dessous des feuilles de protection.

Le chou-fleur couronné demeure garni d'un nombre suffisant de feuilles pour protéger l'inflorescence; les feuilles doivent être vertes et saines et élaguées à trois huitièmes de pouce au plus du ras de l'inflorescence. Le trognon doit être coupé légèrement en dessous des feuilles de protection.

Le chou-fleur effeuillé est dépourvu de toutes les feuilles et de la partie non comestible du trognon. Il doit être protégé au moyen d'un emballage ou enveloppe individuelle.

Art. 76. – Chaque colis de choux-fleurs ne doit contenir que des produits de même qualité, calibre, type et forme, de coloration sensiblement homogènes et de présentation uniforme.

CHAPITRE VII

Des concombres

Art. 77.– Sont établies pour la vente des concombres frais les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 78. – Les concombres de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration de la variété. Ils doivent être fermes et exempts de défaut. Peuvent être admis de léger défauts dont le cumul n'est pas susceptible de nuire sensiblement ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

La couleur caractéristique de la variété doit apparaître sur au moins quatre-vingt-cinq pour cent de la surface d'un concombre produit en serre et soixante-quinze pour cent pour les autres concombres.

Art. 79. – Les concombres de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent aussi être admis des défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

La couleur caractéristique de la variété doit apparaître sur au moins soixante-quinze pour cent de la surface d'un concombre produit en serre ou sur au moins soixante pour cent pour les autres concombres.

that they meet those of the immediately inferior grade and that not more than five per cent of them have the same grade defect. Not more than two per cent of the specimens shall be affected by decay.

Up to five per cent of the specimens in a lot or package of cauliflowers may deviate from the prescribed size.

SECTION IV

Presentation

Art. 75. – Cauliflowers may be offered for sale with or without their leaves or with a ring of trimmed leaves.

If cauliflowers are offered for sale with their leaves attached, the leaves shall be green, healthy, and sufficiently large and numerous to cover and completely protect the head, and the stump shall be cut off just below the protective leaves.

If cauliflowers are offered for sale with a ring of trimmed leaves, the said leaves shall be green, healthy, sufficiently numerous to protect the head, and trimmed to not more than three eighths of an inch from the level of the curds, and the stump must be cut off slightly below the protecting leaves.

If cauliflowers are offered for sale without their leaves, all the leaves and the non-edible portion of the stump shall be removed and the head shall be protected by an individual package or wrapping.

Art. 76. – Each package of cauliflowers shall contain only specimens of the same quality, size, type, and shape, and be of reasonably uniform colour and appearance.

CHAPTER VII

Cucumbers

Art. 77. – The following grades are established for fresh cucumbers: Grade No. 1 and Grade No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 78. – Cucumbers graded No. 1 shall be of good quality and have the form, development and colour considered typical of the variety. They shall be firm and free from defects. Slight blemishes may be allowed provided that in aggregate they are not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility.

The colour typical of the variety shall appear on at least 85 per cent of the surface of each cucumber grown under glass and on at least 75 per cent of each cucumber grown elsewhere.

Art. 79. – Cucumbers graded No. 2 shall have the characteristics of Grade No. 1. Slight defects may be allowed provided that in aggregate they are not seriously detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility.

The colour typical of the variety shall appear on at least 75 per cent of the surface of each cucumber grown under glass and on at least sixty per cent of the surface of each cucumber grown elsewhere.

SECTION II

Du calibrage

Art. 80. – Le calibrage des concombres est déterminé par la longueur et par le diamètre maximum de la section équatoriale.

Art. 81. – À l'exception des concombres produits en serre, les concombres de la catégorie no 1 doivent avoir un diamètre maximum d'au plus deux pouces et trois quarts.

Les concombres de la catégorie no 1 doivent avoir une longueur minimale de six pouces.

Cependant, dans cette catégorie, les concombres peuvent avoir une longueur minimale de deux pouces lorsqu'ils ne sont pas emballés préalablement à la vente au consommateur ou lorsqu'ils sont vendus au poids dans un emballage de matière transparente ou dans un emballage mentionnant l'écart de calibre.

Dans la catégorie no 2 les concombres doivent avoir une longueur minimale de cinq pouces, s'ils ont été produits en serre, et de quatre pouces dans les autres cas.

Art. 82. – Aucun emballage de concombres de la catégorie no 1 ne peut contenir de produits dont le diamètre diffère de plus d'un demi-pouce, s'il s'agit de concombres produits en serre, et de trois quarts de pouce dans les autres cas.

Aucun emballage de concombres de la catégorie no 2 ne peut contenir de produits dont le diamètre diffère de plus de trois quarts de pouce, s'il s'agit de concombres de serre et d'un pouce dans les autres cas.

La longueur des concombres d'un emballage ne peut différer de plus d'un pouce et demi dans le cas de concombres de serre de la catégorie no 1 et de plus de deux pouces dans les autres cas.

SECTION III

Des tolérances

Art. 83. – Aucun lot ou emballage de concombres ne doit contenir plus de dix pour cent de concombres ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et pas plus de cinq pour cent s'il s'agit de concombres produits en serre ou de concombres ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie par suite d'un même défaut.

Au plus un pour cent des concombres d'un lot ou d'un emballage peuvent être atteints de pourriture.

Un lot ou un emballage de concombres ne peut contenir plus de cinq pour cent de concombres non conformes au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 84. – Chaque colis ne doit contenir que des concombres de même origine, variété et qualité et de grosseur et forme sensiblement homogènes.

Les concombres produits en serre doivent être présentés sous la dénomination « concombres de serre ».

CHAPITRE VIII

De la laitue pommée

Art. 85. – Sont établies pour la vente de la laitue pommée les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION II

Size

Art. 80. – The size of cucumbers shall be based on their length and on their greatest diameter in the equatorial plane.

Art. 81. – Cucumbers graded No. 1, with the exception of those grown under glass ("greenhouse cucumbers"), shall not be more than two and three quarter inches in diameter at their greatest width.

Cucumbers graded No. 1 shall be not less than six inches in length.

However, cucumbers graded No. 1 may be as short as two inches if they are offered for sale in bulk or sold by weight packaged in transparent material or in a package on which the size range is mentioned.

Cucumbers graded No. 2 shall be at least five inches in length if grown under glass and at least four inches in length otherwise.

Art. 82. – In a package of cucumbers graded No. 1, the specimens shall not differ from one another in diameter by more than half an inch if grown under glass or by more than three quarters of an inch if grown elsewhere.

In a package of cucumbers graded No. 2, the specimens shall not differ from one another in diameter by more than three quarters of an inch if grown under glass or by more than one inch if grown elsewhere.

The cucumbers in a package shall not differ from one another in length by more than one and a half inches if grown under glass and graded No. 1, or by more than two inches in other cases.

SECTION III

Tolerances

Art. 83. – Up to five per cent of the specimens in a lot or package of cucumbers grown under glass or having the same grade defect and up to ten per cent of them in other cases may deviate from the requirements of the grade provided that they meet those of the immediately inferior grade.

Not more than one per cent of the cucumbers in a lot or package shall be affected by decay.

Up to five per cent of the cucumbers in a lot or package may deviate from the prescribed size.

SECTION IV

Presentation

Art. 84. – Each package of cucumbers shall contain only specimens from the same source, of the same variety and quality, and of reasonably uniform size and shape.

Cucumbers grown under glass shall be offered for sale under the description "greenhouse cucumbers".

CHAPTER VIII

Head Lettuce

Art. 85. – The following grades are established for head lettuce: Grade No. 1 and Grade No. 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 86. – La laitue pommée de la catégorie no 1 doit être de bonne qualité et présenter une seule pomme bien formée, ferme et non éclatée, exempte d'attaque de parasites animaux ou de maladies qui peuvent en affecter sérieusement la conservation ou la comestibilité, exempte de toute trace de gel, pratiquement exempte de dommages physiques, et de coloration normale pour la variété. Elle doit être parée et débarrassée des racines au ras des dernières feuilles.

Art. 87. – La laitue de la catégorie no 2 doit être de qualité marchande. Elle doit présenter une seule pomme assez bien formée et ferme mais non éclatée, être exempte d'attaque de parasites animaux ou de maladies qui peuvent en affecter sérieusement la conservation et la comestibilité, exempte de dommages physiques graves. Elle peut présenter un léger défaut de coloration. Elle doit être parée et débarrassée des racines au ras des dernières feuilles.

SECTION II

Du calibrage

Art. 88. – Un emballage de laitue de la catégorie no 1 ne doit pas contenir de produits dont le diamètre maximum diffère de plus de deux pouces.

SECTION III

Des tolérances

Art. 89. – Aucun lot ou emballage de laitue ne doit contenir plus de dix pour cent de pièces ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, ni plus de deux pour cent de pièces atteintes de pourriture molle.

SECTION IV

De la présentation

Art. 90. – Chaque colis ne doit contenir que de la laitue de même variété et qualité et de grosseur sensiblement homogène.

CHAPITRE IX

Du maïs sucré

Art. 91. – Sont établies pour la vente du maïs sucré la catégorie et la désignation suivantes: no 1.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 92. – Le maïs sucré de la catégorie no 1 doit être de qualité supérieure et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

L'épi doit être frais et la rafle bien garnie de grains tendres, pleins et laiteux, uniformes et placés en rangs serrés et réguliers. Peut être détachée en partie, l'extrémité de la rafle garnie de grains avortés ou informes.

Si l'épi a conservé ses spathes, celles-ci doivent être vertes, fraîches et indemnes.

Le maïs doit être exempt de tout défaut. Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas de nature à altérer sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

SECTION I

Quality

Art. 86. – Head lettuces graded No. 1 shall be of good quality and have a single, firm, well-formed and intact head, be free from effects of frost or of attack by parasites or diseases that might seriously detract from their keeping qualities or edibility, virtually free from serious mechanical injury, and trimmed so that the root is cut off close to the point of attachment of the wrapper leaves. The colour shall be typical of the variety.

Art. 87. – Head lettuces graded No. 2 shall be of marketable quality and have a single, reasonably well-formed, firm but intact head. They shall be free from attack by parasites or diseases that might seriously detract from their keeping quality or edibility and free from serious mechanical injury, and be trimmed so that the root is cut off close to the point of attachment of the wrapper leaves. A slight defect of colour may be allowed.

SECTION II

Size

Art. 88. – The specimens in a package of lettuces graded No. 1 shall not differ from one another in their maximum diameter by more than two inches.

SECTION III

Tolerances

Art. 89. – Up to ten per cent of the specimens in a lot or package of lettuces may deviate from the requirements of the grade provided that they meet those of the immediately inferior grade. Not more than two per cent of the specimens shall be affected by decay.

SECTION IV

Presentation

Art. 90. – Each package of lettuce shall contain only specimens of the same variety and quality and of reasonably uniform size.

CHAPTER IX

Sweet Corn

Art. 91. – The following designation and grade is established for sweet corn: No. 1.

SECTION I

Quality

Art. 92. – Sweet corn graded No. 1 shall be of superior quality and have the form, development and colour considered typical of the variety.

The ears shall be fresh and the cobs well covered with tender, plump, and milky kernels, closely set in reasonably regular rows. In cases where the tip of a cob bears aborted or undeveloped kernels, part of the extremity may be trimmed off.

If the husks have not been removed from the ear, they shall be green, fresh and unbroken.

The corn must be free from defects. Slight blemishes may be allowed if they are not, in aggregate, appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities or edibility.

SECTION II

Du calibrage

Art. 93. – Le calibrage du maïs est déterminé par la plus petite dimension de la longueur de l'épi garnie de grains comestibles.

Celle-ci ne doit pas être inférieure à quatre pouces.

SECTION III

Des tolérances

Art. 94. – Un lot ou un emballage de maïs sucré ne doit pas contenir plus de dix pour cent de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie et au plus cinq pour cent lorsque les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut.

Aucun lot ou emballage ne peut contenir plus de un pour cent d'épis atteints de pourriture.

Art. 95. – Un lot ou un emballage de maïs sucré ne doit pas contenir plus de cinq pour cent d'épis non conformes au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 96. – Le maïs peut être présenté recouvert de ses spathes ou celles-ci enlevées, et dans ce cas, il doit être protégé par un emballage de matière transparente.

Il peut être présenté sous la dénomination « petit » si la partie de l'épi garnie de grains comestibles n'a pas plus de six pouces et sous la dénomination « gros » si elle a six pouces et plus.

Art. 97. – Chaque colis de maïs ne doit contenir que des produits de même variété et qualité, de forme, maturité et coloration sensiblement homogènes et de présentation uniforme.

CHAPITRE X

Des oignons

Art. 98. – Sont établies pour la vente des oignons les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 99. – Les oignons de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

Les bulbes doivent être fermes et consistants, suffisamment secs, non germés, dépourvus de tige creuse et résistante, exempts de renflements provoqués par un développement végétatif anormal, dépourvus de touffe radiculaire.

Ils doivent être exempts de tout défaut. Peuvent être admis cependant de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Toutefois, peuvent être moins fermes et secs les bulbes vendus sous la dénomination d'« oignons nouveaux » aussitôt après leur récolte et avant le 30 septembre de chaque campagne annuelle.

Art. 100. – Les oignons de la catégorie no 2 ont les caractéristiques des oignons de la catégorie no 1. Les bulbes peuvent cependant être moins fermes et secs.

SECTION II

Size

Art. 93. – The size of corn shall be based on the shortest length of the area on the cob that is occupied by edible kernels.

This length shall be not less than four inches.

SECTION III

Tolerances

Art. 94. – Up to ten per cent of the specimens in a lot or package of sweet corn may deviate from the requirements of the grade but not more than five per cent of the specimens may have the same grade defect.

Not more than one per cent of the ears in a lot or package of sweet corn may be affected by decay.

Art. 95. – Not more than five per cent of the ears in a lot or package of sweet corn may deviate from the prescribed size.

SECTION IV

Presentation

Art. 96. – Sweet corn may be offered for sale husked or unhusked, but if the husks have been removed, it must be protected by transparent wrapping material.

Sweet corn may be offered for sale under the name "Small" if the ears have less than six inches of edible kernels and under the name "Large" if the ears have six inches or more of edible kernels.

Art. 97. – Each package of sweet corn shall contain only specimens of the same variety and quality and of reasonably uniform shape, maturity, colour and manner of presentation.

CHAPTER X

Onions

Art. 98. – The following grades are established for onions: Grade No. 1 and Grade No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 99. – Onions graded No. 1 shall be of good quality and have the shape, development, and colour considered typical of the variety.

The bulbs shall be firm, compact, sufficiently dry, free from sprouting, root growth, thick necks, seed stems, and swellings due to abnormal development.

They shall be free from defects. Slight faults may be allowed if their combined effect is not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities or edibility.

Notwithstanding the above requirements, bulbs that are less firm and dry may be sold under the name "New Onions" immediately after they are harvested and prior to the thirtieth of September in the year they were grown.

Art. 100. – Onions graded No. 2 shall have the characteristics of Grade No. 1 except that the bulbs may be less firm and dry.

Peuvent aussi être admis les défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

SECTION II

Du calibrage

Art. 101. – Le diamètre maximum des oignons ne doit pas être inférieur à un pouce et trois quarts.

Les oignons de la catégorie no 1 ne peuvent avoir un diamètre maximum de plus de trois pouces, sauf s'ils ne sont pas emballés préalablement à la vente au consommateur ou s'ils sont emballés dans un emballage de matière transparente ou indiquant l'écart de grosseur entre l'oignon le plus petit et le plus gros.

Art. 102. – Toutefois, peuvent être présentés:

a) sous la dénomination « petits » les oignons dont le plus petit a un diamètre maximum d'au moins un pouce et quart et le plus gros d'au plus deux pouces;

b) sous la dénomination « jumbo » les oignons dont le plus petit a un diamètre maximum d'au moins trois pouces;

c) sous la dénomination « à mariner » les oignons dont le plus petit a un diamètre maximum d'au moins un demi-pouce et le plus gros d'au plus un pouce;

d) sous la dénomination « gros à mariner » les oignons dont le plus petit a un diamètre maximum d'au moins un demi-pouce et le plus gros d'au plus un pouce et demi.

SECTION III

Des tolérances

Art. 103. – Un lot ou un emballage d'oignons ne peut contenir plus de cinq pour cent de produits ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, ni plus de deux pour cent atteints de pourriture molle.

Au plus cinq pour cent des oignons d'un lot ou d'un emballage peuvent être inférieurs et cinq pour cent supérieurs au calibre prescrit ou indiqué.

SECTION IV

De la présentation

Art. 104. – Chaque colis d'oignons ne doit contenir que des produits de même variété et qualité et de calibre suffisamment homogènes.

CHAPITRE XI

Des pommes de terre

Art. 105. – Sont établies pour la vente des pommes de terre, les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 106. – Les pommes de terre de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

Les tubercules doivent être fermes et dépourvus de germe dépassant un demi-pouce. Ils doivent être exempts de tout défaut ou sans altération externe ou interne, et pratiquement débarrassés de souillure, de terre ou matière étrangère.

Defects may be allowed which are not seriously detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility.

SECTION II

Size

Art. 101. – Onions shall have a diameter of not less than one and three quarter inches at their greatest width.

In the case of onions graded No. 1, the said diameter shall also not exceed three inches unless the onions are offered for sale in bulk or in a wrapping that is transparent or bears an indication of the range in size between the smallest and the largest onion contained therein.

Art. 102. – The following may also be offered for sale:

(*a*) under the description "Small", onions ranging in size, as measured by the diameter at their greatest width, from one and a quarter to two inches;

(*b*) under the description "Jumbo", onions three inches or more in diameter at their greatest width;

(*c*) under the description "Pickling", onions ranging in diameter from half an inch to one inch;

(*d*) under the description "Large Pickling", onions ranging in diameter from half an inch to one inch and a half.

SECTION III

Tolerances

Art. 103. – A lot or package of onions may contain up to five per cent of specimens which deviate from the requirements of the grade provided that they meet those of the immediately inferior grade. Not more than two per cent of the specimens shall be affected by decay.

Up to five per cent of the onions in a lot or package may be smaller and up to five per cent may be larger than the prescribed or indicated size.

SECTION IV

Presentation

Art. 104. – Each package of onions shall contain only specimens of the same quality and variety and of reasonably uniform size.

CHAPTER XI

Potatoes

Art. 105. – The following grades are established for potatoes: Grade No. 1 and Grade No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 106. – Potatoes graded No. 1 shall be of good quality and have the shape, development and colour considered typical of the variety.

The potatoes must be firm, free from sprouts exceeding half an inch in length, from defects and external or internal spoiling, and reasonably free from dirt, soil, and foreign matter.

Peuvent cependant être admis les défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité et qui peuvent être enlevés sans causer une perte de plus de cinq pour cent du volume du tubercule.

Toutefois, la gale ne peut couvrir plus de cinq pour cent de la superficie d'un tubercule, ou, s'il s'agit de la gale profonde plus d'un quart de pouce de diamètre.

L'insolation ne peut toucher plus de cinq pour cent de la surface d'un tubercule ni pénétrer la pulpe de plus d'un quart de pouce.

Le verdissement est limité à quinze pour cent de la surface d'un tubercule et doit pouvoir disparaître totalement par le pelage ordinaire.

Art. 107. – Les pommes de terre de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent être admis, un léger défaut de forme, un léger défaut de développement, un léger défaut de coloration.

Les tubercules peuvent être raisonnablement fermes et consistants et suffisamment secs. Sont admis les défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité, et qui peuvent être enlevés sans causer une perte de plus de dix pour cent du volume d'un tubercule. Ils peuvent être suffisamment propres.

Toutefois, la gale peut couvrir au plus vingt-cinq pour cent de la surface d'un tubercule. La gale profonde, la brûlure et le mildiou secs ne sont admis que s'ils peuvent être enlevés sans causer la perte de plus de cinq pour cent du volume du tubercule.

SECTION II

Du calibrage

Art. 108. – Les pommes de terre doivent passer au travers d'un crible à maille carrée de quatre pouces et demi de côté sans toutefois passer au travers d'un crible à maille carrée d'un pouce et demi de côté, dans le cas de la catégorie no 1, et un pouce et trois quarts, dans le cas de la catégorie no 2.

Art. 109. – Dans la catégorie no 1, les pommes de terre sont présentées selon le calibre et les dénominations suivantes:

a) sous la dénomination « petites » les tubercules passant au travers d'un crible à maille carrée de deux pouces et quart de côté mais non d'un pouce et demi;

b) sous la dénomination « moyennes » les tubercules passant au travers d'un crible à maille carrée de trois pouces de côté mais non de deux pouces;

c) sous la dénomination « grosses » les tubercules passant au travers d'un crible à maille carrée de quatre pouces et demi de côté mais non de trois pouces.

Art. 110. – Les pommes de terre de la catégorie no 1 peuvent aussi être présentées sans dénomination dans le calibre suivant:

a) s'il s'agit d'une variété longue, les tubercules doivent passer au travers d'un crible à maille carrée de trois pouces et demi de côté, mais non de deux pouces ni un pouce et trois quarts dans le cas où la longueur d'un tubercule excède trois pouces et demi;

Slight blemishes may be allowed provided that they are not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities, or edibility and may be removed without a waste of more than five per cent by volume of the potato.

However, not more than five per cent of the surface of an individual potato may be affected by scab, and in the case of pitted scab the aggregate affected area shall not exceed quarter of an inch in diameter.

Not more than five per cent of the surface of an individual potato may be affected by sunburn and the sunburn shall not penetrate the flesh of the potato to a depth of more than a quarter of an inch.

Not more than fifteen per cent of the surface of a potato may be affected by greening and the greening shall not penetrate the flesh of the potato to a depth that would not be removed by ordinary peeling.

Art. 107. – Potatoes graded No. 2 shall have the characteristics of Grade No. 1. A slight defect of shape, development, or colour may be allowed.

The potatoes shall be reasonably firm and solid and sufficiently dry. Defects may be allowed provided that they are not seriously detrimental to the general appearance, keeping qualities or edibility and may be removed without a waste of more than ten per cent by volume of the potato. The potatoes shall be sufficiently clean.

Not more than twenty-five per cent of the surface of an individual potato may be affected by scab. Pitted scab and areas affected by dried blight may be allowed provided that they can be removed without a waste of more than five per cent by volume of the potato.

SECTION II

Size

Art. 108. – Potatoes shall pass through a 4½ inch square mesh screen. Potatoes graded No. 1 shall not pass through a 1½ inch square mesh screen and potatoes graded No. 2 shall not pass through a 1¾ inch square mesh screen.

Art. 109. – Potatoes graded No. 1 shall be offered for sale in accordance with the following sizes and descriptions:

(*a*) under the description "Small", potatoes which will pass through a 2¼ inch but not through a 1½ inch square mesh screen;

(*b*) under the description "Medium", potatoes which will pass through a 3 inch but not through a 2 inch square mesh screen;

(*c*) under the description "Large", potatoes which will pass through a 4½ inch but not through a 3 inch square mesh screen.

Art. 110. – Potatoes graded No. 1 and conforming to the following dimensions may also be offered for sale without description of their size:

(*a*) in the case of long varieties, potatoes which will pass through a 3½ inch but not through a 2 inch square mesh screen or, in the case of potatoes longer than three and a half inches, not through a 1¾ inch square mesh screen;

b) s'il s'agit d'une variété ronde, les tubercules doivent passer au travers d'un crible à maille carrée de quatre pouces de côté mais non de deux pouces et quart.

Jusqu'au 30 septembre de chaque campagne annuelle, les tubercules vendus aussitôt après leur récolte, peuvent être inférieurs aux calibres minima fixés aux paragraphes *a*) et *b*) sans toutefois passer au travers d'un crible à maille carrée de un pouce et sept huitièmes de côté. Cependant, lorsqu'ils sont inférieurs à ce dernier calibre mais ne passent pas au travers d'un crible à maille carrée de sept huitièmes de pouce de côté et qu'ils sont exempts de tout défaut, ils peuvent être vendus sous la dénomination « grenaille ».

SECTION III

Des tolérances

Art. 111. – Aucun lot ou emballage de pommes de terre ne doit contenir, dans la catégorie no 1, plus de dix pour cent et, dans la catégorie no 2, plus de quinze pour cent de pièces ne répondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure. S'il s'agit de pommes de terre non conformes par suite d'un même défaut, il ne doit pas y en avoir plus de cinq pour cent. S'il s'agit de pommes de terre atteintes de coeur creux, elles sont limitées à cinq pour cent pour les pommes de terre vendues sous la dénomination « grosses » et à trois pour cent pour les autres pommes de terre de la catégorie no 1, à dix pour cent dans la catégorie no 2.

Art. 112. – Au plus un pour cent des pommes de terre d'un lot ou d'un emballage peuvent être atteintes de pourriture molle, à l'exclusion de la pourriture bactérienne du cerne qui est totalement prohibée.

Art. 113. – Un lot ou un emballage de pommes de terre ne doit pas contenir plus de cinq pour cent de pommes de terre inférieures ni plus de cinq pour cent supérieures au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 114. – Chaque colis de pommes de terre ne doit contenir que des produits de même variété et qualité et de forme et de grosseur suffisamment homogènes.

Art. 115. – Nul lot ou emballage de pommes de terre de la catégorie no 1 ne doit contenir plus de cinq pour cent de pommes de terre atteintes de la gale profonde, ni plus de dix pour cent de tubercules dont la chair est découverte ou qui ne sont pas débarrassées de leurs germes, ni plus de trente-cinq pour cent de tubercules atteints d'un défaut qui ne peut être enlevé par le pelage ordinaire, ni plus de cinquante pour cent de pommes de terre affectées de la gale.

Art. 116. – Nul lot ou emballage de pommes de terre de la catégorie no 2 ne doit contenir plus de dix pour cent de pommes de terre non débarrassées de leurs germes ni plus de vingt-cinq pour cent de pommes de terre passant au travers d'un crible à maille carrée de deux pouces de côté, ni plus d'un tiers de tubercules souillés de terre.

(*b*) in the case of round varieties, potatoes which will pass through a 4 inch but not through a 2¼ inch square mesh screen.

Nevertheless, potatoes sold immediately after they are harvested and not later than the thirtieth of September of the year in which they were grown may be smaller than the minimum sizes prescribed in paragraphs (*a*) and (*b*) provided that they will not pass through a 1 7/8 inch square mesh screen. If they will pass through a 1 7/8 inch but not through a 7/8 inch square mesh screen and are entirely free of defects, they may be sold under the description "Screenings".

SECTION III

Tolerances

Art. 111. – A lot or package of potatoes graded No. 1 may contain up to ten per cent and a lot or package of potatoes graded No. 2 up to fifteen per cent of specimens which deviate from the requirements of their grade provided that they meet those of the immediately inferior grade. However, not more than five per cent may have the same grade defect and the proportion by weight of tubers affected by hollow heart shall not exceed five per cent in the case of potatoes graded No. 1 and sold as "Large", nor three per cent for other potatoes of Grade No. 1, nor 10% in the case of potatoes of Grade No. 2.

Art. 112. – Not more than one per cent of the potatoes in a lot or package shall be affected by decay excluding bacterial ring rot which is totally prohibited.

Art. 113. – No lot or package of potatoes shall contain more than five per cent of specimens which are smaller than the prescribed size nor more than five per cent which are larger.

SECTION IV

Presentation

Art. 114. – Each package of potatoes shall contain only specimens of the same variety and quality and of reasonably uniform size and shape.

Art. 115. – No lot or package of potatoes graded No. 1 shall contain more than five per cent of tubers affected by pitted scab nor more than ten per cent with surface flesh exposed or having sprouts, nor more than thirty-five per cent having a defect which cannot be removed by ordinary peeling, nor more than fifty per cent affected by scab.

Art. 116. – No lot or package of potatoes graded No. 2 shall contain more than ten per cent of tubers having sprouts nor more than twenty-five per cent which will pass through a 2 inch square mesh screen nor more than thirty-three per cent caked with dirt.

CHAPITRE XII

Des rutabagas ou choux-navets

Art. 117. – Sont établies pour la vente des rutabagas ou choux-navets les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 118. – Les rutabagas ou choux-navets de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété. Ils doivent être fermes, bien parés et exempts de tout défaut. La chair doit être tendre et non ligneuse.

Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Art. 119. – Les rutabagas ou choux-navets de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1.

Peuvent être admis un léger défaut de forme, un léger défaut de développement, un léger défaut de coloration.

La chair peut être suffisamment tendre et ferme. Sont admis les défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

SECTION II

Du calibrage

Art. 120. – Le calibre des rutabagas ou choux-navets est déterminé par le diamètre maximum de leur section équatoriale et par leur longueur.

Celle-ci ne doit pas dépasser une fois et demie le diamètre maximum.

Art. 121. – Les rutabagas ou choux-navets doivent être conformes aux diamètres minimum et maximum indiqués sur l'emballage.

L'écart de grosseur entre le plus petit rutabaga ou chou-navet d'un emballage et le plus gros ne doit pas excéder deux pouces.

Art. 122. – Peuvent être présentés dans la catégorie no 1:

1° sous la dénomination « petits », les rutabagas ou choux-navets dont le diamètre maximum n'est pas inférieur à deux pouces et n'excède pas quatre pouces;

2° sous la dénomination « moyens », les rutabagas ou choux-navets dont le diamètre maximum n'est pas inférieur à quatre pouces et n'excède pas six pouces;

3° sous la dénomination « gros », les rutabagas ou choux-navets dont le diamètre maximum n'est pas inférieur à cinq pouces et n'excède pas sept pouces.

SECTION III

Des tolérances

Art. 123. – Aucun lot ou emballage de rutabagas ou choux-navets ne peut contenir plus de dix pour cent de produits ne répondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et au plus cinq pour cent peuvent être atteints de pourriture molle.

Art. 124. – Aucun lot ou emballage de rutabagas ou choux-navets ne peut contenir plus de dix pour cent de produits inférieurs et dix pour cent de produits supérieurs au calibre prescrit, à

CHAPTER XII

Rutabagas

Art. 117. – The following grades are established for rutabagas: Grade No. 1 and Grade No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 118. – Rutabagas graded No. 1 shall be of good quality and have the shape, development and colour considered typical of the variety. They shall be firm, well trimmed and free from defects, and the flesh shall be tender and not woody.

Slight faults may be allowed provided that in aggregate they are not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities or edibility.

Art. 119. – Rutabagas graded No. 2 shall have the characteristics of Grade No. 1.

A slight defect of shape, of development, or of colour may be allowed.

The flesh shall be sufficiently tender and firm. Defects may be allowed whose combined effect is not seriously detrimental to the general appearance, keeping qualities or edibility.

SECTION II

Size

Art. 120. – The size of rutabagas shall be based on the greatest diameter in their equatorial plane and on their length.

The length shall not be more than one and half times the greatest diameter.

Art. 121. – Rutabagas shall conform to the maximum and minimum diameters indicated on the package.

The difference in size between the smallest and the largest rutabagas in a package shall not exceed two inches.

Art. 122. – Rutabagas graded No. 1 may be offered for sale as follows:

1. under the description "Small", rutabagas having a diameter of not less than two and not more than four inches at their greatest width;

2. under the description "Medium", rutabagas having a diameter of not less than four and not more than six inches at their greatest width;

3. under the description "Large", rutabagas having a diameter of not less than five and not more than seven inches at their greatest width.

SECTION III

Tolerances

Art. 123. – A lot or package of rutabagas may contain up to ten per cent of specimens which deviate from the requirements of the grade provided that they meet those of the immediately inferior grade. Not more than five per cent of the specimens shall be affected by decay.

Art. 124. – A lot or package of rutabagas may contain up to ten per cent of specimens which are larger than the maximum prescribed size and up to ten per cent which are smaller than

l'exclusion des produits inférieurs ou supérieurs par plus d'un demi-pouce.

SECTION IV

De la présentation

Art. 125. – Chaque colis ne peut contenir que des rutabagas ou choux-navets de même variété et qualité, et de coloration et grosseur sensiblement homogènes.

CHAPITRE XIII

Des tomates

Art. 126. – Sont établies pour la vente des tomates les catégories et désignations suivantes: no 1, no 2.

SECTION I

Des exigences qualitatives

Art. 127. – Les tomates de la catégorie no 1 doivent être de qualité supérieure. Elles doivent être de chair ferme et présenter la forme, le développement et la coloration typique de la variété.

Elles doivent être exemptes de tout défaut et, lorsqu'elles ont été cultivées en serre, être de coloration uniforme.

Sont exclues de cette catégorie les tomates présentant des dos verts.

Peuvent cependant être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Art. 128. – Les tomates de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Elles peuvent être suffisamment fermes et doivent être exemptes de défauts graves. Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

SECTION II

Du calibrage

Art. 129. – Les tomates cultivées en pleine terre ne peuvent avoir un diamètre maximum inférieur à deux pouces dans la catégorie no 1 et à un pouce et trois quarts dans la catégorie no 2.

Cependant, peuvent être présentées sous la dénomination « petites » les tomates de pleine terre de la catégorie no 1 lorsque la plus petite n'est pas inférieure à un pouce et demi de diamètre maximum et la plus grosse n'excède pas deux pouces. Il est permis d'indiquer sur l'emballage les diamètres minimum et maximum au lieu du mot « petites ».

Art. 130. – Les tomates cultivées en serre ne peuvent avoir un diamètre maximum inférieur à un pouce et demi dans la catégorie no 1.

Art. 131. – La plus grosse des tomates contenues dans un emballage opaque et fermé ne doit pas excéder la plus petite de plus d'un pouce de diamètre.

Les tomates de serre d'un emballage ou d'un lot ne doivent pas différer de plus d'un pouce lorsque la plus petite a un diamètre maximum d'au moins deux pouces et demi, et, d'au plus un demi-pouce, lorsque la plus petite a un diamètre maximum d'au moins un pouce et demi.

the minimum prescribed size provided that the excess or defect is not more than half an inch.

SECTION IV

Presentation

Art. 125. – Each lot or package of rutabagas shall contain only specimens of the same variety and quality and of reasonably uniform size and colour.

CHAPTER XIII

Tomatoes

Art. 126. – The following grades are established for tomatoes: Grade No. 1 and Grade No. 2.

SECTION I

Quality

Art. 127. – Tomatoes graded No. 1 shall be of superior quality. Their flesh shall be firm and they shall have the shape, development and colour considered typical of the variety.

They shall be free from defects and, if grown under glass ("Greenhouse tomatoes"), of uniform colour.

Tomatoes with green shoulders are not eligible for this grade.

Slight blemishes may be allowed provided that their combined effect is not appreciably detrimental to the general appearance, keeping qualities or edibility.

Art. 128. – Tomatoes graded No. 2 shall have the general characteristics of Grade No. 1. They shall be free from serious defects and sufficiently firm. Slight blemishes may be allowed provided that their combined effect is not seriously detrimental to the general appearance, keeping qualities or edibility.

SECTION II

Size

Art. 129. – Field-grown tomatoes graded No. 1 shall be not less than two inches in diameter at their greatest width and those graded No. 2 shall be not less than one inch and three quarters.

However, field tomatoes graded No. 1 which are not less than an inch and a half nor more than two inches in diameter may be offered for sale under the description "Small" or, alternatively, with the size range indicated on the package.

Art. 130. – Tomatoes grown under glass ("Greenhouse tomatoes") graded No. 1 shall not be less than one and a half inches in diameter.

Art. 131. – The difference in diameter between the largest and smallest tomatoes in a closed, opaque package shall not exceed one inch.

The specimens in a lot or package of tomatoes grown under glass shall not differ in diameter by more than one inch when the smallest of them is not less than two and a half inches in diameter nor by more than half an inch when the smallest is not less than one and a half inches in diameter.

SECTION III

Des tolérances

Art. 132. – Aucun lot ou emballage de tomates ne peut contenir plus de dix pour cent de produits ne répondant pas aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, et, s'il s'agit de produits non conformes par suite d'un même défaut ou s'il s'agit de tomates de serre, au plus cinq pour cent de tels produits.

Au plus trois pour cent de tomates de pleine terre d'un lot ou emballage peuvent être atteintes de pourriture et un pour cent lorsqu'il s'agit de tomates de serre.

Art. 133. – Aucun lot ou emballage de tomates ne peut contenir plus de cinq pour cent de produits inférieurs et cinq pour cent de produits supérieurs au calibre prescrit.

SECTION IV

De la présentation

Art. 134. – Chaque colis ne doit contenir que des tomates de même origine, variété et qualité et de grosseur sensiblement homogène.

Les tomates doivent être de coloration et de maturité uniformes.

Art. 135. – Les tomates cultivées en serre doivent être présentées sous cette dénomination.

TABLEAU B. – *Dénominations particulières*

Des pommes d'atmosphère contrôlée

Art. 1er. – Est établie pour les pommes conservées sous atmosphère contrôlée conformément aux dispositions du présent tableau la dénomination « Atmosphère contrôlée » ou « A.C. » en français ou « Controlled atmosphere » ou « C.A. » en anglais.

Art. 2. – L'emploi de cette dénomination ou de tout autre indication ou signe laissant croire qu'il s'agit de pommes conservées sous atmosphère contrôlée n'est permise que pour les pommes de la catégorie « extra de fantaisie » ou « de fantaisie », conservées sous atmosphère contrôlée, classées, emballées et marquées dans les conditions prévues ci-après et sous la surveillance d'un inspecteur ou agent autorisé à cette fin par le ministre ou, pour les pommes de provenance extérieure, sous une surveillance jugée équivalente par le ministre.

Art. 3. – La conservation des pommes sous atmosphère contrôlée doit être faite pendant une période d'au moins quatre-vingt-dix jours consécutifs dans une chambre réfrigérée maintenue dans des conditions de température et d'humidité propres à assurer cette conservation et dans laquelle l'atmosphère ne contient pas plus de cinq pour cent d'oxygène en volume d'air.

Art. 4. – Des instruments précis doivent mesurer la température de la chambre et des fruits, l'état hygrométrique ainsi que la quantité d'oxygène et de gaz carbonique (CO^2) contenue dans l'air de la chambre et enregistrer automatiquement ces mesures lorsqu'ils sont munis d'appareils à cet effet.

À défaut d'enregistrement automatique de ces mesures, elles sont lues quotidiennement par un préposé qui doit les inscrire dans un registre tenu à cette fin.

SECTION III

Tolerances

Art. 132. – Up to ten per cent of the specimens in a lot or package may deviate from the requirements of the grade provided that they meet those of the immediately inferior grade, except that in the case of tomatoes grown under glass or having the same grade defect the proportion of such exceptional specimens shall not exceed five per cent.

Not more than three per cent of the specimens in a lot or package of field-grown tomatoes and not more than one per cent in the case of tomatoes grown under glass shall be affected by decay.

Art. 133. – A lot or package of tomatoes may contain up to five per cent of specimens which are smaller than the minimum prescribed size and up to five per cent of specimens which are larger than the maximum prescribed size.

SECTION IV

Presentation

Art. 134. – Each package of tomatoes shall contain only specimens of the same origin, variety and quality and of reasonably uniform size.

Art. 135. – Tomatoes grown under glass shall be sold under the description "Greenhouse tomatoes".

SCHEDULE B. – *Special Categories*

Controlled-atmosphere Apples

Art. 1. – The name "Controlled-atmosphere" or "C.A." in English or "Atmosphère contrôlée" or "A.C." in French is hereby prescribed to designate apples kept in a controlled atmosphere according to the provisions of this section.

Art. 2. – The use of this name or of any other words or marking indicating or implying apples kept under controlled-atmosphere conditions is not permitted except for apples of the grades "Extra Fancy" or "Fancy" kept in a controlled atmosphere and graded, packed and marked under the conditions hereinafter prescribed and under the supervision of an inspector or an agent duly authorized by the Minister or, in the case of apples coming from outside the Province of Quebec, under supervision considered as the equivalent by the Minister.

Art. 3. – The apples must be stored under controlled-atmosphere conditions for a period of at least ninety consecutive days in a refrigerated compartment where the temperature and humidity are maintained at a level calculated to ensure such storage and where the air does not contain more than five per cent of oxygen by volume.

Art. 4. – The temperature of the compartment and of the fruit, and the amounts of moisture, oxygen and carbon dioxide contained in the air of the compartment shall be measured with accurate instruments and, if the instruments are designed to do so, automatically recorded.

In the absence of automatic recording devices, the said measurements shall be taken daily by a person appointed for the task and entered by him in a register kept for the purpose.

Art. 5. – La mise des pommes en chambre réfrigérée doit être faite sans retard après la cueillette et un classement sommaire.

Les scellés doivent être apposés sur la chambre par l'inspecteur au plus tard dans les quinze jours de la première entrée de pommes.

Dans les vingt jours qui suivent l'apposition des scellés, la quantité d'oxygène dans l'air de la chambre doit être réduite au maximum prescrit.

On doit placer dans des chambres distinctes les variétés de pommes qui exigent des conditions différentes de conservation.

Les pommes d'une variété appartenant à un même propriétaire constituent un lot distinct qui est identifié par un numéro. Chaque contenant de pommes d'un même lot doit être marqué du numéro du lot ainsi que de l'abréviation « A.C. » ou « C.A. » et du matricule prévu à l'article 9.

Art. 6. – La sortie des pommes de la chambre de même que leur classement, conditionnement et marquage doivent être faits sous la surveillance de l'inspecteur. Ces opérations sont faites rapidement dans des conditions favorables à la conservation des pommes.

Les pommes destinées à la vente sous la dénomination établie à l'article 1er doivent être mises dans un emballage fermé prescrit à l'annexe B, à l'exclusion de la boîte à verger, de la manne ou demi-manne. Elles doivent être conservées dans une chambre froide jusqu'à leur livraison au commerce de détail.

Ces pommes doivent être mises en vente, vendues et livrées dans l'emballage d'origine sous la dénomination prévue à l'article 1er. Cet emballage doit, jusqu'à la livraison au consommateur, porter un certificat de contrôle en la forme prescrite par le ministre.

Les pommes d'atmosphère contrôlée peuvent être offertes en vente au consommateur dans un emballage ouvert lorsque le détaillant ne détient en vue de la vente que des pommes d'atmosphère contrôlée.

Art. 7. – Seul un inspecteur peut apposer ou briser les scellés sur une chambre réfrigérée.

L'ouverture temporaire de la chambre sous la surveillance d'un inspecteur pendant la période de conservation n'interrompt pas cette période si l'atmosphère de la chambre n'est pas modifiée.

Art. 8. – Une personne qui procède à la conservation ou au conditionnement des pommes d'atmosphère contrôlée doit obtenir l'agrément du ministre.

La demande d'agrément est faite chaque année avant le 15 août sur une formule fournie à cette fin indiquant les nom ou raison sociale et l'adresse du requérant ainsi que le lieu où seront faites ces opérations et tout autre renseignement requis par le ministre.

Art. 9. – Le ministre peut agréer la demande d'un requérant s'il est d'avis qu'il offre les garanties suffisantes pour assurer le respect de la loi et du règlement. Dans le cas de conservation, le requérant doit justifier qu'il possède un bâtiment construit et équipé en vue de la conservation des pommes sous atmosphère contrôlée dans les conditions et pendant le temps prescrit par la présente section.

Le requérant est alors inscrit dans un registre des personnes agréées et un matricule lui est attribué.

Art. 5. – The apples shall be placed under refrigeration without delay following picking and a brief, preliminary culling. The seals shall be affixed to the compartment by the inspector not later than fifteen days after the first apples have been put into it.

Within the twenty days following the affixing of the seals, the quantity of oxygen in the air of the compartment shall be reduced to the prescribed proportion.

Different varieties of apples must be placed in separate compartments if they require different storage conditions.

Apples of one variety belonging to the same owner constitute a separate lot which is identified by a number. Each of the boxes or containers of apples of the same lot shall be marked with the number of the lot and with the initials "C.A." or "A.C." and the registration number referred to in article 9.

Art. 6. – Removal of apples from the compartment and their grading, packing and marking must be carried out quickly under the inspector's supervision, and in conditions conducive to the keeping of apples.

Apples intended for sale under the name prescribed in article 1 must be placed in a closed package of the kind stipulated in Schedule C, excluding orchard boxes, bushel hampers, and half-bushel hampers. They must be kept in a cold compartment until delivered to the retail trade.

The aforesaid apples must be marketed, sold, and delivered in the original package under the name prescribed in article 1. This package must bear a certificate of inspection in the form prescribed by the Minister.

Controlled-atmosphere apples may be offered for sale in an open package when the retailer sells or keeps for sale only controlled-atmosphere apples.

Art. 7. – The seals on a refrigerated compartment may not be affixed or broken except by an inspector.

Temporary opening of the compartment under the supervision of an inspector during the period of storage does not interrupt that period provided that the atmosphere of the compartment is not altered.

Art. 8. – A person who intends to engage in the storage or packing of controlled-atmosphere apples must obtain the consent of the Minister.

Application for such consent must be made annually before the fifteenth of August on a form supplied for the purpose and must indicate the name or firm name and address of the applicant and the place where the operations will be carried on and any other information required by the Minister.

Art. 9. – The Minister may give his consent to the application if he considers that the applicant provides sufficient guarantees that the provisions of the Act and Regulations will be complied with. In the case of storage, the applicant must prove that he possesses a building that is constructed and equipped for the keeping of apples in a controlled atmosphere under the conditions and for the period prescribed in this section.

The applicant's name will then be entered in a register of approved persons and a registration number will be issued to him.

Le ministre peut révoquer en tout temps l'agrément donné, s'il est d'avis que le bénéficiaire enfreint l'une des dispositions de la loi ou du règlement.

Art. 10. – Toute personne qui a obtenu l'agrément du ministre pour la conservation ou le conditionnement des pommes d'atmosphère contrôlée doit, selon le cas:

1° faciliter à l'inspecteur la surveillance et la vérification des opérations et tenir à sa disposition les instruments ou appareils nécessaires ou utiles;

2° dans les trente jours de l'apposition des premiers scellés sur une chambre, transmettre au ministre un rapport, en la forme et aux conditions qu'il détermine, indiquant le cubage et la capacité en boisseaux de la chambre scellée, la quantité et le nom de chaque variété de pommes conservées constituant un lot, le numéro donné à ce lot inscrit sur le contenant, ainsi que les nom et adresse du propriétaire de chaque lot;

3° tenir des registres de ses opérations dans lesquels elle inscrit le jour, la quantité et le nom de chaque variété de pommes conservées, reçues ou livrées, le numéro de lot donné à chaque variété, les nom et adresse du propriétaire ou destinataire de chaque lot et, le cas échéant, les nom ou raison sociale, l'adresse et le matricule de la personne qui les a conservées;

4° tenir un répertoire des documents relatifs à ses opérations et les produire à l'inspecteur sur demande;

5° fournir au ministre tout autre renseignement qu'il juge utile à l'application du présent règlement.

Les registres et répertoires sont ouverts à l'examen de l'inspecteur. Ils sont conservés, de même que tout document relatif aux opérations, pendant au moins un an à compter du jour de la dernière inscription qui y est portée.

TABLEAU C. – *Normes relatives aux emballages*

Art. 1er. – Les fruits ou les légumes peuvent être emballés:

a) dans un emballage approprié portant l'indication du poids net du produit;

b) dans un emballage-type énuméré ci-après approprié au produit et contenant la quantité fixée de ce produit.

Art. 2. – Peuvent être utilisés pour les fruits et légumes:

1° un emballage d'une chopine contenant trente-trois pouces cubes et six dixièmes;

2° un emballage d'une pinte contenant soixante-sept pouces cubes et deux dixièmes;

3° un panier contenant deux, quatre, six ou onze pintes;

4° une manne-boisseau contenant trente-deux pintes;

5° une manne demi-boisseau contenant seize pintes;

6° une caisse, une boîte ou cageot contenant deux mille deux cents pouces cubes;

7° une demi-caisse, boîte ou cageot contenant mille cent pouces cubes.

Art. 3. – Peut être utilisée pour les bleuets une boîte dont les dimensions intérieures en pouces sont les suivantes: 4 x 11 x 22.

Art. 4. – Peuvent être utilisés pour les pommes:

a) une boîte dont les dimensions intérieures en pouces sont les suivantes: 18 x 11½ x 10½ ou 16 1/8 x 8 5/8 x 7 5/8;

The Minister may withdraw his consent at any time if he considers that the beneficiary violates a provision of the Act or Regulations.

Art. 10. – Every person who has obtained the consent of the Minister for the storage or packing of controlled-atmosphere apples must, as the case may be:

1. facilitate the inspector's supervision and verification of the operations and keep at his disposal the instruments or equipment necessary or useful for such purposes.

2. within the thirty days following the affixing of the first seals to a compartment, send a report to the Minister in such form and condition as he may decide, showing the cubic content and bushel capacity of the sealed compartment, the quantity and name of each of the varieties of apples comprising a stored lot, the number ascribed to the lot and marked on the container and the name and address of the owner of each lot;

3. keep records of his operations and enter in them, the date, quantity and name of each variety of apples received, stored or delivered, the lot-number assigned to each variety, the name and address of the owner or consignee of each lot and, if applicable, the name or firm name, address and registration number of the person who has stored them;

4. keep a record of the documents relating to his operations and produce them at the inspector's request;

5. provide the Minister with any other information which may be deemed useful to the application of these Regulations.

The records shall be freely available for examination by the inspector and shall be kept, as well as any document relating to the operations, for at least a year after the date of the last entry.

SCHEDULE C. – *Specifications concerning packages*

Art. 1. – Fruits or vegetables may be packed:

(*a*) in a suitable package on which the net weight of the product is plainly marked;

(*b*) in a standard package of a type hereinafter referred to, suitable for and containing the specified quantity of the product.

Art. 2. – The following packages may be used for fruits and vegetables:

1. a pint package containing thirty-three and six tenths cubic inches;

2. a quart package containing sixty-seven and two tenths cubic inches;

3. a basket containing two, four, six, or eleven quarts;

4. a bushel hamper containing thirty-two quarts;

5. a half-bushel hamper containing sixteen quarts;

6. a box, carton or crate containing twenty-two hundred cubic inches;

7. a half box, carton or crate containing eleven hundred cubic inches.

Art. 3. – The following package may be used for blueberries: a box whose interior dimensions measure 4 x 11 x 22 inches.

Art. 4. – The following packages may be used for apples:

(*a*) a box whose interior dimensions measure 18 x 11½ x 10½ inches or 16 1/8 x 8 5/8 x 7 5/8 inches;

b) un cageot ou plateau dont les dimensions intérieures en pouces sont les suivantes: 17 x 13 x 11 ou 16 1/8 x 11½ x 5¾ de hauteur de bout et 4¾ de hauteur de côté;

c) un plateau alvéolaire dont les dimensions intérieures en pouces sont les suivantes: 19¾ x 12 x 11¾;

d) une boîte à verger revêtue intérieurement d'une pellicule de polyéthylène et contenant quarante livres nettes de pommes;

e) une boîte divisée en cellules pouvant contenir chacune une pomme en nombre et de dimensions suivantes:

Lorsque la boîte contient des pommes de forme allongée, elle doit être divisée en cellules

au nombre de:	ayant chacune les dimensions intérieures suivantes, en pouces: longueur	largeur	profondeur
60	3 5/8	3 3/8	3 5/8
72	3 7/16	3 3/16	3 7/16
80	3 5/16	3 1/16	3 5/16
96	3 1/16	2 7/8	3 1/8
120	2 7/8	2 11/16	2 15/16
140	2 11/16	2 9/16	2 3/4
160	2 9/16	2 7/16	2 5/8
175	2 15/32	2 11/32	2 1/2
200	2 11/32	2 9/32	2 7/16
216	2 7/32	2 7/32	2 3/8

Lorsque la boîte contient des pommes de forme ronde, elle doit être divisée en cellules

au nombre de:	ayant chacune les dimensions intérieures suivantes, en pouces: longueur	largeur	profondeur
60	3 9/16	3 1/4	3 3/4
72	3 7/16	3 1/16	3 9/16
84	3 1/4	2 3/4	3 5/16
96	3 3/16	2 11/16	3 1/4
120	2 15/16	2 1/2	3
140	2 3/4	2 5/16	2 13/16
160	2 9/16	2 1/4	2 11/16
180	2 1/2	2 3/16	2 5/8
200	2 3/8	2 1/16	2 1/2
216	2 5/16	2	2 7/16

Art. 5. – Lorsqu'un sac contient des pommes ou des légumes énumérés ci-après, il doit renfermer un poids net de marchandise prescrit ci-après pour chacun de ces produits:

a) pour les pommes:
3, 4, 5, 8, 10 livres;

b) pour les betteraves, carottes et oignons:
1, 2, 3, 5, 10, 50, 75, 100 livres;

c) pour les choux:
25, 40, 50, 75 livres;

d) pour les choux-navets ou rutabagas:
2, 3, 5, 20, 25, 50, 75, 100 livres;

e) pour les haricots:
3, 4, 5, 20, 40 livres;

f) pour les pommes de terre:
3, 5, 10, 15, 25, 50, 75, 100, 110 livres;

g) pour les panais:
2, 20, 40 livres.

Art. 6. – Les tomates ne peuvent être présentées en sac; elles peuvent être emballées en panier ou, lorsqu'elles sont présentées en quantité de trois livres et plus dans un autre emballage, celui-ci doit renfermer un poids net de marchandise de 3, 4, 5 et 8 livres ou un multiple de cinq.

Art. 7. – Tout emballage doit être fermé; il est excepté pour les emballages de céleri, chou-fleur et laitue produits dans la province, ainsi que pour les emballages-types de onze pintes et moins et les grands emballages contenant les petits emballages.

(*b*) a crate or tray carton whose interior dimensions measure 17 x 13 x 11 inches or 16 1/8 x 11½ inches with end pieces 5 ¾ inches high and side pieces 4¾ inches high;

(*c*) a tray with cells, whose interior dimensions measure 19¾ x 12 x 11¾ inches;

(*d*) an orchard box lined inside with a sheet of polythene and containing forty pounds net weight of apples;

(*e*) a box divided into cells, each containing an apple and conforming to the measurements prescribed in the following two tables:

When the box is used for packing elongated apples:

number of cells:	interior dimensions of cell in inches: Length	Width	Depth
60	3 5/8	3 3/8	3 5/8
72	3 7/16	3 3/16	3 7/16
80	3 5/16	3 1/16	3 5/16
96	3 1/16	2 7/8	3 1/8
120	2 7/8	2 11/16	2 15/16
140	2 11/16	2 9/16	2 3/4
160	2 9/16	2 7/16	2 5/8
175	2 15/32	2 11/32	2 1/2
200	2 11/32	2 9/32	2 7/16
216	2 7/32	2 7/32	2 3/8

When the box is used for packing round apples:

Number of cells in box	Interior interior dimensions of cell in inches: Length	Width	Depth
60	3 9/16	3 1/4	3 3/4
72	3 7/16	3 1/16	3 9/16
84	3 1/4	2 3/4	3 5/16
96	3 3/16	2 11/16	3 1/4
120	2 15/16	2 1/2	3
140	2 3/4	2 5/16	2 13/16
160	2 9/16	2 1/4	2 11/16
180	2 1/2	2 3/16	2 5/8
200	2 3/8	2 1/16	2 1/2
216	2 5/16	2	2 7/16

Art. 5. – When apples or any of the vegetables mentioned in this article are offered for sale in a bag, the bag shall contain a net weight of product as hereinafter specified:

(*a*) for apples:
3, 4, 5, 8, 10 pounds;

(*b*) for beets, carrots, and onions:
1, 2, 3, 5, 10, 50, 75, 100 pounds;

(*c*) for cabbages:
25, 40, 50, 75 pounds;

(*d*) for rutabagas:
2, 3, 5, 20, 25, 50, 75, 100 pounds;

(*e*) for green and wax beans:
3, 4, 5, 20, 40 pounds;

(*f*) for potatoes:
3, 5, 10, 15, 25, 50, 75, 100, 110 pounds;

(*g*) for parsnips:
2, 20, 40 pounds.

Art. 6. – Tomatoes shall not be offered for sale in a bag. They may be sold in a basket or, when offered in quantities of not less than three pounds, in another suitable package containing a net weight of 3, 4, 5, 8 or a multiple of 5 pounds of tomatoes.

Art. 7. – Each package containing fruits or vegetables shall be closed, excepting packages of celery, cauliflowers or lettuce grown in the Province and standard packages of eleven quarts or less and large packages containing small packages.

Art. 8. – Le rebord d'un petit emballage en forme de plat ne doit pas excéder un pouce et demi et la matière utilisée pour le fermer doit être entièrement transparente.

Art. 9. – Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux produits qui ne sont emballés qu'au moment de la vente au consommateur.

15904-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1091

Québec, le 7 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 385 du 19 avril 1956 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 mai 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 385, soit modifié comme suit:

1° Le troisième alinéa de l'article IV est remplacé par le suivant:

« Aucun travail n'est permis le dimanche. »

2° Le nouvel article IV-A suivant est ajouté:

« IV-A. *Dispositions spéciales applicables seulement pendant la période comprise entre le 16 juillet 1966 et le 31 décembre 1967*, en considération du Centenaire de la Confédération et de l'Expo '67:

Par dérogation aux articles III, IV et VIII du présent décret, les dispositions spéciales suivantes s'appliqueront pendant cette période:

a) Durée du travail: 1. L'employeur peut répartir en deux équipes ses salariés dont le travail est en relation directe avec le Centenaire ou la tenue de l'Expo '67.

Les horaires de travail de ces équipes sont les suivants:

i) *Équipe du jour:* De 7 h 30 du matin à 3 h 30 de l'après-midi, ou

De 8 h du matin à 4 h de l'après-midi, avec une interruption d'une demi-heure, non rémunérée, pour le repas.

ii) *Équipe du soir:* De 3 h 30 de l'après-midi à 11 h 30 du soir, ou

De 4 h de l'après-midi à minuit, avec une interruption d'une demi-heure, rémunérée, pour le repas.

Le salarié qui fait partie de l'équipe du soir doit recevoir une prime de $0.10 l'heure en sus du taux prévu au présent décret ou en sus du taux qu'il reçoit effectivement à titre de salarié de l'équipe du jour.

Art. 8. – The border of a small plate or tray-type package shall not exceed an inch and a half in height and the material used to enclose the package shall be entirely transparent.

Art. 9. – The foregoing provisions do not apply to products which are packed in paper bags at the time of their sale to the consumer.

15904-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1091

Québec, July 7, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the men's and boys' hat and cap industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the men's and boys' hat and cap industry in the Province of Québec, made binding by decree number 385 of April 19, 1956, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of May 7, 1966;

WHEREAS no objection against the approval of the proposed amendments has been set forth;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 385 be amended as follows:

1. The third paragraph of section IV is replaced by the following:

"There shall be no work Sunday."

2. The following new section IV-A is added:

"IV-A. *Special provisions applicable only during the period extending from July 16, 1966, and December 31, 1967*, in consideration of the Centennial of Confederation and Expo '67:

Notwithstanding the provisions of sections III, IV and VIII of the present decree, the following special provisions will apply during the said period:

(*a*) *Hours of work:* 1) The employer may divide into two shifts those of his employees whose work directly relates to the Centennial or to Expo '67.

The hours of work of these shifts are as follows:

(i) *Day shift:* From 7.30 a.m. to 3.30 p.m., or

From 8 a.m. to 4 p.m., with a one-half hour lunch period without pay.

(ii) *Afternoon shift:* From 3.30 p.m. to 11.30 p.m., or

From 4 p.m. unti midnight, with a one-half hour lunch period with pay.

The employee who belongs to the afternoon shift shall receive a $0.10 per hour bonus over and above the rate specified in the present decree or over and above the rate he actually receives as day-shift employee.

2. Dans les établissements où le travail n'est pas en relation directe avec le Centenaire de la Confédération ou l'Expo '67, l'employeur peut établir le régime de la double équipe. Cependant, avant d'établir l'équipe du soir, cet employeur doit permettre à ses salariés de l'équipe du jour de faire dix (10) heures supplémentaires de travail par semaine, s'ils le désirent.

b) Travail supplémentaire: 1. L'employeur exploitant son usine sous le régime d'une équipe de jour seulement, c'est-à-dire de 8 h ou 8 h 30 du matin jusqu'à 4 h 30 ou 5 h de l'après-midi, peut faire exécuter à ses salariés, huit (8) heures supplémentaires de travail de plus par semaine, soit, les faire travailler jusqu'à 7 h du soir les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et jusqu'à 5 h de l'après-midi le samedi. Toutefois, le total ainsi permis chaque semaine ne doit pas dépasser dix-huit (18) heures supplémentaires de travail.

2. Dans tous les cas, le travail exécuté en plus de la semaine normale de trente-sept heures et demie (37½) doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%).

c) Vacances payées: L'employeur qui fait exécuter un travail en relation directe avec le Centenaire de la Confédération ou l'Expo '67 peut prendre des dispositions pour reporter au mois de décembre, la période de congé annuel de deux (2) semaines de ses salariés.

d) L'employeur qui désire se prévaloir des dispositions des paragraphes précédents ou de l'un d'eux, doit en aviser le comité paritaire par écrit, au préalable, dans tous les cas.

e) Le présent article cessera de s'appliquer après le 31 décembre 1967. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
15910-o JACQUES PRÉMONT.

2) In establishments where the work is not directly related to the Centennial of Confederation or to Expo '67, the employer may establish the two-shift system. However, before establishing the afternoon shift, such employer must permit his day-shift employees to work ten (10) hours' overtime per week, if they so choose.

(*b*) *Overtime:* 1) The employer who operates his factory on a day-shift basis only, that is, from 8 a.m. or 8.30 a.m. to 4.30 p.m. or 5 p.m. may be permitted to have his employees work an additional period or eight (8) hours' overtime per week, that is, up to 7 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and up to 5 p.m. on Saturday. However, the total number of hours' overtime thus allowed each week shall not exceed eighteen (18).

2) In all instances, work performed over and above the standard thirty-seven and a half (37½) hour work week shall be remunereated at the rate of time and one half.

(*c*) *Vacation with pay:* The employer who is engaged in work directly relating to the Centennial or to Expo '67 may arrange for his employees' annual vacation period of two weeks' duration to be taken in the month of December.

(*d*) Any employer who wishes to take advantage of the provisions of any of the above subsections must, beforehand, in every instance, give written notice thereof to the Parity Committee.

(*e*) After December 31, 1967, the present section will cease to apply."

JACQUES PRÉMONT,
15910-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1092

Québec, le 7 juillet 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des cercueils dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des cercueils dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mars 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 101, soit modifié comme suit:

1° Le nom de la partie contractante de première part suivante « Les Cercueils South Durham Enrg. », est modifié pour se lire « Les Cercueils South Durham Ltée ».

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1092

Québec, July 7, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the manufacturing of caskets in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement restecting the manufacturing of caskets in the Province (made binding by decree number 101 of January 31, 1957 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of March 5, 1966;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 101 be amended as follows:

1. The name of "*Les Cercueils South Durham Enrg.*", contracting party of the first part, is modified to read: *Les Cercueils South Durham* Ltée".

2° Le paragraphe « *g* » de l'article V, (semaine de travail et surtemps) est remplacé par le suivant:

« *g*) Au 1er janvier de chaque année, l'employeur déterminera le taux de salaire horaire moyen de chaque salarié rémunéré à la pièce ou suivant un système de boni ou de prime au rendement, sur la base du salaire total gagné au cours des douze (12) derniers mois de travail, en fonction des heures travaillées durant ladite période, auxquelles il ajoutera les heures compensatrices équivalentes pour couvrir les jours fériés et les congés annuels payés.

Le taux de salaire horaire moyen ainsi déterminé, sera considéré comme étant le taux de salaire de base de l'intéressé au cours de l'année qui suivra, aux fins de calcul des heures supplémentaire (surtemp), des congés payée annuels et des jours fériés prévus par le présent décret.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
15910-o JACQUES PRÉMONT.

2. Subsection "*g*" of section V (Work Week and Overtime) is superseded by the following:

"(*g*) On January 1st of each year, the employer shall determine the average hourly wage rate for each employee paid on a piece-work basis or according to a bonus or incentive-performance plan, calculated on the basis of total wages earned during the last twelve (12) months, according to hours worked during such period to which will be added compensating hourly equivalents to cover paid holidays and annual vacations with pay.

The average hourly wage rate so determined shall be considered as the basic hourly wage rate of the employee concerned for the coming year, for the purpose of calculating the overtime, paid holidays and annual vacations with pay provided for in the decree.

JACQUES PRÉMONT,
15910-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1093

Québec, le 7 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mai 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la propositions de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa apparaissant à la fin de l'échelle de salaires au paragraphe « *a* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« Les chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs qui travaillent à l'extérieur d'un établissement métallurgique à la réparation de chaudières et de réservoirs doivent recevoir $2.50 l'heure immédiatement, $2.63 l'heure à compter du 10 juillet 1966 et $2.78 l'heure à compter du 10 juillet 1967. Leurs aides doivent recevoir $1.99 l'heure immédiatement, $2.11 l'heure à compter du 10 juillet 1966, et $2.26 l'heure à compter du 10 juillet 1967. »

2° Le texte du décret actuellement en vigueur devient la section I dudit décret et la nouvelle section II suivante est ajoutée. Toutes les dispositions de la section I s'appliquent intégralement à la section II ci-dessous, sauf en cas de dispositions contraires.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1093

Québec, July 7, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the metal trades in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Québec, made binding by decree number 973 of June 30, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Québec Official Gazette*, issue of May 14, 1966;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. In section IV, subsection "*a*", the paragraph which follows the minimum wage rates is replaced by the following:

"Boilermakers, erectors, steam machine mechanics and welders working outside a metal-working establishment on the repair of boilers and tanks shall receive $2.50 an hour immediately; as of July 10, 1966, $2.63; as of July 10, 1967, $2.78. Their helpers shall receive $1.99 an hour immediately; as of July 10, 1966, $2.11; as of July 10, 1967, $2.26."

2. The text of the decree actually in force becomes Division I of the said decree, and the following new Division II is added. Unless otherwise provided, all the provisions of Division I apply, in their entirety, to the following Division II.

SECTION II

Dispositions particulières relatives aux entreprises de fabrication de disjoncteurs de transformateurs et de panneaux de distribution d'électricité

Article 1° Aux fins d'application de la présente section, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot « câbleur » désigne tout salarié qui, ayant accompli six années d'apprentissage, fait le câblage de disjoncteurs, de transformateurs et de panneaux de distribution d'électricité.

b) Le terme « monteur électricien » désigne tout salarié qui fabrique des panneaux de distribution d'électricité et qui a la responsabilité du montage d'apparellage électrique ou d'autres pièces s'y rattachant.

c) Le terme « aide-monteur électricien » dégne tout salarié qui assiste le monteur électricien dans l'exécution de son travail.

Article 2. Champ d'application a) Champ d'application territorial: Le champ d'application territorial de la présente section comprend la cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de ses limites.

b) Champ d'application industriel: Le champ d'application industriel de la présente section comprend la fabrication, la réparation et l'assemblage de disjoncteurs et de boîtes d'acier et de leur contenu, utilisés comme transformateurs ou panneaux de distribution d'électricité.

Article 3. Durée du travail: a) La semaine normale de travail est de quarante-deux heures et demie (42½).

b) La journée normale de travail est de huit heures et demie (8½) distribuées entre 7h 30 du matin et midi et entre 1h de l'après-midi et 5h de l'après-midi, du lundi au vendredi inclusivement.

Article 4. Taux minimaux de salaires: Les taux minimaux de salaires seront les suivants:

Compagnon:	*l'heure*
Outilleur	$ 2.33
Traceur en construction mécanique	2.22
Soudeur, toutes catégories	2.11
Soudeur au chalumeau ou à l'arc électrique	2.06
Machiniste	2.11
Mécanicien sur tour, fraiseuse	2.06
Mécanicien en métal en feuille	2.06
Mécanicien de marine	2.06
Mécanicien ajusteur	2.06
Chaudronnier	2.06
Tuyauteur	2.06
Trempeur	2.06
Pantographeur	2.06
Peintre	2.06
Polisseur	2.06
Câbleur (fileur)	2.06
Menuisier d'atelier mécanique	2.00
Forgeron	2.00
Découpeur	2.00
Vérificateur	1.72
Expéditeur	1.72
Aide	1.72
Manoeuvre	1.66

Monteur-électricien et conducteur de machines:	
1re année, 1er semestre	$ 1.20
1re année, 2e semestre	1.27
2e année	1.38
3e année	1.49

DIVISION II

Special provisions respecting firms manufacturing circuit-breakers, transformers and electrical distribution panels

Section 1. For the purposes of this division, the following words and terms have the meaning hereinafter given to them:

(*a*) The term "wiring assembler" designates any employee who, after having completed six years' apprenticeship, wires circuit-breakers, transformers and electrical distribution panels.

(*b*) The term "electrical equipment assembler" designates any employee who makes electrical distribution panels and who is responsible for the assembling of electrical equipment or other related parts.

(*c*) The term "electrical equipment assembler's helper" designates any employee who assists the electrical equipment assembler in his work.

Section 2. Jurisdiction (*a*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this division encompasses Québec City and the territory located within à 50-mile radius from its limits.

(*b*) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of this division includes the manufacture, repair and assembly of circuit-breakers, steel boxes and their contents which are used as transformers of electrical distribution panels.

Section 3. Hours of work: (*a*) There is a standard 42½-hour work week.

(*b*) The standard 8½-hour work day is scheduled between 7:30 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 5:00 p.m., Monday through Friday inclusively.

Section 4. Minimum wage rates: Minimum rates of wages are as follows:

Journeyman:	*per hour*
Toolmaker	$ 2.33
Mechanical construction tracer	2.22
Welder, all categories	2.11
Welder, (acetylene or electric are)	2.06
Machinist	2.11
Machinist, (lathe, milling-machine)	2.06
Sheet-metal mechanic	2.06
Marine mechanic	2.06
Fitter-mechanic	2.06
Boiler-maker	2.06
Pipe mechanic	2.06
Temperer	2.06
Pantographer	2.06
Painter	2.06
Polisher	2.06
Wirer	2.06
Machine-shop joiner	2.00
Blacksmith	2.00
Cutter	2.00
Checker	1.72
Shipper	1.72
Helper	1.72
Labourer	1.66

Electrical equipment assembler and machine operator:	
1st year, 1st six months	$ 1.20
1st year, 2nd six months	1.27
2nd year	1.38
3rd year	1.49

	l'heure
4e année	$ 1.61
5e année	1.75
Aide-monteur électricien:	
1re année, 1er semestre	1.00
1re année, 2e semestre	1.10
2e année	1.20
3e année	1.30
4e année	1.40
5e année	1.50
Apprenti — tous les métiers:	
1re année	1.20
2e année	1.27
3e année	1.38
4e année	1.49
5e année, 1er semestre	1.61
5e année, 2e semestre	1.75
6e année, 2e semestre	1.90

	Par semaine
Chef magasinier ou conducteur de camion:	
Chef magasinier	$85.70
Conducteur de camion	79.85

	Par semaine
Magasinier:	
1re année	$55.37
2e année	58.07
3e année	65.52
4e année	73.52
5e année	80.57

Note explicative: Les appellations des métiers ci-dessus ont été modifiées dans le texte français uniquement pour les rendre conformés à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution desdites nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours, ni en particulier d'empêcher l'aplication des salaires fixés pour lesdits métiers sous leur ancienne appellation, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats en faveur d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

Article 5. Jours fériés chômés et payés: a) S'ils sont ouvrables, les jours suivants seront des jours fériés chômés et payés:

1. Le Premier jour de l'An;
2. Le jour de la Saint-Jean-Baptiste;
3. La Confédération;
4. La fête du Travail;
5. Le jour de Noël.

b) Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou municipale qui reporte la célébration de l'un ou l'autre des jours fériés chômés et payés susmentionnés s'appliquera de droit.

c) Un salarié aura droit à l'indemnité pour un jour férié chômé et payé *a)* s'il a travaillé le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant la fête, ou *b)* en cas d'absence, s'il a obtenu la permission de son employeur ou s'il s'est absenté pour un motif valable dont la preuve lui incombe.

Article 6. Congés payés annuels: a) Période de référence: **La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.**

	per hour
4th year	$ 1.61
5th year	1.75
Electrical equipment assembler's helper:	
1st year, 1st six months	1.00
1st year, 2nd six months	1.10
2nd year	1.20
3rd year	1.30
4th year	1.40
5th year	1.50
Apprentice – all trades:	
1st year	1.20
2nd year	1.27
3rd year	1.38
4th year	1.49
5th year, 1st six months	1.61
5th year, 2nd six months	1.75
6th year, 2nd six months	1.90

	Per week
Storeman in charge or truck driver:	
Storeman in charge	$85.70
Truck driver	79.85

	Per week
Storeman:	
1st year	$55.37
2nd year	58.07
3rd year	65.52
4th year	73.52
5th year	80.57

Explanatory note: The names of certain trades listed above have undergone changes, in French only, for the sole purpose of having them conform with the international French terminology. As just implied, the English names of such trades have not been altered.

The substitution of the said new names for the former ones shall not affect vested rights and current interests. Neither will it prevent the rates fixed for such trades under their former names from applying, nor will it affect the validity of competency certificates, apprentices' certificates and certificates of restricted capacity issued in respect of such former names of trades.

Section 5. General holidays to be kept as holidays with pay: (*a*) Whenever they are working days, the following general holidays shall be kept as general holidays with pay:

1. New Year's Day
2. St. John the Baptist Day
3. Canada Day
4. Labour Day
5. Christmas Day

(*b*) Any order in council, ordiance or federal, provincial or municipal law which transfers the observance of any of the above-mentioned general holidays with pay shall apply as of right.

(*c*) An employee shall be entitled to holiday pay for a general holiday kept as a holiday with pay provided (*a*) that he has worked the day preceding and the day following such general holiday, or (*b*) in case of absence, that he had previously obtained his employer's permission or that he is able to prove the worthiness of the cause of his absence on the said days.

Section 6. Annual vacation with pay: (*a*) *Qualifying period:* The period during which an employee progressively acquires entitlement to the entire annual vacation extends from the 1st of May of one year to the 30th of April of the following year.

b) Appréciation du droit au congé et indemnité de congés payés: Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours (½) qu'il a de mois de service continu, jusqu'à concurrence de cinq (5) jours ouvrables. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux pour cent (2%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence (indemnité de congé incluse).

c) Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un an de service continu, doit recevoir un congé dont la durée est d'une (1) semaine entière. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux pour cent (2%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

d) 1. Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de deux (2) ans de service continu ou plus, a droit aux jours de congés payés supplémentaires indiqués dans le tableau qui suit:

Année de Service continu	*Jours de congés payés supplémentaires*
2	2
3	3
4	4

2. L'indemnité afférente à chaque jour de congé supplémentaire est égale à la rémunération que reçoit le salarié pour une journée normale de travail.

e) Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de cinq (5) sans de service continu, doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines entières. L'indemnité afférente audit congé est égalé à quatre pour cent (4%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

f) Période des congés: L'employeur doit informer le salarié de la période de congé au moins trente jours à l'avance.

Le salarié doit prendre la première période de cinq (5) jours ouvrables de congé entre le 1er mai et le 30 septembre qui suivent immédiatement l'année de référence. Les jours de congés ouvrables supplémentaires auxquels le salarié a droit doivent lui être accordés avant le 30 avril de l'année suivante.

g) Versement de l'indemnité de congé: L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit, avant son départ en vacances.

h) Congé obligatoire: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé prescrit par le présent décret.

i) Indemnité compensatrice de congés payés: Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction du congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes *b)* à *e)* inclusivement relatives à l'indemnité de congés payés.

j) Jours fériés: Si un ou plusieurs jours fériés chômés et payés tombent pendant la période des congés annuels d'un salarié, ces jours s'ajoutent auxdits congés.

Article 7. Heures supplémentaires: a) Tout travail autorisé qu'exécute un salarié à la semaine ou à l'heure en sus de la journée ou de la semaine normale de travail, entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux de salaire normal.

(b) Vacation entitlement and vacation pay: Every employee who, on May 1st of the current year, has less than one year's continuous service shall receive one half-day's vacation for each month of continuous service, up to five (5) working days. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned by the employee during the qualifying period (vacation pay included).

(c) Every employee who, on May 1st of the current year, has one year's continuous service shall receive a full week's vacation. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(d) 1. Any employee who, on May 1st of the current year, has two (2) or more years of continuous service, is entitled to the extra days' vacation with pay stipulatd in the following table:

Years of continuous service	*Extra days' vacation with pay*
2	2
3	3
4	4

2. Vacation pay in respect of each extra day's vacation with pay is equal to the employee's remuneration for a regular day's work.

(e) Every employee who, on May 1st of the current year, has five years' continuous service shall receive a vacation equal to two (2) full weeks. Vacation pay in respect of such vacation equals four percent (4%) of total wages earned by the employer during the qualifying period.

(f) Vacation time: Employers shall advise employees of their vacation dates at least thirty (30) days beforehand.

The first period of five (5) working days' vacation with pay shall be taken between the May 1st and September 30th immediately following the qualifying year. The extra working days' vacation with pay to which the employee is entitled shall be granted to him before the 30th of April of the following year.

(g) Payment of vacation pay: Before the employee's departure on vacation, the employer shall pay to him the vacation pay to which he is entitled.

(h) Compulsory vacation: No employer may substitute a monetary compensation for the vacation time herein laid down.

(i) Compensation vacation pay: When the labour contract is cancelled before the employee has had the opportunity of taking his complete vacation he shall receive, for the unused vacation time, a compensating vacation pay based on the provisions of subsections "*b*" to "*e*" inclusively which deal with vacation pay."

(j) General holidays: If one or more general holidays kept as holidays with pay happen to fall within an employee's annual period of vacation with pay, such holidays are added to the said period of vacation with pay.

Section 7. Overtime: (a) All authorized work performed by a weekly-paid or hourly-paid employee over and above his standard work day or work week shall be paid at time and a half.

b) Tout travail supplémentaire fait après minuit, entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%). Il en est de même pour les heures supplémentaires faites le dimanche et les jours fériés chômés.

Article 8. Indemnité de rappel: Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement alors qu'on ne lui avait pas demandé de faire des heures supplémentaires, doit recevoir une indemnité minimale égale à trois (3) heures au taux normal.

Article 9. Apprenti: Tout apprenti, monteur électricien, aide-monteur électricien et préposé aux machines qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé ou qui a une expérience antérieure dans un établissement similaire doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens ou de l'expérience acquise. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
15910-o JACQUES PRÉMONT.

(*b*) Double time shall be paid for all work performed after midnight. Double time shall also be paid for all work performed on Sundays and general holidays kept as holidays with pay.

Section 8. Call-back pay: Any employee who is called back to work after having left the establishment while not having been previously requested to work overtime shall receive call-back pay equal, at the least, to three (3) hours' pay at his standard rate.

Section 9. Apprentice: Any apprentice, electrical equipment assembler, electrical equipment assembler's helper and machine operator who has attended a school governed by the Specialized Education Act, or who has acquired experience previously in a similar establishment, shall receive credit for same proportionately to the duration of his studies and to the results of his exams or to the experience he has acquired."

JACQUES PRÉMONT,
15910-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1090

Québec, le 7 juillet 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE, conformement aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), à la demande de représentants des parties contractantes, le Ministre du Travail se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est.

ATTENDU QU'un avis a été publié à ce sujet, dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mai 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 122, soit modifié comme suit:

1° L'article 17 est biffé.

2° L'article 27-A suivant est ajouté:

« 27-A. *Congé annuel obligatoire: a*) Une semaine de congé est obligatoire dans tout le champ d'application territorial de la présente partie (Districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond et Wolfe).

b) Chaque salarié a droit à une indemnité de congé égale à 4% de son salaire brut que l'employeur doit lui verser, chaque semaine, en plus de son salaire hebdomadaire.

c) Cependant, moyennant consentement écrit du salarié, l'employeur peut retenir jusqu'à la fin de la période de référence, soit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante, ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, jusqu'à la date de telle résiliation, les montants ainsi accumulés qui doivent alors être remis au salarié avec la paie qui précède la prise de vacances.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1090

Québec, July 7, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Construction industry and trades in the Eastern Townships district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), at the request of representatives of the contracting parties, the Minister of Labour intends submitting an amendment to decree number 122 of February 29, 1956 and amendments (Construction industry and trades in the Eastern Townships district) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS a notice to this effect was published in the *Québec Official Gazette* of May 21, 1966;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 122 be amended as follows:

1. Section 17 is deleted.

2. The following section 27-A is added:

"27-A. *Compulsory annual vacation:* (*a*) One week's vacation is compulsory in the entire territorial jurisdiction of this part (electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond and Wolfe).

(*b*) Each employee is entitled to vacation pay equal to 4% of his gross earnings. Employers shall remit such amount to each employee, every week, besides his weekly earnings.

(*c*) However, provided the employee agrees thereto in writing, the employer may withold such accumulated amounts up to the end of the qualifying period (from May 1st of one year until April 30th of the following year, or, in the case of a subsequent cancellation of the work contract, until such cancellation date). Such amounts shall be given to the employee on the pay-day before his vacation time.

d) L'employeur doit indiquer clairement sur l'enveloppe de paie le montant que représente le 4% du salaire brut qui doit être versé chaque semaine au salarié.

e) Cette semaine de congé obligatoire doit être donnée dans la troisième semaine complète de juillet de chaque année, à partir de la première semaine complète de ce mois. Cependant, pour les gardiens, la semaine de congé obligatoire ne sera pas nécessairement la semaine ci-haut indiquée, et s'ils sont appelés à travailler pendant ladite semaine, ils peuvent être rémunérés aux taux réguliers de salaire.

f) Pendant cette semaine de congé, un employeur peut garder à son service un certain nombre de salariés pour répondre aux cas d'urgence. Cependant, si l'employeur garde plus d'un salarié, le nombre de salariés ne doit pas représenter plus de 10% de la main d'oeuvre de l'employeur selon le rapport de ce dernier au Comité pour le mois de juin.

g) La prise de congé des employés d'urgence peut avoir lieu la semaine précédente ou la semaine suivante de la période prévue au présent article.

h) Dix (10) jours avant le début de la période de congé annuel établie au paragraphe « *e* », l'employeur doit fournir, par écrit, au Comité paritaire, la liste des salariés qu'il entend garder au travail pendant la période de congé. Il doit également aviser, dans un même délai, les salariés qu'il veut garder au travail pendant la période de congé annuel.

i) Tout travail exécuté pendant cette semaine en vertu des dispositions du paragraphe « *e* » doit être rémunéré à raison de salaire régulier majoré de 50%. »

3° L'article 43 est biffé.

4° L'article 56 est biffé.

5° L'article 83-A suivant est ajouté:

« 83-A. *Congés payés: a*) Tout salarié qui a été au service d'un employeur durant toute la période de référence, soit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante, a droit à la fin de cette période, à un congé d'une durée de sept (7) jours consécutifs.

b) Chaque salarié a droit à une indemnité de congés égale de 4% de son salaire brut, que l'employeur doit lui verser, chaque semaine, en plus de son salaire hebdomadaire.

c) La période de congé sera fixée entre le 1er mai et le 30 septembre après entente entre l'employeur et le salarié.

d) Tout salarié régi par le présent décret qui n'a pas été à l'emploi continu d'un employeur pendant toute la période de référence, a droit uniquement à une indemnité de congés égale à 4% de son salaire brut.

e) L'employeur doit indiquer clairement sur l'enveloppe de paye, le montant que représente le 4% du salaire brut qui doit être versé chaque semaine au salarié.

f) Cependant, du consentement écrit du salarié, l'employeur peut retenir jusqu'à la fin de la période de référence ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, jusqu'à la date de telle résiliation, les montants ainsi accumulés qui doivent alors être remis au salarié. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
15910-o JACQUES PRÉMONT.

(*d*) Employers shall clearly indicate on the pay envelope the amount representing the 4% gross earnings which is to be turned over to employees each week.

(*e*) Such compulsory week's vacation shall be given during the third full week in July. However, for watchmen, the compulsory week's vacation need not be the one stipulated above. If they are obliged to work during such week, they may be paid at the regular wage rates.

(*f*) During the said vacation week, employers may keep a certain number of employees to handle emergencies. However, when there is more than one employee involved, the total employees so kept on shall not exceed 10% of the staff listed in the employer's June report to the Parity Committee.

(*g*) Such emergency employees may take their vacation the week before and/or after the period stipulated above.

(*h*) Ten (10) days before the beginning of the annual vacation time stipulated in subsection "*e*", the employer shall submit to the Parity Committee a list of the employees he intends keeping on staff. The employees concerned shall also be advised ten days beforehand.

(*i*) All time worked during this week under the provisions of paragraph "*e*" shall be paid at time and a half.

3. Section 43 is deleted.

4. Section 56 is deleted.

5. The following section 83-A is added:

"83-A. *Vacation with pay:* (*a*) Every employee who has been in an employer's service throughout the qualifying period (from May 1st of one year to April 30th of the next) is entitled to seven (7) consecutive days' vacation at the end of such period.

(*b*) Every employee is entitled to vacation pay equal to 4% of his gross earnings. Employers shall remit such amount to the employee every week, besides his weekly wages.

(*c*) After agreement between employer and employee, the vacation period shall be fixed between May 1st and September 30th.

(*d*) Every employee governed by this decree who has not continuously been in an employer's service throughout the qualifying period, is only entitled to the vacation pay equal to 4% of his gross earnings.

(*e*) Employers shall clearly indicate on the pay envelope, the amount representing the 4% gross earnings which is to be turned over to every employee each week.

(*f*) However, provided the employee agrees thereto in writing, the employer may withold such accumulated amounts up to the end of the qualifying period, or, in the case of a subsequent cancellation of the work contract, until such cancellation date. Such amounts shall then be remitted to the employee."

JACQUES PRÉMONT,
15910-o *Clerk of the Executive Council.*

Action en séparation de biens

Hudon *vs* Corrigan

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, No 145-826. Dame Pauline Louise Hudon Corrigan, épouse commune en biens de John Stuart Corrigan, domiciliée sur le Chemin St-Louis, à Ste-Foy, district de Québec, demanderesse, *vs* ledit John Stuart Corrigan, restaurateur, domicilié et résidant à Ste-Foy, district de Québec, défendeur.

Avis

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de juin 1966.

Québec, ce 8e jour de juillet 1966.

Les Procureurs de la demanderesse,
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ
15894-o & MCNICOLL.

Action for separation as to property

Hudon *vs* Corrigan

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 145-826. Dame Pauline Louise Hudon Corrigan, wife common as to property of John Stuart Corrigan, domiciled on St-Louis Road, in Ste-Foy, district of Quebec, plaintiff, *vs* the said John Stuart Corrigan, restaurateur, domiciled and residing in Ste-Foy, district of Quebec, defendant.

Notice

An action in separation as to property was instituted in this case on the 23rd day of June, 1966.

Quebec, ths 8th day of July, 1966.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ
& MCNICOLL,
15894 *Attorneys for the plaintiff.*

Associations coopératives

Association coopérative d'habitation de Cowansville

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'habitation de Cowansville ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Cowansville, Québec, dans le district électoral de Missisquoi.

Québec, le 5 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15886-o RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de Squatteck

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Familiale de Squatteck Syndicat Coopératif de Consommation », en celui de « Magasin Co-op de Squatteck ».

Québec, le 12 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15928-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

Association coopérative d'habitation de Cowansville

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative d'habitation de Cowansville".

The head office of this cooperative association is situated at Cowansville, Quebec, in the electoral district of Missisquoi.

Quebec, July 5, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15886 *Assistant Secretary of the Province.*

Magasin Co-op de Squatteck

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Familiale de Squatteck Syndicat Coopératif de Consommation", to that of "Magasin Co-op de Squatteck".

Quebec, July 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15928 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

Village de St-Zotique
Paroisse de St-Zotique

Au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, la Corporation municipale du village de St-Zotique, comté de Soulanges et La Corporation municipale de la paroisse de St-Zotique, comté de soulanges, requérantes. Exposent respectueusement:

1° ATTENDU QUE la Loi de la fusion volontaire des municipalités prévoit que les municipalités qui désirent se fusionner, peuvent adopter à la majorité absolue des membres de chacun de leur Conseil, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité;

Notices

Village of St-Zotique
Parish of St-Zotique

To the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, The Municipal Corporation of the Village of St-Zotique, county of Soulanges, and The Municipal Corporation of the parish of the parish of St-Zotique, county of Soulanges, petitioners, respectfully expose:

1. WHEREAS the volontary amalgamation of municipalities Act foresees that the municipalities which desire to amalgamate, may adopt by and absolute majority of the members of each of their Councils, a regulation authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking him to issue letters patent amalgamating these municipalities and creating a new municipality;

2° ATTENDU QUE le Conseil de chacune de vos requérantes a adopté un tel règlement.

EN CONSÉQUENCE, vos requérantes vous prient d'octroyer ces lettres patentes fusionnant les municipalités du village de St-Zotique, comté de Soulanges, et de la paroisse de St-Zotique, comté de Soulanges, aux donditions suivantes:

a) Le nom de la nouvelle Municipalité est La Corporation Municipale du Village de St-Zotique, comté de Soulanges;

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qui est décrit en annexe de la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite;

c) Les immeubles localisés dans la Municipalité du village de St-Zotique avant la fusion, demeureront seuls affectés au paiement de la balance due en vertu du règlement No 100, ainsi qu'à l'entretien du système d'aqueduc existant;

d) Les règlements actuels de chaque municipalité demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou abrogés par le nouveau Conseil;

e) Jusqu'à la première élection, les membres du Conseil du Village et les membres du Conseil de la paroisse forment le Conseil de la Corporation Municipale du Village de St-Zotique, comté de Soulanges. Le maire de la nouvelle municipalité sera désigné au scrutin secret par les membres du Conseil à la première séance qui suivra l'entrée en vigueur des lettres patentes;

f) La nouvelle municipalité est régie par le code municipal;

g) La première séance du Conseil sera tenue au lieu actuel, le mardi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes, ou à défaut, à une date fixée par le Ministre des Affaires Municipales;

h) La première élection générale aura lieu en janvier; les élections subséquentes auront lieu tous les trois ans. La date des élections subséquentes peut être changée conformément aux dispositions du Code Municipal;

i) À compter de la première élection générale, le Conseil Municipal sera composé du maire et de six (6) conseillers, tous élus conformément aux dispositions du Code Municipal;

j) La rémunération du maire et des conseillers municipaux sera fixée suivant le Code Municipal par le nouveau Conseil Municipal en exercice à l'entrée en vigueur des lettres patentes;

k) Les rôles d'évaluation, qui sont en vigueur dans les deux Corporations Municipales respectives, au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, serviront de base à l'assiette fiscale du territoire de la nouvelle municipalité jusqu'en janvier 1967;

l) Les dettes, par obligation ou servitude de chaque municipalité, contractées en vertu de règlements déjà promulgués, sont payables suivant les règlements existants;

Tous les travaux municipaux qui de par leur nature sont susceptibles de bénéficier aux contribuables de la nouvelle municipalité seront payés par l'ensemble des contribuables du territoire.

m) Des dispositions pour la construction d'un nouveau système d'aqueduc et d'égoût dans le secteur déterminé par le Conseil, seront prises dans les six (6) mois, à la suite de la fusion;

2. WHEREAS the Council of each of these petitioners has adopted such a regulation.

CONSEQUENTLY, your petitioners ask you to issue these letters patent amalgamating the municipalities of the village of St-Zotique, county of Soulanges, and of the parish of St-Zotique, county of Soulanges, on the following conditions:

(*a*) The name of the new municipality is The Municipal Corporation of the Village of St-Zotique, county of Soulanges;

(*b*) The territory of the new municipality is that which is described in the annexation of the present to become a part of it as if it had been reproduced here in length;

(*c*) The immovables localized in the Municipality of the Village of St-Zotique before the amalgamation, will be the only ones affected by the payment of the balance due in pursuance to by-law No. 100, as well as for the upkeep of the existing aqueduct system;

(*d*) The present regulations of each municipality will remain in force until they have been amended or abrogated by the new Council;

(*e*) Until the first election, the members of the Council of the Village and the members of the Council of the parish form the Council of the Municipal Corporation of the Village of St-Zotique, county of Soulanges. The mayor of the new municipality will be designated by a secret vote by the members of the Council at the first meeting which will follow the coming into force of the letters patent;

(*f*) The new municipality is governed by the Municipal Code;

(*g*) The first meeting of the Council will be held at the present place, on the Tuesday following the coming into force of the letters patent, or in default, at a date fixed by the Minister of Municipal Affairs;

(*h*) The first general election will be held in January; the subsequent elections will take place every three years. The date of the subsequent elections can be changed in conformity with the provisions of the Municipal Code;

(*i*) From and after the first general election, the Municipal Council will be composed of a mayor and six (6) Counsellors, all elected in conformity with the provisions of the Municipal Code;

(*j*) The remuneration of the municipal mayor and counsellors will be fixed according the Municipal Code by the new Municipal Council in exercise at the entering into force of the letters patent;

(*k*) The evaluation roles, which are in force in both Municipal Corporations respectfully, at the time of the entering into force of the letters patent, will serve as a fiscal basis for the territory of the new municipality up to January, 1967;

(*l*) The debts, by obligation or servitude of each municipality, contracted in pursuance to the regulations already promulgated, are payable following the existing regulation;

All municipal works which, by their nautre, as susceptible to benefit to the taxpayers of the new municipality will be payed by all the taxpayers of the territory.

(*m*) Provisions for the construction of a new aqueduct system and sewer in the sector determined by the Council, will be taken in the six (6) months, following the amalgamation;

n) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité est M. Roland Royal. Ce dernier nomme M. Guy Laurin comme adjoint conformément aux dispositions du Code Municipal (article 150). Cependant cet adjoint sera payé par le Conseil, à une salaire qui ne sera pas inférieur à $150.00 mensuellement.

Le tout humblement soumis.

Signé, à St-Zotique, comté de Soulanges, ce 7e jour de juin mil neuf cent soixante-six.

JEAN BTE. METHOT,
Le maire de la municipalité
de la paroisse de St-Zotique,
comté de Soulanges.
GUY LAURIN,
Le Secrétaire-trésorier de la
Municipalité de la paroisse de St-Zotique,
comté de Soulanges.

Signé, à St-Zotique, comté de Soulanges, ce 8e jour de juin mil neuf cent soixante-six.

GODFROY BLANCHARD,
Le Maire de la municipalité
du village de St-Zotique,
Comté de Soulanges.
ROLAND ROYAL,
Le Secrétaire-trésorier de la
municipalité du village de St-Zotique
15858-27-2-o *comté de Soulanges.*

Alexandru Ion Scarlatescu

Prenez avis que Alexandru Ion Scarlatescu s'adresse au Secrétaire de la province de Québec aux fins de changer son nom ainsi que celui de son épouse Elena, leur fille Elena Maria Nadia, et leur fils Alexandro Vlaho, en celui de Scarlet.

Les Procureurs des requérants,
15872-28-2 SALMON & MOSCOVITCH.

Theodorus Kruszelnycki

Avis est donné que « Theodorus Kruszelnycki », inspecteur mécanicien domicilié à 935, 11e Avenue, Lachine, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de Ted Kruszel, ledit changement de nom applicable à sa fille Karen Ann, domiciliée à 138, avenue Beurling, Châteauguay, district de Montréal.

Montréal, le 8e jour de juillet 1966.

Le Procureur du requérant,
15895-28-2 LAIZER SIROTA.

Cité de Sorel

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Sorel », s'adresse par requête au lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, aux fins d'obtenir des lettres patentes amendant sa charte en remplaçant l'article 25 de la loi 52 Victoria, chapitre 80 et le paragraph 7 de l'article 99 de la même loi par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes (S.R.Q.) 1964, chapitre 193.

Sorel, le 8 juillet 1966.

Le Procureur de la requérante,
15896-o GASTON GAUTHIER.

Marchand *vs* Plante *et al*

Canada, province de Québec, district de Mégantic, Cour Supérieure, No 2569, Rogert Marchand, avocat, ayant son bureau d'affaires à 179, Notre-Dame sud, Thetford-Mines, district de

(*n*) The secretary-treasurer of the new municipality is Mr. Roland Royal. The latter appoints Mr. Guy Laurin as assistant in conformity with the provisions of the Municipal Code, (Section 150). However this assistant will be payed by the Council, at a salary which will not be too inferior to $150.00 monthly.

The whole humbly submitted.

Signed at St-Zotique, county of Soulanges, on this 7th day of June, one thousand nine hundred and sixty-six.

JEAN BTE METHOT,
Mayor of the Municipality of the
Parish of St-Zotique,
County of Soulanges.
GUY LAURIN,
Secretary-treasurer of the municipality of
the Parish of St-Zotique,
County of Soulanges.

Signed at St-Zotique, county of Soulanges, on this 8th day of June, one thousand nine hundred and sixty-six.

GODFROY BLANCHARD,
Mayor of the Municipality of the
Village of St-Zotique,
County of Soulanges.
ROLAND ROYAL,
Secretary-treasurer of the Municipality of
Village of St-Zotique,
15858-27-2 *County of Soulanges.*

Alexandru Ion Scarlatescu

Take notice that Alexandru Ion Scarlatescu makes application to the Secretary of the Province of Quebec to change his name as well as the name of his wife Elena, their daughter Elena Maria Nadia, and their son Alexandro Vlaho, to that of Scarlet.

SALMON & MOSCOVITCH,
15872-28-2-o *Attorneys for applicants.*

Theodorus Kruszelnycki

Notice is hereby given that "Theodorus Kruszelnycki", mechanic inspector domiciled at 935, 11t Avenue, Lachine, district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of a order changing his name to Ted Kruszel said change to apply to his daughter Karen Ann, domiciled at 138 Beurling Avenue, Châteauguay, district of Montreal.

Montreal, the 8th day of July, 1966.

LAIZER SIROTA,
15895-28-2-o *Attorney for the petitioner.*

City of Sorel

Notice is hereby given that the "City of Sorel", will apply, by petition to the Lieutenant-Governor in Council of this province, in order to obtain letters patent amending its charter by replacing section 25 of the article 52, Victoria, chapter 80 and the paragraph 7 of the section 99 of the same act by the corresponding dispositions of the Cities and Towns Act. (S.R.Q.) 1964, chapter 193.

Sorel, the July 8, 1966.

GASTON GAUTHIER,
15896-o *Attorney for the petitioner.*

Marchand *vs* Plante *et al*

Canada, Province of Quebec, district of Mégantic, Superior Court No. 2569, Robert Marchand, lawyer, having his business office at 179 Notre-Dame South, Thetford-Mines, district of

Mégantic, demandeur, *vs* Gaston Plante, boulanger, domicilié à 586, rue Dubuc, Manchester, New Hamphire, l'un des États-Unis d'Amérique, defendeur, *et* Paul-Émile Bellavance, commerçant, résidant à 164, rue St-Denis, Black Lake, district de Mégantic, tiers-saisi.

Avis

À tous les créanciers de Gaston Plante:

Dûment autorisé par jugement de cette Cour en date du 6e jour de mai 1963, le demandeur créancier en cette cause appelle par les présentes tous les créanciers du défendeur et les invite à produire dans le dossier de cette Cour leurs réclamations sous serment dans les 15 jours de la première publication de cet avis.

Thetford-Mines 31 mai 1966.

Copie conforme.

Le Protonotaire de la Cour Supérieure,

15929-o J. L. LALLIER.

Mégantic, plaintiff, *vs* Gaston Plante, baker, domiciled at 586 Dubuc Street, Manchester, New Hampshire, one of the United States of America, defendant, *and* Paul-Émile Bellavance, trader, residing at 164 St-Denis Street, Black Lake, district of Megantic, garnishee.

Notice

To all the creditors of Gaston Plante:

Duly authorized by a judgment of this Court dated May 6, 1963, the plaintiff creditor in this cause calls by the presents, all the creditors of the defendant and invites them to produce in the files of this Court their demands under oath in the 15 days of the first publication of this notice.

Thetford Mines, May 31, 1966.

True copy.

J. L. LALLIER,

15929 *Prothonotary of the Superior Court.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie des employés municipaux de Drummondville

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés municipaux de Drummondville ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés municipaux de la ville de Drummondville.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Drummondville, Québec, dans le district électoral de Drummond.

Québec, le 11 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15930-o RAYMOND DOUVILLE.

Caisse d'Économie des Hôteliers du Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des Hôteliers du Québec ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les propriétaires d'hôtels et de motels licenciés de la province de Québec.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Bourget.

Québec, le 11 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15931-o RAYMOND DOUVILLE.

Caisse Populaire des Syndicats Nationaux de Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire des Syndicats Catholiques du district de Québec », en celui de « Caisse Populaire des Syndicats Nationaux de Québec. »

Québec, le 11 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15932-o RAYMOND DOIVILLE.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés municipaux de Drummondville

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des employés municipaux de Drummondville".

The group in which the union will recruit its members will be the municipal employees of the town of Drummondville.

The head office of this savings and credit union is situated at Drummondville, Quebec, in the electoral district of Drummond.

Quebec, July 11, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15930 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'Économie des Hôteliers du Québec

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit unions "Caisse d'Économie des Hôteliers du Québec".

The group in which the union will recruit its members will be the hotel and licenced motel proprietors of the Province of Quebec.

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Bourget.

Quebec, July 11, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15931 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse Populaire des Syndicats Nationaux de Québec

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "La Caisse Populaire des Syndicats Catholiques du district de Québec" to that of "Caisse Populaire des Syndicats Nationaux de Québec".

Quebec, July 11, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15932 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire St-Yves

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire St-Yves », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de Rimouski-Est, aux limites de Rimouski-Est et Pointe-au-Père.

Québec, le 11 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15933-o

La Caisse Populaire St-Yves

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire St-Yves", may recruit its members be extended from the limits of Rimouski-East to the limits of Rimouski-East and Pointe-au-Père.

Quebec, July 11, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15933

Compagnies autorisées à faire des affaires

A & P Properties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des sociétés de prêts et de placements la compagnie « A & P Properties Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Gilles Filion, 159 ouest, rue Craig, Montréal, suite 620.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 580 rue Rose de Lima, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Secrétaire,
A. GRUBB.

15678-25-4-o

Orange Groves of Florida, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Orange Groves of Florida, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Gerald G. Freed, suite 350, 901, rue Bleury, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1590, 550 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 25-66 — 1366/71

Booth Dispensers, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Booth Dispensers, Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 16-66 — 1326/80

Beaver Geophysical Services Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Beaver Geophysical Services Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

Companies Licensed to do Business

A & P Properties Limited

Notice is given that, under the Loan and Investment Societies Act, "A & P Properties Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Gilles Filion, 159 Craig St., West, Room 620, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 580 Rose de Lima Street, Montreal, judicial district of Montreal.

A. GRUBB,
Secretary.

15678-25-4-o

Orange Groves of Florida, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Orange Groves of Florida, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Gerald G. Freed, of Suite 350, 901 Bleury Street, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 1590, 550 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 25-66 — 1326/71

Booth Dispensers, Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Booth Dispensers, Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. H. Laidley, of Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 16-66 — 1326/80

Beaver Geophysical Services Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Beaver Geophysical Services Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédure contre ladite compagnie, est M. T. P. Howard, C.R., de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 200, édifice Mercantile Bank, 491, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 27-66 — 1327/22

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. T. P. Howard, Q.C., of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 200 Mercantile Bank Building, 491 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 27-66 — 1327/22

Jeolco (U.S.A.), Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Jeolco (U.S.A.), Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. George Tamaki, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 4970, Place De La Savanne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 30-66 — 1328/16

Jeolco (U.S.A.), Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Jeolco (U.S.A.), Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. George Tamaki, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 4970 Place De La Savanne, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 30-66 — 1328/16

Modern Talking Picture Service, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Modern Talking Picture Service, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 31-66 — 1328/19

Modern Talking Picture Service, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Modern Talking Picture Service, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. H. Laidley, Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 31-66 — 1328/19

National Geophysical of Canada, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « National Geophysical Company of Canada, Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 29-66 — 1327/80

National Geophysical of Canada, Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "National Geophysical Company of Canada, Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. H. Laidley, Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 29-66 — 1327/80

Wolcott Properties, Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Wolcott Properties, Corp. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Rowat McGibbon, de Dundee, comté de Huntingdon.

Wolcott Properties, Corp.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Wolcott Properties, Corp.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Rowat McGibbon, of Dundee, Huntingdon County.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à Dundee, comté de Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871 28-66 — 1327/74

The principal office of the company in the Province is at Dundee, Huntingdon County, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871-o 28-66 — 1327/74

Chartes — Abandon de

Blue Service Corporation

Avis est donné que « Blue Service Corporation », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montreal, ce 28 juin, 1966.

Le Procureur de la requérante,
MAX COBLENTZ, C.R.

15873-o

Écho des Laurentides Ltée

Prenez avis que la compagnie « Écho des Laurentides Ltée », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Ste-Agathe-des-Monts, le 4 juillet 1966.

Écho des Laurentides Ltée
Les Procureurs de la compagnie,
DUQUETTE & GODARD.

15874-o

H. & Z. Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « H. & Z. Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin 1966.

H. & Z. Construction Inc.
Le Procureur,
LÉO KRAVITZ.

15875

Heatherwood Sales Corporation

Avis est donné que « Heatherwood Sales Corporation », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 28 juin, 1966.

Le Procureur de la requérante,
MAX COBLENTZ, C.R.

15876-o

Provincial Rawhide Traders Inc.

Avis est donné par les présentes, que « Provincial Rawhide Traders Inc. », corps politique légalement incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, requérra auprès du Secrétaire Provincial de la Province de Québec une autorisation pour abandon de charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de juin, 1966.

Le Secrétaire,
PETER E. GRAHAM.

15877-o

Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc.

Avis est donné que « Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc. », une corporation constituée sous la Loi des Compagnies et ayant sont siège social en la ville de Montréal s'adressera au Secrétaire de la province de

Charters — Surrender of

Blue Service Corporation

Notice is hereby given that "Blue Service Corporation", will request permission to surrender its charter.

Montreal, June 28, 1966.

MAX COBLENTZ, Q.C.,
Attorney for petitioner.

15873-o

Écho des Laurentides Ltée

Take notice that "Écho des Laurentides Ltée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Ste-Agathe-des-Monts, July 4, 1966.

Écho des Laurentides Ltée
DUQUETTE & GODARD,
Attorney for the company.

15874

H. & Z. Construction Inc.

Notice is hereby given that "H. & Z. Construction Inc.", a corporation under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of June 1966.

H. & Z. Construction Inc.
LÉO KRAVITZ,
Attorney.

15875-o

Heatherwood Sales Corporation

Notice is hereby given that "Heatherwood Sales Corporation", will request permission to surrender its charter.

Montreal, June 28, 1966.

MAX COBLENTZ, Q.C.,
Attorney for petitioner.

15876-o

Provincial Rawhide Traders Inc.

Notice is hereby given that "Provincial Rawhide Traders Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of June, 1966.

PETER E. GRAHAM,
Secretary.

15877-o

Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc.

Notice is hereby given that "Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the

Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément au dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 4e jour de juillet, 1966.

Le Secrétaire,

15878-o J. GORUP.

Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies, telle qu'amendée, la compagnie « Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd. », donne avis qu'elle s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et pour faire ordonner son annulation et fixer une date à laquelle elle sera dissoute.

Toronto, Ont., 6 juillet 1966.

Le Secrétaire,

15887 E. P. TOWNDROW.

Laboratoire Trifluvien Inc.

Prenez avis que « Laboratoire Trifluvien Inc. », compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Trois-Rivières, s'adressera au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Trois-Rivières, ce 8e jour de juillet 1966.

La Secrétaire,

15893-o MONIQUE L. TOUSIGNANT.

Birch Developments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Birch Developments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Birch Developments Ltd.

Par le Président,

15934 SHLOMO JAACOBI.

Canadian Structures Limited

Avis est donné que la compagnie « Canadian Structures Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal à Montréal, demandera au secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 5e jour d'avril 1966.

Le Secrétaire,

15935-o JACQUES LEDUC.

Nolin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nolin Inc. », ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 12e jour de juillet 1966.

Les Procureurs de la requérante,

SPIEGEL, SHRIAR,

15936 POLAK & COOPERSTONE.

Sesame Envelopes Limited

Avis est donné que la compagnie « Sesame Envelopes Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec,

Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of July, 1966.

J. GORUP,

15878-o *Secretary.*

Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd.

Under the provision of the Companies' Act, as amended "Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Toronto, Ont., July 6, 1966.

E. P. TOWNDROW,

15887-o *Secretary.*

Laboratoire Trifluvien Inc.

Notice is hereby given that "Laboratoire Trifluvien Inc.", corporation constituted under Quebec Companies Act and having its head office in the city of Trois-Rivières, will apply to the Provincial Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Trois-Rivières, this 8th day of July, 1966.

MONIQUE L. TOUSIGNANT,

15893-o *Secretary.*

Birch Developments Ltd.

Notice is hereby given that "Birch Developments Ltd.", a Corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Birch Developments Ltd.

Per: SHLOMO JAACOBI,

15934-o *President.*

Canadian Structures Limited

Notice is hereby given that "Canadian Structures Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of April 1966.

JACQUES LEDUC,

15935-o *Secretary.*

Nolin Inc.

Notice is hereby given that "Nolin Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1966.

SPIEGEL, SHRIAR,

POLAK & COOPERSTONE,

15936-o *Attorneys for petitioner.*

Sesame Envelopes Limited

Notice is hereby given that "Sesame Envelopes Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its

et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Lachute, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Lachute, Qué., ce 30e jour de juin 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
15937 DOUGLAS GORDON KETTYLE.

head office and principal place of business in the city of Lachute, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Lachute, Que., this 30th day of June 1966.

(Seal) DOUGLAS GORDON KETTYLE,
15937-o *Secretary.*

Compagnies dissoutes

La Compagnie Éduco limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Compagnie Éduco limitée », constituée en corporation le 31 janvier 1961, à compter du 15 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15871-o 15345-60

Cockerel Estates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cockerel Estates Inc. », constituée en corporation le 13 juin 1963, à compter du 15 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15871-o 2601-63

Paris-Rome Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Paris-Rome Realties Ltd. », constituée en corporation le 4 novembre 1963, à compter du 15 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15871-o 3632-63

Produce Sufferance Warehouse Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Produce Sufferance Warehouse Co. Ltd. », constituée en corporation le 6 octobre 1960, à compter du 15 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15871-o 14342-60

Rideau Construction Ltée – Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rideau Construction Ltée – Ltd. », constituée en corporation le 31 janvier 1958, à compter du 15 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15871-o 10207-58

St. Martin Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « St.

Companies Dissolved

La Compagnie Éduco limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie Éduco limitée", incorporated on January 31, 1961, on and from July 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15871 15345-60

Cockerel Estates Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cockerel Estates Inc.", incorporated on June 13, 1963, on and from July 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15871 2601-63

Paris-Rome Realties Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Paris-Rome Realties Ltd.", incorporated on November 4, 1963, on and from July 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15871 3632-63

Produce Sufferance Warehouse Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Produce Sufferance Warehouse Co. Ltd.", incorporated on October 6, 1960, on and from July 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15871 14342-60

Rideau Construction Ltée – Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rideau Construction Ltée – Ltd.", incorporated on January 31, 1958, on and from July 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15871 10207-58

St. Martin Associates Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "St.

Martin Associates Inc. », constituée en corporation le 18 avril 1956, à compter du 15 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 11126-56

Wellington Steel & Metal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Wellington Steel & Metal Ltd. », constituée en corporation le 22 juin 1961 à compter du 15 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15871-o 13198-61

Martin Associates Inc.", incorporated on April 18, 1956, on and from July 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 11126-56

Wellington Steel & Metal Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Wellington Steel & Metal Ltd.", incorporated on June 22, 1961, on and from July 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15871 13198-61

Divers
Compagnies

Dorchester University Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dorchester University Holdings Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
A. M. EDSON.

15879 12496-58

General Finance Corporation Limited

Avis est donné que « General Finance Corporation Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le Secrétaire,
ANDRÉ TREMBLAY.

15880-o 2027-27

Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd.

Règlement « 13 »

La distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires prorata au nombre des actions détenues par chacun est par les présentes autorisée.

Certifié vrai résumé du règlement « 13 » de « Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd. ».

Daté à Toronto, Ont., 6 juillet 1966.

Le Secrétaire,
E. P. TOWNDROW.

15887

Elegant Knitwear Limited

Avis est donné que la compagnie « Elegant Knitwear Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Vice-président,
SERENA HONIGWACHS.

15888 2986-50

Hôpital Archambault (1964) inc.

Avis est donné que l'« Hôpital Archambault (1964) inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Président,
ROBERT LEMYRE.

15889-o 116-65

Hôtel Chambertin limitée

Avis est donné que l'« Hôtel Chambertin limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
THÉRÈSE P. DEVEREAUX.

15890-o 10543-56

Miscellaneous
Companies

Dorchester University Holdings Ltd.

Notice is given that "Dorchester University Holdings Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

A. M. EDSON,
Secretary.

15879-o 12496-58

General Finance Corporation Limited

Notice is hereby given that "General Finance Corporation Limited", has changed the number of its directors from 7 to 3.

ANDRÉ TREMBLAY,
Secretary.

15880 2027-27

Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd.

By-law "13"

The distribution of the assets of the company amongst its shareholders rateably to the numbers of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of by-law "13" of "Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd.".

Dated at Toronto, Ont., July 6, 1966.

E. P. TOWNDROW,
Secretary.

15887-o

Elegant Knitwear Limited

Notice is given that "Elegant Knitwear Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

SERENA HONIGWACHS,
Vice-President.

15888-o 2986-50

Hôpital Archambault (1964) inc.

Notice is hereby given that "Hôpital Archambault (1964) inc.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

ROBERT LEMYRE,
President.

15889 116-65

Hôtel Chambertin limitée

Notice is hereby given that "Hôtel Chambertin limitée", has changed the number of its directors from 4 to 3.

THÉRÈSE P. DEVEREAUX,
Secretary.

15890 10543-56

Les Industries St-Isidore inc.

Avis est donné que « Les Industries St-Isidore inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
HERVÉ BLOUIN.

15891-o 4895-65

Acme Services & Maintenance Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Acme Services & Maintenance Ltd. », a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
H. LUTTERMAN.

15905 14871-59

Blue Bonnets Raceway Inc.

Avis est donné que la compagnie « Blue Bonnets Raceway Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 20 à 21.

Le Secrétaire,
PIERRE MERCIER.

15911-o 10255-58

La Campagne des Fédérations du Grand Montréal The Federated Appeal of Greater Montreal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 juin 1966, approuvé les règlements généraux de « La Campagne des Fédérations du Grand Montréal — The Federated Appeal of Greater Montreal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15912-o 897-66

Club de Patinage artistique Fleur de Lys inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 juillet 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de « Club de Patinage artistique Fleur de Lys inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15913-o 4930-65

Dionne automobiles inc.

Avis est donné que la compagnie « Dionne automobiles inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

La Secrétaire,
MONIQUE DIONNE ÉMOND.

15914-o 13980-58

Dobie Holdings Corp.

Avis est donné que la compagnie « Dobie Holdings Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
S. B. FREED.

15915-o 3413-64

Fonderie Binette inc.

Avis est donné que la compagnie « Fonderie Binette inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
LAURENT SAMSON.

15916-o 13677-55

Les Industries St-Isidore inc.

Notice is hereby given that "Les Industries St-Isidore inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

HERVÉ BLOUIN,
Secretary.

15891 4895-65

Acme Services & Maintenance Ltd.

Notice is given that "Acme Services & Maintenance Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

H. LUTTERMAN,
President.

15905-o 14871-59

Blue Bonnets Raceway Inc.

Notice is given that "Blue Bonnets Raceway Inc.", has changed the number of its directors from 20 to 21.

PIERRE MERCIER,
Secretary.

15911-o 10255-58

La Campagne des Fédérations du Grand Montréal The Federated Appeal of Greater Montreal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 30, 1966, has approved the general by-laws of "La Campagne des Fédérations du Grand Montréal — The Federated Appeal of Greater Montreal", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15912 897-66

Club de Patinage artistique Fleur de Lys inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 8, 1966, approved by-law numbers 1 and 2 of "Club de Patinage artistique Fleur de Lys inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15913 4930-65

Dionne automobiles inc.

Notice is hereby given that "Dionne automobiles inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

MONIQUE DIONNE ÉMOND,
Secretary.

15914 13980-58

Dobie Holdings Corp.

Notice is hereby given that "Dobie Holdings Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

S. B. FREED,
Secretary.

15915 3413-64

Fonderie Binette inc.

Notice is hereby given that "Fonderie Binette inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LAURENT SAMSON,
Secretary.

15916 13677-55

Les Métaux rares (Québec) inc.
(Libre de responsabilité personnelle)
Rare Metals (Quebec) Inc.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Les Métaux rares (Québec) inc. », (Libre de responsabilité personnelle) — « Rare Metals (Quebec) Inc. », (No Personal Liability), a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Président,
JULIEN LEVASSEUR.

15917-o 15911-61

Montreal School Bus Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 juin 1966, approuvé le règlement numéro 1 de « Montreal School Bus Owners Association Inc.— L'Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15918-o 1916-66

Montreal School Bus Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc.

Avis est donné que la compagnie « Montreal School Bus Owners Association Inc.— L'Asso- des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le Secrétaire,
LÉON STEINBERGER.

15918 1916-66

Mr Hanger (Quebec) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mr Hanger (Quebec) Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
R. GRAHAM REA.

15919 1373-66

Orford 67 inc.

Avis est donné que la compagnie « Orford 67 inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
CHARLES LEBLANC.

15920-o 3281-65

Panlaconian Association of Montreal Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 juin 1966, approuvé les règlements généraux de « Panlaconian Association of Montreal Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15921-o 925-66

Petro Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « Petro Services Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
A. WRIGHT.

15922 6159-46

Les Métaux rares (Québec) inc.
(Libre de responsabilité personnelle)
Rare Metals (Quebec) Inc.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Les Métaux rares (Québec) inc.", (Libre de responsabilité personnelle) — "Rare Metals (Quebec) Inc.", (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 3 to 7.

JULIEN LEVASSEUR.
President.

15917 15911-61

Montreal School Bus Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 28, 1966, approved by-law number 1 of "Montreal School Bus Owners Association Inc.— L'Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15918-o 1916-66

Montreal School Bus Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc.

Notice is given that "Montreal School Bus Owners Association Inc.— L'Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

LÉON STEINBERGER,
Secretary.

15918-o 1916-66

Mr Hanger (Quebec) Inc.

Notice is given that "Mr Hanger (Quebec) Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

R. GRAHAM REA.
Secretary.

15919-o 1373-66

Orford 67 inc.

Notice is hereby given that "Orford 67 inc.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

CHARLES LEBLANC,
Secretary.

15920 3281-65

Panlaconian Association of Montreal Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 29, 1966, approved the general by-laws of "Panlaconian Association of Montreal Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15921 925-66

Petro Services Inc.

Notice is given that "Petro Services Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

A. WRIGHT,
Secretary.

15922-o 6159-46

Quebec Association of Protestant School Administrators

Avis est donné que « Quebec Association of Protestant School Administrators », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 12.

Le Secrétaire,
A. P. STEWART.

15923-o 4460-55

Quebec Association of Protestant School Administrators

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 juillet 1966 approuvé les règlements de « Quebec Association of Protestant School Administrators », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15923-o 4460-65

La Résidence d'Anjou ltée

Avis est donné que la compagnie « La Résidence d'Anjou ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4

Le Secrétaire,
MAURICE ROY.

15924-o 2317-66

Les Siliciums de Chicoutimi ltée Chicoutimi Silicon Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Siliciums de Chicoutimi ltée — Chicoutimi Silicon Ltd. », a diminué de 8 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
MAUD DUNCAN.

15925 4826-65

Les Entreprises O'Connell ltée O'Connell Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises O'Connell ltée — O'Connell Enterprises Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE MERCIER.

15938-o 14751-58

W. and F. Limited

Avis est donné que, par une nouvelle procuration, en date du 20e jour de juin 1966, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, le bureau principal dans la province de Québec de « W. and F. Limited », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce en ladite province, en vertu de la Loi des compagnies étrangères a été transporté de 507, place d'Armes, Montréal, à suite 2401, 800 carré Victoria en ladite ville et dans le district judiciaire de Montréal. M. Donald Newton Byers, C.R., de Westmount, demeure agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15939 41-61

Quebec Association of Protestant School Administrators

Notice is given that "Quebec Association of Protestant School Administrators", has changed the number of its directors from 6 to 12.

A. P. STEWART,
Secretary.

15923 4460-55

Quebec Association of Protestant School Administrators

Notice is given that the Provincial Secretary has, on July 8, 1966, approved the by-laws of "Quebec Association of Protestant School Administrators", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province

15923 4460-65

La Résidence d'Anjou ltée

Notice is hereby given that "La Résidence d'Anjou ltée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MAURICE ROY,
Secretary.

15924 2317-66

Les Siliciums de Chicoutimi ltée Chicoutimi Silicon Ltd.

Notice is given that "Les Siliciums de Chicoutimi ltée — Chicoutimi Silicon Ltd.", has changed the number of its directors from 8 to 6.

MAUD DUNCAN,
Secretary.

15925-o 4826-65

Les Entreprises O'Connell ltée O'Connell Enterprises Ltd.

Notice is given that "Les Entreprises O'Connell ltée — O'Connell Enterprises Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

PIERRE MERCIER,
Secretary-Treasurer.

15938-o 14751-58

W. and F. Limited

Notice is given that, by new Power of Attorney, dated the 20th day of June, 1966, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, the Principal office in the province of Quebec of "W. and F. Limited", a company duly authorized to carry on business in the said province, in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 507 Place d'Armes, Montreal, to Suite 2401, 800 Victoria Square, in the said City and in the judicial district of Montreal. Mr. Donald Newton Byers, Q.C., of Westmount, remains the chief agent of the said company in the province of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15939-o 41-61

Sièges sociaux

Dangil Investment Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Dangil Investment Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions

Head Offices

Dangil Investment Corporation

Notice is hereby given that "Dangil Investment Corporation", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act

de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 13e jour d'août 1964, et ayant son siège social en la ville de Mont Royal, en ladite province, a établi son bureau à 2435, chemin Lucerne, en ladite ville.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à ville Mont Royal, ce 12e jour de mai 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
15881 ROBERT STROLL.
3633-64

Les Entreprises Pamo Inc.
Pamo Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Pamo inc.— Pamo Enterprises Inc. », une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 19e jour d'octobre 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1, Place Ville Marie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juin 1966.

Le Secrétaire,
D. H. BUNKER.
15882 4581-64

Marché Aubuchon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marché Aubuchon Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 août, 1965, et ayant son siège social dans la ville de Vimont (Laval) a établi son bureau au numéro 1904 du boulevard des Laurentides.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour de juin, 1966.

Le Président,
BERNARD LAMONTAGNE.
15883-o 3547-65

Bardier Auto Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bardier Auto Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 26 avril 1960, aura sa principale place d'affaires à Sorel, au No 400 du Chemin St-Ours.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Sorel, le 30 mai 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
MME SIMONE ROY-BARDIER.
15898-o 11868-60

Amalgamated Mining Development Corporation Ltd.

Avis est donné que le siège social et principale place d'affaires dans la province de Québec de « Amalgamated Mining Development Corporation Ltd. », dans la province a été transporté à app. 710, 3525, rue Aylmer, ville de Montréal, province de Québec.

Daté à Vancouver, C.B., ce 9e jour de juin A.D., 1966.

Le Procureur de la compagnie,
P. C. G. RICHARDS.
15897 14678-58

on the 13th day of August, 1964, and having its head office in the town of Mount Royal, in the said Province, has established its office at 2435 Lucerne Road in the said town.

From, and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated, at the town of Mount Royal, this 12th day of May, 1966.

ROBERT STROLL,
(Seal) *Secretary.*
15881-o 3633-64

Les Entreprises Pamo Inc.
Pamo Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Pamo Inc.— Pamo Enterprises Inc.", a Company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent, on the 19th day of October, 1964, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 1 Place Ville Marie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considerer by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 7th day of June, 1966.

D. H. BUNKER,
Secretary.
15882-o 4581-64

Marché Aubuchon Inc.

Notice is given that "Marché Aubuchon inc.", incorporated by letters patent dated August 20, 1965, and having its head office in the town of Vimont (Laval), has established its office at number 1904 des Laurentides boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 30th day of June, 1966.

BERNARD LAMONTAGNE,
President.
15883 3547-65

Bardier Auto Inc.

Notice is hereby given that "Bardier Auto Inc.", company incorporated by letters patents issued under the part first of the Quebec Companies Act on April 26, 1960, has its head office at Sorel, 400, Chemin St-Ours.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Sorel, April 30, 1966.

(Seal) MRS. SIMONE ROY-BARDIER,
Secretary.
15898-o 11868-60

Amalgamated Mining Development Corporation Ltd.

Notice is hereby given that the situation of the head office and chief place of business in the Province of Quebec of "Amalgamated Mining Development Corporation Ltd.", has been changed to: apt. 710, 3525 Aylmer Street, in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at Vancouver, B.C., this 9th day of June, A.D. 1966.

P. C. G. RICHARDS,
Solicitor for the company.
15897-o 14678-58

Ouimet & Poulin Construction Co.

Avis est donné que la compagnie « Ouimet & Poulin Construction Co. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 15 avril 1966 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 9341, rue St-Denis, Montréal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14e jour de juin 1966.

Le Président,
S. MARIO OUIMET.

15884-o 1562-66

Bellemare et Morin Auto Ltée

Avis est donné que la compagnie « Bellemare et Morin Auto Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1966, et ayant son bureau principal à Montréal, dans le district de Montréal, a établi son bureau au No 10305, rue Papineau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2ème jour de mai 1966.

Le Président,
JULES BELLEMARE.

15899-o 1208-66

Produits Orbite Ltée

Avis est donné que la compagnie « Produits Orbite Ltée », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 26 mai 1966, et ayant son bureau principal dans la cité de Jacques-Cartier, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 185 rue Vienne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6e jour de juin 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
GILLES RICHER.

15900-o 1964-61

Société Québecoise d'Exploration Minière (SOQUEM)

Avis est donné que la « Société Québécoise d'Exploration Minière (SOQUEM) », constituée en corporation par une loi spéciale du parlement de Québec en date du 15 juillet 1965 et ayant son siège social dans la cité de Ste-Foy, Québec, a établi son bureau au numéro 2383 du chemin Ste-Foy.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ste-Foy, ce 6ème jour de juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
15901-o CLAUDE GENEST.

La Boutique aux Cadeaux Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Boutique aux Cadeaux Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres-patentes datées du 25 avril 1966 et ayant son bureau principal dans la cité de Lévis, province de Québec, a établi son bureau au numéro 44, rue St-Henri.

Ouimet & Poulin Construction Co.

Notice is hereby given that "Ouimet & Poulin Construction Co.", incorporated by letters patent enacted on April 15, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 9341 St-Denis Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of June, 1966.

S. MARIO OUIMET,
President.

15884 1562-66

Bellemare et Morin Auto Ltée

Notice is hereby given that "Bellemare et Morin Auto Ltée", incorporated by letters patent dated March 21, 1966, and having its head office at Montreal, in the district of Montreal, has established its office at 10305 Papineau Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on this 2nd day of May, 1966.

JULES BELLEMARE,
President.

15899 1208-66

Produits Orbite Ltée

Notice is hereby given that "Produits Orbite Ltée", incorporated by letters patent, dated May 26, 1966, and having its head office in the City of Jacques-Cartier, district of Montreal, has established its office at number 185 Vienne St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 6th day of June, 1966.

(Seal) GILLES RICHER,
Secretary.

15900 1964-61

Quebec Mining Exploration Company (SOQUEM)

Notice is hereby given that "Quebec Mining Exploration Company (SOQUEM)", incorporated by a Special Act of the Quebec Parliament on July 15, 1965, and having its head office in the city of Ste-Foy, Quebec, has established its office at 2383 Ste-Foy Road.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ste-Foy, on this 6th day of July, 1966.

CLAUDE GENEST,
15901 *Secretary-Treasurer.*

La Boutique aux Cadeaux Inc.

Notice is given that "La Boutique aux Cadeaux inc.", incorporated in the province of Quebec by letters patent dated April 25, 1966, and having its head office in the city of Lévis, province of Quebec, has established its office at number 44 St-Henri Street.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lévis, ce 4e jour de juillet 1966.

Le Président de la compagnie,
LUC DION.

15906-o 1718-66

From and fater the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Lévis, this 4th day of July, 1966.

LUC DION,
President of the company.

15906 1718-66

Delmont Construction Ltée

Avis est donné que la compagnie « Delmont Construction Ltée », a changé son siège social du numéro 908, rue St-François-Xavier, au numéro 3343, rue Foucher, cité de Trois-Rivières.

Le Président,
A. DEMONTIGNY.

15907-o 11528-62

Delmont Construction Ltée

Notice is hereby given that "Delmont Construction Ltée", has changed its head office from 908 St. François-Xavier Street, to 3343 Foucher Street, city of Trois-Rivières.

A. DEMONTIGNY,
President.

15907-o 11528-62

E.C.P.I. (École de Cybernétique et de Programmation Inc.)

Avis est donné que la compagnie « E.C.P.I. (École de Cybernétique et de Programmation Inc.) », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 22 avril 1965, a transporté son siège social de 50 Place Crémazie, suite 1406, ville de Montréal, Province de Québec, à 1421 de la rue Atwater, ville de Montréal, province de Québec.

Montréal, ce 4e jour de juillet 1966.

Le Président,
ANDRÉ J. DUCHESNAY.

15908-o 1893-65

E.C.P.I. (École de Cybernétique et de Programmation Inc.)

Notice is hereby given that "E.C.P.I. (École de Cybernétique et de Programmation Inc.)", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 22, 1965, has moved its head office from 50 Place Crémazie, Room 1406, city of Montreal, province of Quebec, to 1421 Atwater Street, city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, this 4th day of July, 1966.

André J. DUCHESNAY,
President.

15908-o 1893-65

Electronic Computer Programming Institute of Montreal Inc.
Institut de Programmation sur Ordinateurs Électroniques de Montréal Inc.

Avis est donné que la compagnie «Electronic Computer Programming Institute of Montreal Inc.— Institut de programmation sur Ordinateurs Électroniques de Montréal Inc.», constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 22 juin 1965, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau d'affaires au numéro 1421 de la rue Atwater dans ladite ville de Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 4e jour de juillet 1966.

Le Président,
ANDRÉ J. DUCHESNAY.

15909-o 2925-65

Electronic Computer Programming Institute of Montreal Inc.
Institut de Programmation sur Ordinateurs Électroniques de Montréal Inc.

Notice is hereby given that "Electronic Computer Programming Institute of Montreal Inc.— Institut de Programmation sur Ordinateurs Électroniques de Montréal Inc.", incorporated by letters patent dated June 22, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its business place at 1421 Atwater Street in the said city of Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 4th day of July, 1966.

ANDRÉ J. DUCHESNAY,
President.

15909-o 2925-65

Mr Hanger (Quebec) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mr Hanger (Quebec) Inc. », a transporté son siège social de Saint-Hyacinthe, à 4950, rue Hickmore, St-Laurent.

Le Secrétaire,
R. GRAHAM REA.

15919 1373-66

Mr Hanger (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that "Mr Hanger (Quebec) Inc.", has transferred its head office from Saint-Hyacinthe, to 4950 Hickmore Street, St-Laurent.

R. GRAHAM REA,
Secretary.

15919-o 1373-66

St-Eustache transport inc.

Avis est donné que la compagnie « St-Eustache transport inc. », a changé son siège social de St-Eustache à Montréal.

Le Secrétaire,
FRANÇOIS FORGET.

15927-o 1685-47

St-Eustache transport inc.

Notice is hereby given that "St-Eustache transport inc.", has changed its head office from St-Eustache to Montreal.

FRANÇOIS FORGET,
Secretary.

15927 1685-47

Continental Housing Corporation

Avis est donné que la compagnie « Continental Housing Corporation », a changé son siège social de 178, avenue Cartier, en la cité de Pointe Claire, à suite 3301, 1155, boulevard Dorchester ouest, en la cité de Montréal.

Le Secrétaire,
H. McMULLEN.

15926 3344-50

Lavoto Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lavoto Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du troisième jour de juin 1966, et ayant son bureau principal dans la cité de Drummondville, a établi son bureau au numéro 797 de la rue Saint-Georges.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, ce 15e jour de juin 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
P. FILIATREAULT.

15940-o 2381-66

Continental Housing Corporation

Notice is given that "Continental Housing Corporation", has transferred its head office from 178 Cartier Avenue, in the city of Pointe Claire, to suite 3301, 1155 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

H. McMULLEN,
Secretary.

15926-o 3344-50

Lavoto Inc.

Notice is hereby given that "Lavoto Inc.", incorporated by letters patent, on the third day of June, 1966, and having its head office in the city of Drummondville, has established its office at 797 Saint-Georges Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Drummondville, this 15th day of June, 1966.

(Seal) P. FILIATREAULT,
Secretary-Treasurer.

15940-o 2381-66

Liquidation — Avis de

La Caisse Populaire de St-Fidèle

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres de « La Caisse Populaire de St-Fidèle », tenue à St-Fidèle, le 8 juin 1966, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social, et que MM. Alphonse Gaudet, Armand Gendron et Edgar Thériault ont été nommé liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15941-o 718-43

Les Entreprises Collin & Tremblay inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Les Entreprises Collin & Tremblay inc. », tenue à Baie-Comeau, le 15 avril 1966, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus 1964, chapitre 281), et que MM. Marcel Collin, Maurice Tremblay et Réal Gervais ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15942-o 1451-64

Winding up Notices

La Caisse Populaire de St-Fidèle

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire de St-Fidèle", held at St-Fidèle, on June 8, 1966, it has been resolved that the affairs of the said company be wound up and that it be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Alphonse Gaudet, Armand Gendron and Edgar Thériault have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15941 718-43

Les Entreprises Collin & Tremblay inc.

Notice is hereby given at a special general meeting of the shareholders of "Les Entreprises Collin & Tremblay inc.", held at Baie-Comeau, on April, 15, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, in accordance with the Winding-up Act (Revised Statutes, 1964, chapter 281), and that Messrs. Marcel Collin, Maurice Tremblay and Réal Gervais have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15942 1451-64

Ministère de l'Éducation

Mattawin

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Mattawin, dans le comté de Laviolette, à la municipalité scolaire de St-Roch-de-Mékinac.

Québec, le 5 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

15860-27-2-o 107-63

Department of Education

Mattawin

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Mattawin, in the county of Laviolette, to the school municipality of St-Roch-de-Mékinac.

Quebec, July 5, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

15860-27-2 107-63

La Presqu'Ile

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la Presqu'Ile, dans le comté de l'Assomption à la municipalité scolaire de St-Paul-l'Ermite, dans le même comté.

Québec, le 7 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

15943-28-2-o 105-63

La Presqu'Ile

Application is made to annex the present territory of the school municipality of La Presqu'Ile, in the county of l'Assomption, to the school municipality of St-Paul-l'Ermite, in the same county.

Quebec, July 7, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

15943-28-2 105-63

Commission scolaire régionale La Vérendry

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1031, en date du 23 juin 1966, de changer le nom de la commission scolaire régionale La Vérandrye en celui de la commission scolaire régionale La Vérendrye.

Ce changement prend effet immédiatement.

Québec, le 8 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

15944-o 250-61

La Vérendry regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1031, dated June 23, 1966, to change the name of La Vérandrye Regional School Board to that of La Vérendrye Regional School Board.

This change takes effect immediately.

Quebec, July 8, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

15944 250-61

Ministère des Finances

Fidelity-Phenix Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Fidelity-Phenix Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie étant dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Continental Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 8 octobre 1965;

Attendu que « The Continental Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Fidelity-Phenix Insurance Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Fidelity-Phenix Insurance Company », sont annulés à compter du 29 juin 1966.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 juin 1966.

Pour le Ministre des finances de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

15885-28-2-o

Department of Finance

Fidelity-Phenix Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Fidelity-Phenix Insurance Company", whose head office if situated in New-York, State of New York, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Continental Insurance Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 8th of October 1965;

Whereas "The Continental Insurance Company", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Fidelity-Phenix Insurance Company", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Fidelity-Phenix Insurance Company" are cancelled as from the 29th of June 1966.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of June 1966.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

15885-28-2-o

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de la Rivière Laval)
sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 29 juin 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
15949-o MAURICE BELLEMARRE.

N-4.1 area extending from Pointe Laval — Pointe Orient (in line with the bridge on the Laval River)
are toxic to a point unsafe for use as *a raw food or in canning.*

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to close the said areas to fishing and to forbid whomsoever to fish, to take or to have in his posession, clams from the said areas.

Quebec, June 29, 1966.

MAURICE BELLEMARRE,
15949 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère du Travail

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames dans la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523 du 11 mai 1955 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1094 du 7 juillet 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnel et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1966 au 30 juin 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 523 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés, sauf les gérants, surveillants, contremaîtres et employés de bureau.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 523 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surveillants, contremaîtres et employés de bureau.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit produire un rapport mensuel de sa liste de paye en double sur des formules de rapport fournies par le Comité conjoint. Ce rapport doit indiquer: les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la qualification de celui-ci, le nombre d'heures régulières et supplémentaires de travail effectuées chaque jour, la nature de tel travail, le salaire payé avec mention. de mode et de l'époque de paiement. Ledit rapport mensuel doit être signé par l'employeur ou par une personne autorisée à cette fin. L'original du rapport de la liste de paye doit être transmis au bureau du Comité conjoint avant le dix (10) du mois suivant.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au moyen d'une retenue sur le salaire de chacun de ses salariés, les sommes payables au Comité conjoint, et en faire la remise accompagnée de sa propre cotisation, au

Department of Labour

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec (established in pursuance of decree number 523 of May 11, 1955 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned. A by-law, approved by Order in Council number 1094 of July 7, 1966, authorizes this levy.

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1966 to June 30, 1967; the levy shall apply as follows:

(*a*) All professionel employers subject to the said decree number 523 and its amendments must pay to the Joint Committee a sum equal to ½ of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees.

(*b*) All employees subject to the decree number 523 and its amendments, must contribute to the Joint Committee a sum equal to ½ of 1% of their salaries, bonuses and allowances, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees.

2. *Mode of Collection*

The professional employer must make a monthly payroll report, in duplicate, the forms of which are to be supplied by the Joint Committee. This report shall indicate the surname, christian names and redidence of each employee in his employ, the competency of each employee, the regular and extra hours worked each day, the nature of such work, as well as the wages paid therefore, with mention of the mode and time of payment. Such monthly payroll report is to be signed by the employer or a duly authorized agent. The original of the payroll report shall be sent to the offices of the Joint Committee before the tenth (10th) day of the following month.

The professional employer must collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums payable to the Joint Committee and remit the amount so collected to the said Joint Committee together with his

plus tard quatre (4) jours après la date où les salaires hebdomadaires étaient payables aux salariés.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de Convention collective, le Comité conjoint doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames dans la Province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1966 et le 30 juin 1967.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONFECTION POUR DAMES DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et déboursés prévus pour la période du 1er juillet 1966 au 30 juin 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 47,300.00
Cotisations ouvrières	47,300.00
Pénalités et amendes	900.00
Dommages: intérêts liquidés	500.00
Intérêts sur placements	1,300.00
Intérêts de banque	50.00
Impôt fédéral	2,800.00
Impôt provincial	1,800.00
Assurance-chômage	400.00
Régime de rentes du Québec	900.00
Assurance-vie-santé	75.00
Fonds de pension	800.00
Congés payés en fiducie	1,700.00
	$105,950.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 10,600.00
Salaire du personnel	32,600.00
Salaires des inspecteurs	11,600.00
Frais d'inspection	6,500.00
Loyer et taxes	7,600.00
Frais judiciaires	4,500.00
Frais de vérification	1,400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	2,900.00
Poste, téléphone, télégramme	1,100.00
Intérêt, échange, agios	20.00
Abonnement et publicité	200.00
Frais de déplacement (membres du Comité)	1,200.00
Frais d'affiliation	275.00
Assurance-chômage	800.00
Assurance-groupe	350.00
Assurance-vie-santé	300.00
Régime de rentes du Québec	1,800.00
Assurance caution	10.00
Assurances générales	550.00
Fonds de pension	2,000.00
Impôt fédéral	2,800.00
Impôt provincial	1,800.00
Congés payés	1,700.00
	$ 92,605.00
Excédent des recettes sur les déboursés avant dépréciation	$ 13,345.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, juillet 16, 1966. 15910-o

own assussment, not later than four (4) days after the date when the said weekly wages were payable to the employees.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Joint Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Québec for the period extending from July 1, 1966, to June 30, 1967.

JOINT COMMITTEE OF THE LADIES' CLOAK AND SUIT INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period beginning on July 1, 1966, and ending on June 30, 1967.

Receipts:	
Assessments of employers	$ 47,300.00
Assessments of employees	47,300.00
Penalties and fines	900.00
Damages: interest liquidated	500.00
Interest on investments	1,300.00
Bank interest	50.00
Federal income tax	2,800.00
Provincial income tax	1,800.00
Unemployment insurance	400.00
Quebec Pension Plan	900.00
Life and health insurance	75.00
Pension fund	800.00
Holidays with pay in truct	1,700.00
	$105,950.00
Disbursements:	
Salary of secretary	$ 10,600.00
Salaries of personnel	32,600.00
Salaries of inspectors	11,600.00
Inspection expenses	6,500.00
Rent and taxes	7,600.00
Legal fees and expenses	4,500.00
Audit fees	1,400.00
Printing, stationery, office equipment	2,900.00
Postage, telephone, telegrams	1,100.00
Interest, exchange, agio	20.00
Subscriptions and publicity	200.00
Travelling expenses (members of Committee)	1,200.00
Affiliation expenses	275.00
Unemployment insurance	800.00
Group incurance	350.00
Life and health insurance	300.00
Québec Pension Plan	1,800.00
Surety insurance	10.00
General insurances	550.00
Pension fund	2,000.00
Federal income tax	2,800.00
Provincial income tax	1,800.00
Holidays with pay	1,700.00
	$ 92,605.00
Surplus of receipts over disbursements prior to depreciation	$ 13,345.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 16, 1966. 15910-o

Ministère de la Voirie

Avis

Les sections ci-après énumérées de l'ancienne route No 49 (Black Lake – St-Pierre-les-Becquets) dans la municipalité de la ville de Black Lake, comté de Mégantic, ne seront plus à l'avenir entretenues par le ministère de la Voirie:

Une section de 200 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 324-13, 324-12 et 324-251; une section de 250 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 324-11, 324-204-1, 324-11-B et 324-11-N.S.

Québec, 28 juin 1966.

Le Ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

15903-o

Department of Roads

Notice

The sections hereinafter enumerated of the former Route No. 49 (Black Lake – St-Pierre-les-Becquets) in the municipality of the town of Black Lake, county of Megantic, will no longer be maintained by the Department of Roads:

A section of 200 feet southwest of the new road, facing lots Nos. 324-13, 324-12 and 324-251; a section of 250 feet southwest of the new highway, facing lots Nos. 324-11, 324-204-1, 324-11-B and 324-11-N.S.

Quebec, June 28, 1966.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

15903

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt juin 1966, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au huit septembre 1966.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt juin 1966, vous convoquons par les présentes pour le huit septembre 1966, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le quinze juin 1966 et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

Le Secrétaire associé de la chancellerie à Québec,
JEAN SENÉCAL.

15613-24-12-o

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec had been convoked, in view of the dispatch of business, for the twentieth day of June, 1966, but that for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of said Province, deemed it advisable to prorogue the said Legislature to the eighth day of September, 1966.

THEREFORE, We now inform you that you are no longer required to meet on the twentieth day of June, 1966, but hereby convene you for the eighth day of September, 1966, and, consequently, command and order you to meet on said date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Government House, at Quebec, this fifteenth day of June, 1966 and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SENÉCAL,
Clerk associate of the Crown in Chancery, Quebec.

15613-24-12-o

Soumissions

Ville de Maniwaki
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées en endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo-Paul Grondin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 3 août 1966, pour l'achat de $70,000 d'obligations de la ville de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er août 1966 et remboursables par séries du 1er août 1967 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 244 — $20,000 — centre culturel; 247 — $50,000 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1966.

Tableau d'amortissement — $70,000 — 15 ans

Année	*Capital*
1er août 1967	$2,500
1er août 1968	2,500
1er août 1969	2,500
1er août 1970	3,500
1er août 1971	3,500
1er août 1972	3,500
1er août 1973	4,000
1er août 1974	4,500
1er août 1975	5,000
1er août 1976	5,000
1er août 1977	6,000
1er août 1978	6,500
1er août 1979	7,000
1er août 1980	7,000
1er août 1981	7,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à coutte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 3 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dames, Maniwaki, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 8 juillet 1966. *Le Secrétaire-trésorier,*
LÉO-PAUL GRONDIN.

Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame,
C. P. 1060, Maniwaki, (Gatineau), P.Q.
Téléphone: 449-2800, code 819. 15892-o

Tenders

Town of Maniwaki
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léo-Paul Grondin, secretary-treasurer, Town Hall, 106 Notre-Dame Street, Maniwaki, county of Gatineau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, August 3, 1966, for the purchase of an issue of $70,000 of bonds for the town of Maniwaki, county of Gatineau, dated August 1, 1966, and redeemable serially from August 1, 1967 to August 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to matutiries.

By-laws Nos: 244 — $20,000 — cultural centre; 247 — $50,000 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1966.

Table of redemption — $70,000 — 15 years

Year	*Capital*
August 1, 1967	$2,500
August 1, 1968	2,500
August 1, 1969	2,500
August 1, 1970	3,500
August 1, 1971	3,500
August 1, 1972	3,500
August 1, 1973	4,000
August 1, 1974	4,500
August 1, 1975	5,000
August 1, 1976	5,000
August 1, 1977	6,000
August 1, 1978	6,500
August 1, 1979	7,000
August 1, 1980	7,000
August 1, 1981	7,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 3, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 106 Notre-Dame Street, Maniwaki, county of Gatineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau), July 8, 1966. LÉO-PAUL GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 106 Notre-Dame Street,
P.O. Box 1060, Maniwaki, (Gatineau), P.Q.
Telphone: 449-2800, code 819. 15892

Paroisse de St-Jean-l'Évangéliste
Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges-Émile Bouchard, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., Bureau de la corporation, 39, Chemin Grand Bernier, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q., et par après de 7.30 heures p.m. a 8 heures p.m. à la salle de l'École St-Patrick, Coin rue Towner et Chemin Richelieu, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q., lundi, le 1er août 1966 pour l'achat de $500,000 d'obligations de la paroisse de St-Jean-l'Évangéliste, comté de St-Jean, datées du 1er août 1966 et remboursables par séries du 1er août 1967 au 1er août 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 86 — $25,000 — réseau d'égouts sanitaires; 87 — $475,000 — réseau d'aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1966.

Tableau d'amortissement — $500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1967	$3,000
1er août 1968	3,000
1er août 1969	4,000
1er août 1970	3,500
1er août 1971	3,500
1er août 1972	4,500
1er août 1973	4,500
1er août 1974	5,000
1er août 1975	5,000
1er août 1976	6,000
1er août 1977	6,000
1er août 1978	6,500
1er août 1979	6,500
1er août 1980	7,000
1er août 1981	7,500
1er août 1982	7,500
1er août 1983	8,000
1er août 1984	9,000
1er août 1985	9,500
1er août 1986	390,500

De plus des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à coute échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1er août 1966, à 8 heures du soir, à la salle de

Parish of St-Jean-l'Évangéliste
County of St-Jean

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges-Émile Bouchard, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Corporation Office, 39 Grand Bernier Road, St-Jean, county of St-Jean, P.Q., and after from 7:30 p.m., to 8:00 p.m., at the St-Patrick School Hall, Corner of Towner Street and Richelieu Road, St-Jean, county of St-Jean, P.Q., Monday, on August 1, 1966, for the purchase of an issue of $500,000 of bonds for the Parish of St-Jean-l'Évangéliste, county of St-Jean, dated August 1, 1966, and redeemable serially from August 1, 1967 to August 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 86 — $25,000 — sanitary sewer systems; 87 — $475,000 — aqueduct systems.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1966.

Table of redemption — $500,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1967	$3,000
August 1, 1968	3,000
August 1, 1969	4,000
August 1, 1970	3,500
August 1, 1971	3,500
August 1, 1972	4,500
August 1, 1973	4,500
August 1, 1974	5,000
August 1, 1975	5,000
August 1, 1976	6,000
August 1, 1977	6,000
August 1, 1978	6,500
August 1, 1979	6,500
August 1, 1980	7,000
August 1, 1981	7,500
August 1, 1982	7,500
August 1, 1983	8,000
August 1, 1984	9,000
August 1, 1985	9,500
August 1, 1986	390,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudiciation shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jean.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, August 1, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the St-

l'école St-Patrick, Coin rue Towner et Chemin Richelieu, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-l'Évangéliste, (Comté de St-Jean), ce 7 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-ÉMILE BOUCHARD.

Bureau de la corporation,
39, Chemin Grand Bernier,
St-Jean, (St-Jean), P.Q.
Téléphone: 347-1012, code 514. 15902-o

Ville d'Orsainville
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Létourneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 4215, ave des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 2 août 1966, pour l'achat de $325,000 d'obligations de la ville d'Orsainville, comté de Chauveau, datées du 1er août 1966 et remboursables par series du 1er août 1967 au 1er août 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 246 — $560 — aqueduc et égouts; 249 — $200 — égouts et voirie; 252 — $1,600 — aqueduc et égouts; 258 — $20,103 — égouts, voirie, etc.; 260 — $1,000 — égouts et voirie; 267 — $218 — voirie; 269 — $25,311 — égouts et voirie; 284 — $39,619 — égouts, voirie, etc.; 286 — $18,071 — aqueduc et égouts; 287 — $5,378 — égouts, voirie, etc.; 290 — $20,000 — hôtel de ville; 295 — $31,500 — aqueduc et égouts; 296 — $161,500 — consolidation de dettes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1966.

Tableau d'amortissement — $325,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1967	$ 4,000
1er août 1968	4,000
1er août 1969	5,000
1er août 1970	5,000
1er août 1971	5,000
1er août 1972	5,000
1er août 1973	5,500
1er août 1974	6,000
1er août 1975	6,500
1er août 1976	6,500
1er août 1977	6,500
1er août 1978	7,500
1er août 1979	8,000
1er août 1980	8,500
1er août 1981	9,000
1er août 1982	9,500
1er août 1983	9,500
1er août 1984	10,000
1er août 1985	11,000
1er août 1986	193,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Patrick School Hall, Corner of Towner Street and Richelieu Road, St-Jean, county of St-Jean, P.Q.

The council does not bend itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-l'Évangéliste, (County of St-Jean), July 7, 1966.

GEORGES-ÉMILE BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office,
39 Grand Bernier Road,
St-Jean, (St-Jean), P.Q.
Telephone: 347-1012, code 514. 15902

Town of Orsainville
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand Létourneau, secretary-treasurer, Town Hall, 4215 Sauges Avenue, Orsainville, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 2, 1966, for the purchase of an issue of $325,000 of bonds for the town of Orsainville, county of Chauveau, dated August 1, 1966, and redeemable serially from August 1, 1967 to August 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 246 — $500 — aqueduct and sewers; 249 — $200 — sewers and roads; 252 — $1,600 — aqueduct and sewers; 258 — $20,103 — sewers, roads etc.; 260 — $1,000 — sewers, roads; 267 — $218 — roads; 269 — $25,311 — sewers, roads; 284 — $39,619 — sewers, roads; etc.; 286 — $18,071 — aqueduct and sewers, 287 — $5,378 — sewers, roads etc.; 290 — $20,000 — Town Hall; 295 — $31,500 — aqueduct and sewers; 296 — $161,500 — consolidation of Debts.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1966.

Table of redemption — $325,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1967	$ 4,000
August 1, 1968	4,000
August 1, 1969	5,000
August 1, 1970	5,000
August 1, 1971	5,000
August 1, 1972	5,000
August 1, 1973	5,500
August 1, 1974	6,000
August 1, 1975	6,500
August 1, 1976	6,500
August 1, 1977	6,500
August 1, 1978	7,500
August 1, 1979	8,000
August 1, 1980	8,500
August 1, 1981	9,000
August 1, 1982	9,500
August 1, 1983	9,500
August 1, 1984	10,000
August 1, 1985	11,000
August 1, 1986	193,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 4215, ave des Sauges, Orsainville, comté de Cahuveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Chauveau), ce 12 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND LÉTOURNEAU.

Hôtel de Ville, 4215, ave des Sauges,
Orsainville, (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 623-5431, code 418. 15945-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, August 2, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 4215 Sauges Avenue, Orsainville, county of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville, (County of Chauveau), July 12, 1966.

ARMAND LÉTOURNEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 4215 des Sauges Avenue,
Orsainville, (Chauveau), P.Q.
Telephone: 623-5431, code 418. 15945

Ville de St-Eustache
Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Hémond, greffier, Hôtel de Ville, 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 3 août 1966, pour l'achat de $750,500 d'obligations de la ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er août 1966 et remboursables par séries du 1er août 1967 au 1er août 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 493 — $47,900 — aqueduc et égouts; 497 (510) — $335,000 — aréna; 498 — $57,100 — aqueduc et égouts; 507 — $175,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 517 — $114,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 519 — $21,500 — aqueduc et égouts

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1966.

Tableau d'amortissement — $750,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1967	$ 4,500
1er août 1968	6,000
1er août 1969	7,000
1er août 1970	7,000
1er août 1971	7,000
1er août 1972	8,000
1er août 1973	8,000
1er août 1974	8,000
1er août 1975	9,000
1er août 1976	9,000
1er août 1977	10,000
1er août 1978	10,000
1er août 1979	11,000
1er août 1980	12,000
1er août 1981	12,000

Town of St-Eustache
County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Hémond, town clerk, Town Hall, 235 St-Eustache Street, St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, August 3, 1966, for the purchase of an issue of $750,500 of bonds for the town of St-Eustache, county of Two-Mountains, dated August 1, 1966, and redeemable serially from August 1, 1967 to August 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 493 — $47,900 — aqueduct and sewers; 497 (510) — $335,000 — arena; 498 — $57,100 — aqueduct and sewers; 507 — $175,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 517 — $114,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 519 — $21,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1966.

Table of redemption — $750,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1967	$ 4,500
August 1, 1968	6,000
August 1, 1969	7,000
August 1, 1970	7,000
August 1, 1971	7,000
August 1, 1972	8,000
August 1, 1973	8,000
August 1, 1974	8,000
August 1, 1975	9,000
August 1, 1976	9,000
August 1, 1977	10,000
August 1, 1978	10,000
August 1, 1979	11,000
August 1, 1980	12,000
August 1, 1981	12,000

1er août 1982	$ 13,000
1er août 1983	14,000
1er août 1984	15,000
1er août 1985	15,000
1er août 1986	565,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 3 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté des Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Eustache, (Comté de Deux-Montagnes), ce 12 juillet 1966.

Le Greffier,
HENRI HÉMOND.

Hôtel de Ville, 235, rue St-Eustache,
St-Eustache, (Deux-Montagnes), P.Q.,
Téléphone: 473-4668, code 514. 15946-o

Ville de Ste-Philomène
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Bernard Roussel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 14-A, rue Vervais, Ste-Philomène, comté de Châteauguay, P.Q., mardi, le 2 août 1966, jusqu'à 8 heures du soir, pour l'achat de $149,500 d'obligations de la ville de Ste-Philomène, comté de Châteauguay, datées du 1er août 1966 et remboursables par séries du 1er août 1967 au 1er août 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 71 — $149,500 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1966.

Tableau d'amortissement — $149,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1967	$ 4,000
1er août 1968	4,500
1er août 1969	4,500
1er août 1970	5,000
1er août 1971	5,000
1er août 1972	5,500
1er août 1973	6,000
1er août 1974	6,000
1er août 1975	6,500

August 1, 1982	$ 13,000
August 1, 1983	14,000
August 1, 1984	15,000
August 1, 1985	15,000
August 1, 1986	565,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 3, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 235 St-Eustache Street, St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Eustache, (County of Two-Mountains), July 12, 1966.

HENRI HÉMOND,
Town Clerk.

Town Hall, 235 St-Eustache Street,
St-Eustache, (Two-Mountains), P.Q.,
Telephone: 473-4668, code 514. 15946

Town of Ste-Philomène
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Bernard Roussel, secretary-treasurer, Town Hall, 14-A, Vervais Street, Ste-Philomène, county of Châteauguay, P.Q., Tuesday, August 2, 1966, until 8:00 o'clock p.m., for the purchase of an issue of $149,500 of bonds for the town of Ste-Philomène, county of Châteauguay, dated August 1, 1966, and redeemable serially from August 1, 1967 to August 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 71 — $149,500 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1966.

Table of redemption — $149,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1967	$ 4,000
August 1, 1968	4,500
August 1, 1969	4,500
August 1, 1970	5,000
August 1, 1971	5,000
August 1, 1972	5,500
August 1, 1973	6,000
August 1, 1974	6,000
August 1, 1975	6,500

1er août 1976	$7,000
1er août 1977	7,500
1er août 1978	8,000
1er août 1979	8,000
1er août 1980	8,500
1er août 1981	9,000
1er août 1982	9,500
1er août 1983	10,500
1er août 1984	11,000
1er août 1985	11,500
1er août 1986	12,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Martine, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 août 1966, à 8 heures du soir, à la salle de l'École St-René, 14, rue Vervais, Ste-Philomène, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Philomène, (Comté de Châteauguay), ce 8 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
BERNARD ROUSSEL.

Hôtel de Ville, 14-A, rue Vervais,
Ste-Philomène, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 691-1271, code 514. 15947-o

August 1, 1976	$7,000
August 1, 1977	7,500
August 1, 1978	8,000
August 1, 1979	8,000
August 1, 1980	8,500
August 1, 1981	9,000
August 1, 1982	9,500
August 1, 1983	10,500
August 1, 1984	11,000
August 1, 1985	11,500
August 1, 1986	12,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Martine, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 2, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the St-René School Hall, 14 Vervais Street, Ste-Philomène, county of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any fo the tenders.

Ste-Philomène, (County of Châteauguay), July 8, 1966.

BERNARD ROUSSEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 14-A Vervais Street,
Ste-Philomène, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 691-1271, code 514. 15947

La Commission scolaire régionale Maisonneuve
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. Lapointe, secrétaire-trésorier, 3620, Blvd Lévesque, (Chomedey), ville de Laval, (Laval), P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 1er août 1966, pour l'achat de $900,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Maisonneuve, comté de Laval, datées du 1er août 1966 et remboursables par séries du 1er août 1967 au 1er août 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 15 novembre 1965 — $900,000 — achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1966.

Regional school board of Maisonneuve
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Lapointe, secretary-treasurer, 3620 Lévesque Blvd., (Chomedey), town of Laval, (Laval), P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, August 1, 1966, for the purchase of an issue of $900,000 of bonds for the Regional School Board of Maisonneuve, county of Laval, dated August 1, 1966, and redeemable serially from August 1, 1967 to August 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution date November 15, 1965 — $900,000 — buying of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1966.

Tableau d'amortissement — $900,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1967	$25,000
1er août 1968	26,000
1er août 1969	28,000
1er août 1970	29,000
1er août 1971	31,000
1er août 1972	33,000
1er août 1973	35,000
1er août 1974	37,000
1er août 1975	39,000
1er août 1976	41,000
1er août 1977	43,000
1er août 1978	46,000
1er août 1979	49,000
1er août 1980	52,000
1er août 1981	55,000
1er août 1982	59,000
1er août 1983	62,000
1er août 1984	66,000
1er août 1985	70,000
1er août 1986	74,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire d'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à ville de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 1er août 1966, à 8.30 heures du soir, 3620, Blvd Lévesque, (Chomedey) ville de Laval, comté de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, (Comté de Laval), ce 12 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
L. LAPOINTE.

3620, Blvd Lévesque, (Chomedey),
Ville de Laval, (Laval), P.Q.
Téléphone: 688-3781, code 514. 15953-o

Table of redemption — $900,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1967	$25,000
August 1, 1968	26,000
August 1, 1969	28,000
August 1, 1970	29,000
August 1, 1971	31,000
August 1, 1972	33,000
August 1, 1973	35,000
August 1, 1974	37,000
August 1, 1975	39,000
August 1, 1976	41,000
August 1, 1977	43,000
August 1, 1978	46,000
August 1, 1979	49,000
August 1, 1980	52,000
August 1, 1981	55,000
August 1, 1982	59,000
August 1, 1983	62,000
August 1, 1984	66,000
August 1, 1985	70,000
August 1, 1986	74,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by cheque payable at par at the town of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 1, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at 3620 Lévesque Blvd., (Chomedey), town of Laval, county of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, (County of Laval), July 12, 1966.

L. LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

3620, Lévesque Blvd., (Chomedey),
Town of Laval, (Laval), P.Q.
Telephone: 688-3781, code 514. 15953

Syndicat professionnel

L'Association professionnelle des Acheteurs de bois de Beauce, Dorchester et Frontenac

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association professionnelle des Acheteurs de bois de Beauce, Dorchester et Frontenac », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 12 juillet 1966.

Professional Syndicate

L'Association professionnelle des Acheteurs de bois de Beauce, Dorchester et Frontenac

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association professionnelle des Acheteurs de bois de Beauce, Dorchester et Frontenac", has been authorized by the Provincial Secretary on July 12, 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Morissette Station, district judiciaire de Beauce.

Québec, le 12 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15948-o 94-66

The head office of the said professional syndicate is situated at Morissette Station, judicial district of Beauce.

Quebec, July 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

15948 94-66

Ventes — Loi de faillite

Mario Lévesque

Canada, Province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure (en matière de faillite) No 134F; dans l'affaire de la faillite de: Mario Lévesque, commerçant, Cabano, Qué.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le NEUVIÈME jour d'AOÛT 1966, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Cabano, comté de Témiscouata, l'immeuble suivant:

« Un emplacement en la paroisse de St-Mathias de Cabano, mesurant cent dix pieds de largeur en front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front au nord-est au chemin Caldwell, au sud-est au terrain de Joseph Bérubé, au sud-ouest au terrain dudit Joseph Bérubé, et au nord-ouest au terrain de J. Amédée Cyr; lequel emplacement fait partie du lot numéro vingt et un (P. de 21) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Louis du Ha! Ha!

Un terrain de figure irrégulière situé dans la municipalité de la paroisse de St-Mathias de Cabano, comté de Témiscouata, du côté sud-ouest de la route Cabano-Squatteck; connu comme faisant partie du lot numéro vingt et un (P. de 21) du cadastre de la paroisse de St-Louis du Ha! Ha! division d'enregistrement de Témiscouata; mesurant soixante-sept (67) pieds au nord-est, le long de la susdite route Cabano-Squatteck,— de là cent trente-sept (137) pieds dans sa ligne sud-est le long du résidu du terrain de Esdras Bérubé, de là cent soixante-dix-sept (177) pieds dans sa ligne sud-ouest le long dudit résidu du terrain de Esdras Bérubé, de là trente-sept (37) pieds dans sa ligne nord-ouest le long de la terre de J. Amédée Cyr (lot 23),— de là cent dix (110) pieds dans sa ligne nord-est le long du terrain de monsieur Mario Lévesque, et de là cent (100) pieds dans sa ligne nord-ouest le long dudit terrain de M. Mario Lévesque jusqu'à la susdite route Cabano Squatteck.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par monsieur Jacques Fortin, régistraire des faillites, le 15e jour de juin 1966.

Conditions de paiement: argent comptant.

Rimouski, Québec, ce 29e jour de juin 1966.

Le Syndic,
HENRI A. MARTIN.

15829-27-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Mario Lévesque

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court (in bankruptcy) No. 134F; in the matter of bankruptcy of: Mario Lévesque, merchant, Cabano, Que.

Notice is hereby given that TUESDAY, the NINTH day of AUGUST, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, the immoveable hereafter described will be sold by public auction at the parochial church foor of Cabano, county of Témiscouata:

"An emplacement in the parish of St-Mathias de Cabano, measuring one hundred and ten feet in width in front by one hundred feet in depth, English measure, bounded in front on the northeast by the Caldwell road, on the southeast by the terrain of Joseph Bérubé, on the southwest by the terrain of the said Joseph Bérubé, and on the northwest by the terrain of J. Amédée Cyr; which emplacement being part of lot number twenty-one (P. of 21) on the official cadaster for the parish of St-Louis, du Ha! Ha!

A terrain of irregular form situated in the municipality of the parish of St-Mathias de Cabano, county of Témiscouata, on the southwest side of the Cabano-Squatteck road; known as being part of lot number twenty-one (P. of 21) of the cadaster of the parish of St-Louis du Ha! Ha! registration division of Témiscouata; measuring sixty-seven (67) feet on the northeast, along the said Cabano-Squatteck road,— thence one hundred and thirty-seven (137) feet in its southeast line along the residue of the terrain of Esdras Bérubé, thence one hundred and seventy-seven (177) fert in its southwest line along the said residue of the terrain of Esdras Bérubé, thence thirty-seven (37) feet in its northwest line along the land of J. Amédée Cyr (lot 23),— thence one hundred and ten (110) feet in its northeast line along the terrain of Mr. Mario Lévesque, and thence one hundred (100) feet in its northwest line along the said terrain of Mr. Mario Lévesque up to the said Cabano-Squatteck road.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

These immoveables will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined any time by applying to the undersigned trustee's office.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to the sale made by the sheriff and made in conformity with the judgment rendered by Mr. Jacques Fortin, bankruptcy registrar, the 15th day of June, 1966.

Conditions of payment: cash.

Rimouski, Quebec, this 29th day of June, 1966.

HENRI A. MARTIN,
Trustee.

15829-27-2-o

Laurent Martin

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, C.S.K. No 128F, Cour Supérieure, (en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Laurent Martin, Les Étroits, comté de Témiscouata, Qué., failli.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIXIÈME jour d'AOÛT 1966, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Les Étroits, comté de Tsmiscouata, les immeubles suivants:

Item a) Les lots numéros dix-A et dix-B et onze-A et onze-B (10-A, 10-B, 11-A et 11-B) rang un, canton Robinson, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sauf et à distraire des lots 10-A et 11-A, la partie vendue au Ministère de la Voirie du Québec, suivant acte enregistré sous numéro 141,381; et à la réserve des droits de locataire appartenant à BP Canada Ltd. sur le lot 10-A, suivant Bail enregistré sous numéro 142,568.

Item b) Les lots six et sept (6 et 7), rang deux, canton Robinson, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Item c) Les lots quarante-huit (48), quarante-neuf (49), cinquante (50), cinquante-six (56) et cinquante-sept (57), rang six, canton Botsford;

Item d) Le lot cinquante-cinq (55), rang sept, canton Botsford;

Item e) Les lots cinquante-huit (58) et soixante-cinq (65) dans le huitième rang du canton Botsford.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et fait conformément au Jugement rendu par monsieur Jacques Fortin, régistraire des faillites le 29e jour de juin 1966.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Rimouski, Québec, ce 4e jour de juillet 1966.

Le Syndic,
HENRI A. MARTIN.

8, rue St-Edmond,
Rimouski, Qué. 15830-27-2-o

Laurent Martin

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, S.C.K. No. F-128, Superior Court, (in bankruptcy) of Laurent Martin, Les Étroits, county of Témiscouata, Que, bankrupt.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TENTH day of AUGUST, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, the following immoveables will be sold, by public auction, at the parochial church door of Les Étroits, county of Témiscouata.

Item (*a*) Lots numbers ten-A and ten-B and eleven-A and eleven-B (10-A, 10-B, 11-A and 11-B) range one, township of Robinson, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; save and to withdraw from lots 10-A and 11-A, the part sold to the Quebec Department of Roads pursuant to registered deed under number 141,381; and with the reservation of the rights of the tenant belonging to BP Canada Ltd. on lot 10-A, pursuant to lease registered under number 142,568.

Item (*b*) Lots six and seven (6 and 7), range two, township of Robinson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

Item (*c*) Lots forty-eight (48) forty-nine (49), fifty (50), fifty-six (56) and fifty-seven (57) range six, township of Botsford;

Item (*d*) Lot fifty-five (55), range seven, township of Botsford;

Item (*e*) Lots fifty-eight (58) and sixty-five (65) in the eighth range of the township of Botsford;

These immoveables will be offered in sale to the Highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. Jacques Fortin, registrar of bankruptcies, on the 29th of June, 1966.

Conditions of payment: cash.

Rimouski, Quebec, this 4th day of July, 1966.

HENRI A. MARTIN,
Trustee.

8 St-Edmond Street,
Rimouski, Quebec. 15830-27-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 20,467. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* FERNAND NOLETTE, cultivateur, Princeville, R.R. No 5 Arthabaska, P.Q., et DANIEL GAUVIN, Sacré-Coeur-de-Marie, comté de Mé-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 20,467. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* FERNAND NOLETTE, farmer, Princeville, R.R. No. 5, Arthabaska, P.Q., and DANIEL GAUVIN, Sacré-Coeur-de-Marie, county of Mé-

gantic, défendeur-intimé, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement d'Arthabaska, mis-en-cause.

« Une terre située dans le onzième rang da la paroisse de Princeville, comté d'Arthabaska, connue au cadastre officiel du canton de Stanfold, pour le onzième rang comme étant une partie du lot numéro dix-neuf « B » (Ptie No 19-B, rg II), bornée d'un bout au nord, au dixième rang, à l'autre bout, au sud, à la rivière Nicolet, d'un côté à la terre de Jean-Paul Camiré ou son représentant, et de l'autre côté, à celle de Wilfrid Allard ou son représentant. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Une autre terre située au même lieu et connue au cadastre officiel du canton de Stanfold pour le onzième rang, comme étant le lot numéro vingt « B » (No 20-B, rg II), avec les bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles. »

Une autre terre située au même lieu et connue au cadastre officiel du canton de Stanfold, pour le onzième rang, comme étant la moitié ouest du lot numéro dix-neuf « A » (½ O. No 19-A, rg II), contenant cinquante acres (50 ac.) en superficie, plus ou moins, bornée à chaque bout, au cordon du rang, d'un côté, à l'ouest, au lot numéro dix-neuf-B et de l'autre côté, à l'est à la partie est dudit lot numéro dix-neuf-A, appartenant à Henry Thibodeau. Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Une autre terre située au même lieu et connue au cadastre officiel du canton de Stanfold, pour le onzième rang, comme étant la partie est du lot numéro dix-huit « C » (Ptie E. No 18-C, rg II), contenant cinquante acres (50 ac.) en superficie, plus ou moins, bornée à chaque bout, au cordon du rang, d'un côté, à l'ouest, à la partie ouest dudit lot numéro dix-huit-C, appartenant à Henry Thibodeau, et de l'autre côté, à l'est, au lot numéro dix-huit-B, appartenant à Jean-Paul Camire, Sana bâtisses dessus. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Eusèbe de Stanfold, (Princeville), comté d'Arthabaska, P.Q., MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1966, à UNE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
le 20 juin 1966.

15704-25-2-o

"A farm situated on the eleventh range in the parish of Princeville, county of Arthabaska, known in the official cadaster of the township of Stanfold for the eleventh range as being a part of lot number nineteen "B" P. No. 19-B, r.II), bounded on one end, on the north, by the tenth range, on the other end, on the south, by the Nicolet River, on one side, by the farm belonging to Jean-Paul Camiré or his representative, and on the other side by that belonging to Wilfrid Allard or his representative. With all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Another farm situated in the same place and known in the official cadaster of the township of Stanfold for the eleventh range as being lot number twenty "B" (No. 20-B, r. II), with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

With all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immovables."

Another farm situated in the same place and known in the official cadaster of the township of Stanfold for the eleventh range as being the west half of lot number nineteen "A" (W. ½ No. 19-A, r. II), having an area of fifty acres (50 acres), more or less, bounded on each end by the border of the range, on one side, on the west, by lot number nineteen-B and on the other side, on the east, by the east part of the said lot number nineteen-A belonging to Henry Thibodeau. With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Another farm situated in the same place and known in the official cadaster of the township of Stanfold for the eleventh range as being the east part of lot number eighteen "C" (E. P. No. 18-C, r. II), having an area of fifty acres (50 acres), more or less, bounded on each end by the border of the range, on one side, on the west part of said lot number eighteen-C, belonging to Henry Thibodeau, and on the other side, on the east, by lot number eighteen-B belonging to Jean-Paul Camiré. Without the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Eusèbe de Stanfold, (Princeville), county of Arthabaska, P.Q., on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1966, at ONE o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
June 20, 1966.

15704-25-2

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 32-625. NIAGARA FINANCE CO. LTD, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à St-Georges, demanderesse, *vs* ANTONIN LEBLANC, St-Léon de Standon Dorchester, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement au village de Standon, partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept,

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 32-625. NIAGARA FINANCE CO. LTD, a corporation legally incorporated, having a business place at St-Georges, plaintiff, *vs* ANTONIN LEBLANC, St-Léon de Standon Dorchester, defendant.

The immoveable hereafter described to be sold:

"An emplacement in the village of Standon, part of lot number two hundred and eighty-seven,

du cadastre officiel pour la paroisse de St-Léon, mesurant cent trente-cinq pieds (135′) de largeur au chemin sur une profondeur de cent cinq pieds (105′) borné en front au chemin public, au nord-ouest à Raoul Vachon, au nord-est à Marcellin Gosselin et au sud-est à Antonin Leblanc, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Léon de Standon, comté de Dorchester, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville de St-Joseph de Beauce. 15950-28-2-o

[Première insertion: 16 juillet 1966]
[Deuxième insertion: 6 août 1966]

of the official cadastre of the parish of St-Léon, measuring one hundred and thirty-five feet (135′) in width on the road by a depth of one hundred and five feet (105′) bounded in front by the public road, on the northwest by Raoul Vachon, on the northeast by Marcellin Gosselin and on the southeast by Antonin Leblanc, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Léon de Standon, county of Dorchester, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1966, at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of St-Joseph de Beauce. 15950-28-2

[First insertion: July 16, 1966]
[Second insertion: August 6, 1966]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour de Magistrat, No 8820. FERNAND CLOUTIER, épicier, de Mont St-Pierre, comté et district de Gaspé, demandeur, *vs* ANTOINE ROBINSON, journalier, de Anse Pleureuse, comté et district de Gaspé.

Not No 301-12.

Cadastre officiel revisé pour la Seigneurie de Mont-Louis.

De figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 301-13, au nord-est par le lot 301-11, au sud-est par le lot 301-10, au sud-ouest par l'ancien Boulevard Perron; mesurant soixante-neuf pieds (69′) au nord-ouest, quarante-huit pieds et cinq dixièmes (48.5′) au nord-est, soixante-douze pieds (72′) au sud-est, quarante-huit pieds (48′) au sud-ouest, contenant en superficie trois mille quatre cent deux pieds carrés (3,402′), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Mont-Louis, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 17 juin 1966. 15688-25-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Magistrate's Court, No. 8820. FERNAND CLOUTIER, grocer, of Mont St-Pierre, county and district of Gaspé, plaintiff, *vs* ANTOINE ROBINSON, labourer, of Anse Pleureuse, county and district of Gaspé.

Lot No. 301-12.

Revised official cadaster for the Seigniory of Mont-Louis.

Of an irregular figure, bounded on the north-west by lot 301-13, on the north-east by lot 301-11, on the south-east by lot 301-10, on the south-west by old Boulevard Perron; measuring sixty-nine feet (69′) on the north-west, forty-eight feet and five tenths (48.5′) on the north-east, seventy-two (72′) on the south-east, forty-eight feet (48′) on the south-west, containing in area three thousand four hundred and two square feet (3,402′), with buildings thereon constructed circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Mont-Louis, TUESDAY, the SECOND day of the month of AUGUST, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 17, 1966. 15688-25-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, de Montréal, No 699 962. KLEIN & SHILLER INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel et ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal et J. KLEIN & SON INC., corps politique et incorporé, dûment incorporé comme tel, et ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesses, *vs* ARÈS INC., corps politique et incorporé, dûment incorporé comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal et ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, of Montreal, No. 699 962. KLEIN & SHILLER INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal and J. KLEIN & SON INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* ARÈS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal and ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

« Ce certain emplacement situé à Pincourt, connu et désigné comme lot numéro treize de la subdivision du lot originaire numéro huit cent (800-13) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption, mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 30, rue Suzanne. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri de Mascouche, comté de l'Assomption, district de Joliette, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT, de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 20 juin 1966. 15699-25-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure de Montréal, No 699 964. KLEIN & SHILLER INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, et J. KLEIN & SON INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesses, *vs* ARÈS INC., corps politique et in corporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse, et ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

« Ce certain emplacement situé à Pincourt, connu et désigné comme lot numéro vingt-et-un de la subdivision du lot originaire numéro huit cent (800-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de L'Assomption, mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 35, rue Suzanne. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, district de Joliette, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT, de l'année 1966 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 20 juin 1966. 15700-25-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour de Magistrat, No 34,754. LA COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ SHAWINIGAN, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *contre* BERNARD GEOFFROY, résidant au rang Ste-Julie, à St-Félix de Valois, dans le district de Joliette, défendeur.

« Le lot cinq cent quarante et un (*541) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Félix de Valois, division d'enregistrement de Joliette.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Félix de Valois, comté et

"That certain emplacement situate at Pincourt, known and designated as lot number thirteen of the subdivision of original lot number eight hundred (800-13) on the official plan and book of reference of the parish of St. Henri de Mascouche, registration division of l'Assomption, measuring eighty feet (80′) in width by ninety-five feet (95′) in depth, English measure and more or less with the building thereon erected bearing civic number 30 Suzanne Street."

To be sold at the parochial church door of St-Henri de Mascouche, county of l'Assomption, district of Joliette, TUESDAY, the SECOND day of the month of AUGUST, of the year 1966 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, June 20, 1966. 15699-25-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, of Montreal, No. 699 964. KLEIN & SHILLER INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, and J. KLEIN & SON INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ARÈS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant and ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

"That certain emplacement situate at Pincourt, known and designated as lot number twenty-one of the subdivision of original lot number eight hundred (800-21) on the official plan and book of reference of the parish of St-Henri de Mascouche, registration division of L'Assomption, measuring eighty feet (80′) in width by ninety-five feet (95′) in depth, English mesure and more or less, with the building thereon erected bearing civic number 35 Suzanne Street."

To be sold at the prochial church door of St-Henri de Mascouche, county of L'Assomption, district of Joliette, TUESDAY, the SECOND day of the month of AUGUST, of the year 1966 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Joliette, June 20, 1966. 15700-25-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Magistrate's Court, No. 34,754. THE SHAWINIGAN ELECTRICITY COMPANY, a corporation legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* BERNARD GEOFFROY, residing at Ste-Julie range, at St-Félix de Valois, in the district of Joliette, defendant.

"Lot five hundred and forty-one (*541) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Félix de Valois, registration division of Joliette.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Félix de Valois, county and

district de Joliette, le JEUDI, VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AOÛT 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLEMENT.
Joliette, ce 8 juillet 1966. 15951-28-2-o

district of Joliette, THURSDAY, on the TWENTY-FIFTH day of the month of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

CHARLES ÉLEMENT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, July 8, 1966. 15951-28-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 693 724. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* GEORGE MARTIN, défendeur, et A. GORIN & E. BURACK, Syndics, défendeurs-ès-qualité.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession des défendeurs-ès-qualité.

« Ce certain emplacement ayant front sur le boulevard Samson, dans la municipalité de la cité de Chomedey connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire numéro dix (10-93) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, dans le comté de Laval.

Ledit lot est de figure trapézoïdale et mesure cinquante-cinq pieds (55'0) de largeur par cent quatorze pieds et soixante-neuf centièmes de pied (114'69) de profondeur dans sa ligne nord-ouest et cent quinze pieds (115') de profondeur dans sa ligne sud-est.

Avec la résidence dessus érigée portant jusqu'à maintenant le numéro civique 5099 dudit boulevard Samson.

Telle que la propriété existe maintenant avec tous ses droits, membres et appartenances, le tout sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, comté de Laval, (cité de Chomedey, maintenant cité de Laval), le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUILLET 1966 à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 20 juin, 1966. 15694-25-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 705 597. DAME ROSE HÉLÈNE BREAULT-RÉMILLARD, demanderesse, *vs* LES HÉRITIERS DU DÉFUNT HUBERT RÉMILLARD, défendeurs.

« Une ferme connue, désignée comme étant parties des lots numéros cent trente-cinq et cent trente-six (Nos Pties 135 et 136) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, comté de Laprairie, cette ferme ayant front dans le rang Du Bas du Ruisseau, dans St-Jacques Le Mineur, avec maison et autres bâtiments dessus construites.

La partie du lot numéro cent trente-cinq contenant deux arpents de largeur sur trente-six arpents de profondeur, plus ou moins, et bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres de Lacadie; d'un côté vers le nord-est, partie en front, par le terrain de M. Mozart Pinsonneault ou représentants, et partie, à sa profondeur, par le terrain de M. Soter Pinsonneault ou représentants, ces deux parties étant le résidu dudit lot No 135; de l'autre côté vers le sud-ouest, par le lot No 136 dudit cadastre.

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 693 724. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* GEORGE MARTIN, defendant, and A. GORIN & E. BURACK, trustees, defendants-es-qualité.

As belonging to the defendant but in the possession of the defendants-es-qualité.

"That certain emplacement fronting on Samson Boulevard, in the municipality of the city of Chomedey known and designated as being lot number ninety-three of the subdivision of original lot number ten (10-93) on the official plan and book of referency of the parish of St-Martin, in the county of Laval.

The said lot is of trapezoidal figure and measures fifty-five (55'0) feet in width by one hundred and fourteen feet and sixty-nine one hundredths of a foot (114'69) in depth in its northwest line and one hundred and fifteen feet (115') in depth in its southeast line.

With the dwelling thereon erected bearing as yet civic number 5099 of said Samson Boulevard.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, the whole without exception or reserve of any kind".

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Martin, county of Laval (city of Chomedey, now city of Laval), on the TWENTY-NINTH day of the month of JULY 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, June 20, 1966. 15694-25-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 705 597. MRS. ROSE HÉLÈNE BREAULT-RÉMILLARD, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF THE LATE HUBERT RÉMILLARD, defendants.

"A known farm, designated as being part of lot numbers one hundred and thirty-five and one hundred and thirty-six (Nos Pts 135 and 136) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Jacques-le-Mineur, county of Laprairie, this farm fronting on rang Du Bas du Ruisseau, in St-Jacques Le Mineur, with a house and other buildings constructed thereon.

Part of lot number one hundred and thirty-five containing two arpents in width by thirty-six arpents in depth, more or less, and bounded in front by the public road, in depth by the lands of Lacadie; on one side on the north-east, part in front, by the land of M. Mozart Pinsonneault or representatives, and part, by its depth, by the land of M. Soter Pinsonneault or representatives, these two parts being the residue of said lot No. 135; on the other side on the south-west by lot No. 136 of the said cadastre.

La partie du lot numéro cent trente-six, contenant environ vingt-cinq arpents en superficie et bornée en front par partie dudit lot, appartenant à P. E. Pinsonneault ou représentants, en profondeur par les terres de Lacadie, au nord-est par le terrain en premier lieu décrit et au sud-ouest par partie dudit lot No 136 appartenant à Hector Martin, ou représentants.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Jacques Le Mineur, comté de Laprairie, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 20 juin 1966. 15701-25-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, No 710 006. THE CRESCENT FINANCE CORPORATION LTD., demanderesse, *vs* LUDGER SOULIÈRES, défendeur.

« Emplacement situé dans la cité de Laflèche, ayant front au numéro 1762 Robillard, Laflèche, comprenant lot numéro 225, cadastre numéro 212, aux plan et livre de renvoie officiel du cadastre de la paroisse de St.-Antoine de Longueuil .»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 11 juillet 1966. 15952-28-2-o

Part of lot number one hundred and thirty-six, containing approximatively twenty-five arpents in area and bounded in front by part of the said lot belonging to P. E. Pinsonneault or representatives, in depth by the lands of Lacadie, on the north-east by the land described in the first place and on the south-west by part of said lot No. 136 belonging to Hector Martin or representatives."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Jacques Le Mineur, county of Laprairie, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, June 20, 1966. 15701-25-2

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, No. 710 006. THE CRESCENT FINANCE CORPORATION LTD., plaintiff, *vs* LUDGER SOULIÈRES, defendant.

"An emplacement situated in the city of Laflèche, fronting on 1762 Robillard, Laflèche, including lot number 225, cadastre number 212, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil."

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on the NINETEENTH day of the month of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, July 11, 1966. 15952-28-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 145-398. ALLIANCE FINANCE CORPORATION, corps politique légalement constitué, ayant une place d'affaires dans les cité et district de Québec, *contre* NORBERT BÉLANGER, résidant à Cap-Santé, dans le comté de Portneuf, district de Québec.

A. Un emplacement situé à Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant quarante-trois pieds (43′) dans sa ligne ouest, quatre-vingt-onze pieds (91′) dans la ligne est, cent vingt-trois pieds (123′) dans la ligne sud et cent quinze pieds (115′) dans la ligne nord, plus ou moins, mesure anglaise et sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante (No 150 – ptie de 1) du cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit: au nord, par la route nationale Québec-Montréal, au sud par Norbert Bélanger ou représentants, à l'ouest par André Laurendeau et à l'est par J. Arthur Frenette.

B. Un emplacement situé sur le niveau nord du chemin du village de la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant cent quarante-cinq pieds et sept pouces (145′7″) de front depuis la clôture à l'ouest du ruisseau de la Croix en suivant le chemin de front courant vers l'est jusqu'à la clôture qui sépare cet emplacement de celui de la Corporation Scolaire du village de

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 145-398. ALLIANCE FINANCE CORPORATION, body politic legally incorporated, having a place of business in the city and district of Quebec, *versus* NORBERT BÉLANGER, residing at Cap-Santé, in the county of Portneuf, district of Quebec.

A. An emplacement situated in Cap-Santé, county of Portneuf, measuring forty-three feet (43′) on its west line, ninety-one feet (91′) on its east line, one hundred and twenty-three feet (123′) on its south line, and one hundred and fifteen feet (115′) on its north line, more or less, English measure and without guarantee of exact measure, forming part of lot number one of the official subsivision of lot number one hundred and fifty (No. 150 – P. of 1) in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, and bounded as follows: on the north by the Quebec-Montreal national highway, on the south by Norbert Bélanger or representatives, on the west by André Laurendeau, and on the east by J. Arthur Frenette.

B. An emplacement situated on the north side of the road in the village of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, measuring one hundred and forty-five feet and seven inches (145′7″) in front from the fence which is to the west of de la Croix brook, following the road in front and running towards the east as far as the fence which separates said emplacement from

Cap-Santé, cent quarante-neuf pieds et neuf pouces (149'9") de profondeur dans la ligne du côté ouest et quatre-vingt-treize pieds (93') dans celle du côté est, au bout desquelles profondeurs ledit emplacement a une largeur de cent quarante-quatre pieds et sept pouces (144'7") le tout plus ou moins, mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot numéro cent cinquante-trois (ptie de 153) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit: en front au chemin public, à l'ouest à P. Bureau ou représentants, au nord à A. Frenette ou représentants et à l'est, au terrain de la Commission Scolaire.

C. Un terrain emplacement situé à Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant soixante-deux pieds (62') de largeur sur toute la profondeur à partir du chemin public à aller à la falaise, faisant partie du lot numéro cent cinquante-deux (ptie de 152) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit: au nord, par le chemin public, au sud par la falaise, à l'est par Jean Vézina et à l'ouest par G.-H. Bédard, ou représentants.

D. Un terrain emplacement situé à Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant soixante et onze pieds (71') de largeur, plus ou moins, mesure anglaise, sur toute la profondeur qu'il y a à partir du chemin public à aller au ruisseau, faisant partie du lot numéro cent cinquante-deux (ptie de 152) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit: au nord par le chemin public, au sud par le ruisseau, à l'est par A. Lehoux ou représentants, et à l'ouest par A. Frenette.

(Descriptions prises dans les actes enregistrés sous les Nos 129,561 et 129,562).

Tels que ces immeubles existent et subsistent avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de Cap-Santé, comté de Portneuf, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 12 juillet 1966.
15954-28-2-o

[Première insertion: 16 juillet 1966]
[Deuxième insertion: 6 août 1966]

that belonging to the School Corporation of the Village of Cap-Santé, one hundred and forty-nine feet and nine inches (149'9") in depth on the west side and ninety-three feet (93') on the line on the east side, at the end of which depths the said emplacement measures one hundred and forty-four feet and seven inches (144'7") in width, the whole more or less, English measure, and without any guarantee of exact measure, forming part of lot number one hundred and fifty-three (P. 153), in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, and is bounded as follows: in front by the public road, on the west by P. Bureau or representatives, on the north by A. Frenette or representatives and on the east by the land belonging to the School Commission.

C. A terrain emplacement situated in Cap-Santé, county of Portneuf, measuring sixty-two feet (62') in width by the entire depth between the public road and the cliff, forming part of lot number one hundred and fifty-two (P. 152) in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, and is bounded as follows: on the north, by the public road, on the south by the cliff, on the east by Jean Vézina and on the west by G. H. Bédard or representatives.

D. A terrain emplacement situated in Cap-Santé, county of Portneuf, measuring seventy-one feet (71') in width, more or less, English measure, by the entire depth between the public road and the brook, forming part of lot number one hundred and fifty-two (P. 152) in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, and is bounded as follows: on the north by the public road, on the south by the brook, on the east by A. Lehoux or representatives, and on the west by A. Frenette.

(Descriptions taken from the deeds registered under Nos. 129,561 and 129,562).

As these immoveables exist and subsist with the buildings thereon constructed and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of Cap-Santé, county of Portneuf, on the NINETEENTH day of AUGUST, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, July 12, 1966.
15954-28-2

[First insertion: July 16, 1966]
[Second insertion: August 6, 1966]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 27-179.

LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC, corps politique suivant la loi des syndicats coopératifs une place d'affaires à Rimouski et Québec, demanderesse, *vs* GUY LORD, du Village de Price, district de Rimouski, défendeur.

1) Une terre située dans la paroisse de St-Octave de Métis, deuxième rang, de la Seigneurie de Métis, contenant environ trois arpents et demi de front sur environ trente arpents de profondeur, bornée au nord au premier rang, à l'est à la partie de Dame Vve Léonce Roy, partie à Lionel Richard et à l'ouest à Philippe Beaulieu, connue et désignée comme étant les lots nos

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 27-179.

LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC, body politic according to the Cooperative Syndicates Act, having a place of business in Rimouski and Quebec, plaintiff, *vs* GUY LORD, of the Village of Price, district of Rimouski, defendant.

(1) A farm situated in the parish of St-Octave de Métis, second range of the Seigniory of Métis, measuring approximately three and one-half arpents in front by approximately thirty arpents in depth, bounded on the north by the first range, on the east by the part belonging to Dame Léonce Roy, widow, partly by Lionel Richard, and on the west by Philippe Beaulieu, known and

261 et 264 du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2) La partie nord des lots nos P.N.247 et 250 du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, mesurant trois arpents et demi de largeur par environ quinze arpents de profondeur, bornée au nord au terres du premier rang, à l'est au vendeur, au sud Canada & Gulf Term. Rys. et à l'ouest à Chester Bleu, avec bâtisses et dépendances.

3) Un emplacement mesurant environ deux cents pieds de front, est-ouest, par la profondeur qu'il y a entre le chemin et le chemin de fer, connu et désigné comme étant une partie du lot deux cent quarante-sept (Ptie 247) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis. Borné au nord au chemin de fer, à l'est à la ligne passant à l'est de la barrière du chemin de fer, au sud au chemin public et à l'ouest à Wilson Flowers, avec le vieux hangar dessus érigé.

4) Un circuit de terre situé dans la paroisse de St-Octave de Métis, de la contenance d'environ deux arpents et demi de front par environ sept arpents de profondeur, borné au nord et à l'est à la propriété de Victor Boudreau, au sud à la partie desdits lots vendus à Eugène Michaud et à l'ouest à Lionel Richard, connu et désigné comme étant une partie des lots nos deux cent soixante-neuf et deux cent soixante-dix (Ptie 269 et 270) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Octave de Métis le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 11 juillet 1966. 15955-28-2-o

(2) The north part of lots numbers N.P. 247 and 250 in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, measuring three and one-half arpents in width by approximately fifteen arpents in depth, bounded on the north by the farms on the first range, on the east by the vendor, on the south by Canada & Gulf Term. Rys. and on the west by Chester Bleu, with buildings and dependencies.

(3) An emplacement measuring approximately two hundred feet in front, east-west, by the depth between the road and the railroad, known and designated as being a part of lot two hundred and forty-seven (P. 247) in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, bounded on the north by the railroad, on the east by the line passing to the east by the railroad barrier, on the south by the public road and on the west by Wilson Flowers, with the old shed thereon erected.

(4) An area of land situated in the parish of St-Octave de Métis, measuring approximately two and one-half arpents in front by approximately seven arpents in depth, bounded on the north and on the east by the property of Victor Boudreau, on the south by the part of the said lots sold to Eugène Michaud, and on the west by Lionel Richard, known and designated as being a part of lots numbers two hundred and sixty-nine and two hundred and seventy (P. 269 and 270) in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Octave de Métis on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, July 11, 1966. 15955-28-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 32,532. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demanderesse, *vs* ROBERT CORMIER, cultivateur, St-Ludger de Milot, comté de Roberval, défendeur.

« Une ferme en la paroisse de St-Ludger-de-Milot, comté de Robreval, comprenant:

Les lots connus et désignés sous les numéros trente-A, trente-B, trente-C, trente-et-un-A et trente-et-un-B (30-A, 30-B, 30-C, 31-A, et 31-B) du cinquième rang, du cadastre officiel du canton de Milot; avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Ludger de Milot, dans le comté de Roberval, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
Roberval, le 20 juin, 1966. 15706-25-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 32,532. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ROBERT CORMIER, farmer, St-Ludger de Milot, county of Roberval, defendant.

"A farm in the parish of St-Ludger-de-Milot, county of Roberval, including:

The lots known and designated under numbers thirty-A, thirty-B, thirty-C, thirty-one-A and thirty-one-B (30A, 30-B, 30-C, 31-A and 31-B) on the fifth range in the official cadaster of the township of Milot, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Ludger-de-Milot, in the county of Roberval, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Roberval, June 20, 1966. 15706-25-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, de Roberval, No 32,569. { COMPAGNIE TRUST ROYAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social à 65, rue Ste-Anne, à Québec, district de Québec, demanderesse, *vs* RAYMOND OUELLET, domicilié à 6 rue St-Georges à Roberval, district de Roberval, défendeur, et LEFAIVRE, MARMETTE, VERROEULST & DELWAIDE, syndics licenciés, ayant leur bureau d'affaires à 110 rue Racine-Est, à Chicoutimi, district de Chicosimi, mis-en-cause.

« Un emplacement situé en la cité de Roberval, mesurant soixante et un pieds et cinq dixièmes (61.5′) en front dans sa ligne sud, soixante pieds (60′) dans sa ligne nord, cent cinquante-deux pieds (152′) dans sa ligne est et cent quarante-sept pieds et cinq dixièmes (147.5′) dans sa ligne ouest, se composant de la totalité du lot numéro deux cent quarante-six et des dix pieds est du lot numéro deux cent quarante-cinq (246 et 10 pds E. 245) du cadastre officiel du village de Roberval et borné comme suit: en front vers le sud, à la rue St-Georges, en arrière vers le nord, partie à une partie non subdivisée du lot numéro deux cent trente-cinq et partie au lot numéro deux cent trente-cinq-trois, vers l'est, au lot numéro deux cent quarante-sept, et vers l'ouest, au résidu dudit lot numéro deux cent quarante-cinq, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, 305 Boulevard St-Joseph à Roberval, district de Roberval, le DIX-HUITIÈME (18) jour d'AOÛT, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
Roberval, le 9 juillet 1966. 15956-28-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, of Roberval, No. 32,569, { ROYAL TRUST COMPANY, a corporation legally incorporated, having its head office at 65 Ste-Anne Street, Quebec, district of Quebec, plaintiff, *vs* RAYMOND OUELLET, domiciled at 6 St-Georges Street at Roberval, district of Roberval, defendant, and LEFAIVRE, MARMETTE, VERROEULST & DELWAIDE, licenced syndics, having their business place at 110 Racine Street East, at Chicoutimi, district of Chicoutimi, mis-en-cause.

"An emplacement situated in the city of Roberval, measuring sixty-one feet and five tenths (61.5) in front on its south line, sixty feet (60′) on its north line, one hundred and fifty-two feet (152′) on its east line and one hundred and forty-seven feet and five tenths (147.5′) on its west line, composed of the totality of lot number two hundred and forty-six and of the ten feet east of lot number two hundred and forty-five (246 and 10 ft E. 245) of the official cadastre of the village of Roberval and bounded as follows: in front on the south, by St-Georges Street, in back on the north, part by an unsubdivided part of lot number two hundred and thirty-five and part by lot number two hundred and thirty-five-three, on the east, by lot number two hundred and forty-seven, and on the west, by the residue of said lot number two hundred and forty-five, the whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's office, Court House, 305 St-Joseph Boulevard at Roberval, district of Roberval, on the EIGHTEENTH (18) day of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Roberval, July 9, 1966. 15956-28-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 57,642. { MODERN READY-MIX & PAVING LTD., corps politique dûment incorporé, légalement constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ste-Thérèse, des comté et district de Terrebonne, demanderesse *vs* RODGI CONSTRUCTION LTÉE, corps politique dûment incorporé, légalement constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ste-Thérèse, des comté et district de Terrebonne, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et appartenant à la défenderesse.

« Un emplacement situé dans la ville de Ste-Thérèse, composé comme suit:

« D'une partie du lot original No 200 aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 596 pieds et 6 centièmes de pied dans sa ligne sud-ouest, 445 pieds dans sa ligne nord-est par 121 pieds et 94 centièmes de pied de profondeur et 163 pieds et 89 centimes dans sa ligne nord, le long de la

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 57,642. { MODERN READY-MIX & PAVING LTD., body politic duly incorporated, legally incorporated, having its head office and principal business place at Ste-Thérèse, in the county and district of Terrebonne, plaintiff, *vs* RODGI CONSTRUCTION LTÉE, body politic duly incorporated, legally incorporated having its head office and its principal business place at Ste-Thérèse, in the county and district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereafter designated and belonging to the defendant.

"An emplacement situated in the town of Ste-Thérèse, composed as follows:

"Of a part of original lot No. 200 of the official plan and book of reference of the village of Ste-Thérèse de Blainville, measuring 596 feet and 6 hundredths of a foot in its southwest line, 445 feet in its northeast line by 121 feet and 94 hundredths of a foot in depth and 163 feet and 89 hundredths in its north line, along the northern

ligne du nord du chemin de fer Pacifique Canadien, contenant une superficie de 64194 pieds carrés et borné comme suit: Dans sa ligne sud-ouest, par un lot No 199-34, 199-33, 199-32, 199-31, 199-30, 199-29, 199-28, 199-27, 199-26, 199-25, 199-24, 199-23 et 199-22 de Ste-Thérèse de Blainville, dans sa ligne nord-est par une partie du lot No 260 ci-après décrite et présentement vendue d'un côté, vers le nord par partie du lot 269, propriété du Chemin de fer Pacifique Canadien, étant la voie ferrée et de l'autre côté, vers le sud-est, par une partie du lot No 272, propriété du Pacifique Canadien ou représentants.

« Une partie du lot original No 260 aux plan et livre de renvoi officiels susdit, de forme irrégulière, mesurant 445 pieds dans sa ligne sud-ouest, 60 pieds et 37 centièmes de pieds dans sa ligne nord-est, 546 pieds et 28 centièmes de pieds dans la ligne nord, le long d'un embranchement de la ligne nord du Pacifique Canadien et de longueur indéterminée dans le sud-est, contenant une superficie de 93,489 pieds carrés et borné comme suit: Dans sa ligne sud-ouest, par partie du lot 200 ci-dessus décrite et présentement vendue, dans la ligne nord-est, par la rue Turgeon, d'un côté dans la ligne nord, par partie du lot 269 appartenant au Pacifique Canadien, étant la voie ferrée qui se dirige vers le nord, de l'autre côté, vers le sud-est, par partie du lot 272, propriété du Pacifique Canadien ou représentants, tous du même cadastre. »

Tel que le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble sans bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique à rue de l'Église, à Ste-Thérèse de Blainville MARDI le DEUXIÈME jour d'AOÛT 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 20 juin 1966. 15702-25-2-o

line of the Canadian Pacific Railway, containing in area 64194 square feet and bounded as follows: In its southwest line by lot No. 199-34, 199-33, 199-32, 199-31, 199-30, 199-29, 199-28, 199-27, 199-26, 199-25, 199-24, 199-23 and 199-22 of Ste-Thérèse de Blainville, in its northeast line by a part of lot No. 260 hereafter described and presently sold on one side, on the north by part of lot 269, property of the Canadian Pacific Railway, being the railroad track and on the other side, on the southeast, by part of lot No. 272, property of the Canadian Pacific or representatives.

"A part of original lot No. 260 of the official plan and book of reference above-mentioned, of an irregular form, measuring 445 feet in its southwest line, 60 feet and 37 hundredths of a foot in its northeast line, 546 feet and 28 hundredths of a foot in its north line, along a branch-road on the northern line of the Canadian Pacific and of an undetermined length on the southeast, containing an area of 93,489 square feet and bounded as follows. In its southwest line, by part of lot 200 here-above described and presently sold, in the northeast line by Turgeon Street, on one side by the north line, by part of lot 269 belonging to the Canadian Pacific, being the railroad track which goes to the north, on the other side, to the southeast, by part of lot 272, property of the Canadian Pacific or representatives, all of the same cadastre."

Such as the whole is found with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immoveable without buildings."

To be sold at the parochial Catholic church door at de l'Église Street, at Ste-Thérèse de Blainville, TUESDAY, on the SECOND day of AUGUST, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, June 20, 1966. 15702-25-2

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Superieure, No 30926. R. DUCHESNE & FILS LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la paroisse de Yamachiche, district des Trois-Rivières, demandeur, *vs* OVILA SIMARD, 2905, rue Gagnon, cité de Trois-Rivières ouest district de Trois-Rivières, défendeur.

Avis est par le présent donné que dans l'affaire ci-haut mentionné, les mots: « Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances » doivent être ajoutés à l'avis de vente publié dans la *Gazette officielle de Québec* de samedi, le 2 juillet 1966.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 11 juillet 1966. 15957-28-2-o

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 30926 R. DUCHESNE & FILS LIMITÉE, a corporation legally incorporated, having its head office in the parish of Yamachiche, district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* OVILA SIMARD, 2905 Gagnon Street, city of Trois-Rivières West, district of Trois-Rivières, defendant.

Notice is hereby given that in the above-mentioned matter, the words: "With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies" must be added to the sale notice published in the *Official Gazette of Quebec* of Saturday, July 2, 1966.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, July 11, 1966. 15957-28-2

INDEX No 28

ACTION en séparation de biens — ***ACTION for Separation as to Property***

Hudon *vs* Corrigan 3863

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

623 – Règlements sur les fruits et légumes frais ... 3823
623 – Regulations on fresh fruits and vegetables ... 3823
1090 – Construction, Cantons de l'Est ... 3861
1090 – Construction, Eastern Townships ... 3861
1091 – Chapellerie pour hommes et garçons, Province ... 3855
1091 – Men's and boys' hat and cap industry, Province ... 3855
1092 – Cercueils, Province ... 3856
1092 – Caskets, Province ... 3856
1093 – Métallurgie, Québec ... 3857
1093 – Metal trades, Québec ... 3857

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative d'habitation de Cowansville (*Form*) ... 3863
Magasin Co-op de Squatteck (*Nom – Name ch*) ... 3863

AVIS — ***NOTICES***

Kruszelnycki, Theodorus (*Requête – Petition*) ... 3865
Marchand *vs* Plante *et al* (*Avis aux créanciers – Notice to creditors*) ... 3865
St-Zotique, village ... 3863
St-Zotique, paroisse – parish ... 3863
Scarlatescu, Alexandru Ion (*Requête – Petition*) ... 3865
Sorel, cité – city (*Requête – Petition*) ... 3865

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and Credit Unions***

Caisse d'Économie des employés municipaux de Drummondville (*Form.*) ... 3866
Caisse d'Économie des Hôteliers du Québec (*Form.*) ... 3866
Caisse Populaire des Syndicats Nationaux de Québec (*Nom – Name ch.*) ... 3866
Caisse Populaire St-Yves (La) (*Ext.-terr.*) ... 3867

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

A & Properties Limited ... 3867
Beaver Geophysical Services Limited ... 3867
Booth Dispensers, Limited ... 3867
Jeolco (U.S.A.), Inc. ... 3868
Modern Talking Picture Service, Inc. ... 3868
National Geophysical Company of Canada, Ltd. ... 3868
Orange Groves of Florida, Inc. ... 3867
Wolcott Properties, Corp. ... 3868

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Birch Developments Ltd. ... 3870
Blue Service Corporation ... 3869
Canadian Structures Limited ... 3870
Écho des Laurentides Ltée ... 3869
H. & Z. Construction Inc. ... 3869
Heatherwood Sales Corporation ... 3869
Laboratoire Trifluvien Inc. ... 3870
Nolin Inc. ... 3870
Provincial Rawhide Traders Inc. ... 3869
Sesame Envelopes Limited ... 3870
Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc. ... 3869
Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd. ... 3870

Dissoutes — ***Dissolved***

Compagnie Éduco limitée (La) ... 3871
Cockerel Estates Inc. ... 3871
Paris-Rome Realties Ltd. ... 3871
Produce Sufferance Warehouse Co. Ltd. 3871
Rideau Construction Ltée – Ltd. ... 3871
St-Martin Associates Inc. ... 3871
Wellington Steel & Metal Ltd. ... 3872

Divers — ***Miscellaneous***

Acme Services & Maintenance Ltd. (*Dir.*) ... 3873
Association des Propriétaires d'autobus scolaires de Montréal inc. (L') (*Dir.*) (*Règl.*) ... 3874
Blue Bonnets Raceway Inc. (*Dir.*) ... 3873
Campagne des Fédérations du Grand Montréal (La) (*Règl.*) ... 3873
Chicoutimi Silicon Ltd (*Dir.*) ... 3875
Club de Patinage artistique Fleur de Lys inc. (*Règl – By-laws*) ... 3873
Dionne automobiles inc (*Dir.*) ... 3873
Dobie Holdings Corp (*Dir.*) ... 3873
Dorchester University Holdings Ltd. (*Dir.*) ... 3872
Elegant Knitwear Limited (*Dir.*) ... 3872
Entreprises O'Connell ltée (Les) (*Dir.*) ... 3875
Federated Appeal of Greater Montreal (The) (*By-laws*) ... 3873
Fonderie Binette inc. (*Dir.*) ... 3873
General Finance Corporation Limited (*Dir.*) ... 3872
Hôpital Archambeault (1964) inc. (*Dir*) 3872
Hôtel Chambertin limitée (*Dir.*) ... 3872
Industries St-Isidore inc. (Les) (*Dir.*) ... 3873
Métaux rares (Québec) inc. (Les) (*Dir.*) 3874
Montreal School Bus Owners Association Inc (*Dir.*) (*By-laws*) ... 3874
Mr Hanger (Quebec) Inc (*Dir.*) ... 3874
O'Connell Enterprises Ltd. (*Dir.*) ... 3875
Orford 67 inc (*Dir.*) ... 3874
Panlaconian Association of Montreal Inc. (*Règl.– By-laws*) ... 3874
Petro Services Inc (*Dir.*) ... 3874
Quebec Association of Protestant School Administrators (*Dir.*) (*Règl –By-laws*) 3875
Rare Metals (Quebec) Inc (*Dir*) ... 3874
Résidence d'Anjou ltée (La) (*Dir*) ... 3875
Siliciums de Chicoutimi ltée (Les) (*Dir*) 3875
Stephens & Towndrow (Quebec) Ltd (*Dist : Actif – Assets*) ... 3872
W. and F. Limited (*Agent*) ... 3875

Lettres patentes ***Letters Patent***

A. L. G. ltée 3790
Association de transport d'écoliers Section Saguenay Lac St-Jean inc. (L') 3790
Association des marchands du Centre d'achats (Sherbrooke) inc 3791
Association des professeurs de sciences du Québec; (A. P. S. Q.) 3791
Association éducationnelle régionale Le Gardeur (L') 3791
Association récréative Club Latuquois inc 3792
Autodrome de Montréal inc 3792
Barwick Printers Ltd 3793
Boulevard Sales Co. Ltd 3793
Bourdeau (Gilles) inc 3793
Buffet Versailles inc 3794
Camping Lac Aylmer ltée 3794
Caravan Construction Co. Ltd 3794
Centre d'obstétrique et de gynécologie (Mtl) inc 3794
Centre médical de Châteauguay ltée 3795
Chase Building Corp 3795
Châteauguay Medical Centre Ltd 3795
Cie de service d'égout et tuyauterie Municipale ltée (La) 3812
Club automobile Couguar inc 3795
Club d'astronomie de Drummondville inc 3796
Club de tennis du Manoir des Falaises inc 3796
Comité des loisirs de la paroisse de Dubuisson (Le) 3796
Compagnie Loncourt inc. (La) 3797
Compagnie M. G. B. inc. (La) 3797
Corporation Steckmar (La) 3797
Daviault & Hotte inc 3798
Denault (Carl) inc 3798
Diversified Management Consultants Inc 3798
Domenico construction inc 3799
Dominion Flower & Feather Mfg. Co. Ltd 3799
Dufresne (J.) asphalte ltée 3799
Dufresne (J.) Asphalt Ltd 3799
Durante Investments Inc 3800
École Notre-Dame de Fatima inc 3800
Entreprises G.-B. ltée (Les) 3800
Entreprises Laurent Gagnon ltée (Les) 3801
Entreprises Préfontaine inc. (Les) 3801
Evans (David) Woodworking Inc 3801
F. D. F. ltée 3802
Faragate Inc 3802
Four Corners (Canada) Inc 3802
Foster construction inc 3803
Frite Dorée inc. (La) 3803
Gagnon (Laurent) Enterprises Ltd 3801
Garage Central Clermont inc 3803
Garderie L'Ange Gardien inc 3804
Gauvin & Hamel inc 3804
Golden Rib Restaurant Inc 3804
Gingras (Jos.) & fils ltée 3805
Granby construction ltée 3805
Grenier (Raymond) & fils inc 3805
Harry's Restaurant Inc 3806
Hillsdale Land Holding Co 3806
Immeubles Germark inc. (Les) 3806
Imprimerie Perfection inc 3807
Institut Beaulieu inc 3807
Planche (Jim) Inc 3807
Johnston's Funeral Chapel Ltd 3807
K. & L. Investments Ltd 3808
L. P. D. distribution inc 3808
Lionel automotive inc 3808
Lord (Jean) ameublements inc 3809
M. G. M. inc 3809
Maison du Prélart inc. (La) 3809
Marland Enterprises Corp 3810
Marbre Nuti inc 3810
Mathieu (Bertrand) limitée 3810
McDonald (L. R.) & fils (Québec) ltée 3811
Miss Montreal Restaurant Inc 3811
Meubles & sports d'Arvida inc 3811
Micvic inc 3812
Motel Quebec Inn Inc 3812
Municipal Sewer & Drain Cleaning Co. Ltd 3812
Nettoyeur Place Victoria inc 3813
Nuti Marble Inc 3810
Panthère Noire inc. (La) 3813
Paquet (Eddie) inc 3813
Pavilion on the United Nations Corporation 3814
Pavillon sur les Nations Unies (Le) 3814
Perfection Printing Inc 3807
Philcol Investments Inc 3814
Placements Durante inc 3800
Placements Renaud incorporée (Les) 3814
Placements Trianon inc. (Les) 3819
Plomberie & chauffage rapides inc 3815
Procure Limoilou inc 3815
Publica inc 3815
Quebec Diesel Casting Repair Ltd 3816
Quebec Science Teachers Association; (Q. S. T. A.) 3791
R. P. D. inc 3816
Rapid Plumbing & Heating Inc 3815
Robitaille (Albert) inc 3816
St-Jovite Machine Shop Inc 3816
St. Vincent Association of Montreal (The) 3817
Service des loisirs St-Justin 3817
Service du Vestiaire (St-Jérôme) inc. (Le) 3817
Steckmar Corporation 3797
Summit Displays Inc 3818
Taverne 4 As ltée 3818
Technitron Associates Ltd 3818
Technitron associés ltée 3818
Tel-A-Viv Restaurant Inc 3819
Trianon Investment Inc 3819
Van-Dale Knitters (Canada) Ltd 3819
Ville Marie Management Inc 3820
Vitrerie H. G. Côté ltée (La) 3820
White Oak Inn ltée 3820

Lettres patentes supplémentaires ***Supplementary Letters Patent***

Americana Sportswear Ltd 3821
Bellerose (P. E.) & fils inc 3821
Bureau (Roger) ltée 3821
Bureau (Roger) Ltd 3821
Canada-Ballotini Inc 3821
Grand Prix Handbags Inc 3823
Lahoud (Maurice) inc 3821
Miadel Development Corp 3822
Mutual Development Corp 3822
Nicholson (Maurice) ltée – Ltd 3822
Orpheum Building Ltd 3822
Placements Duco inc. (Les) 3822
Sacs à main Grand Prix inc. (Les) 3823
T. K. S. inc 3823
Westhill Investments Ltd 3823

Sièges sociaux ***Head Offices***

Amalmagamated Mining Development Corporation Ltd 3876
Bardier Auto Inc 3876
Bellemare et Morin Auto Ltée 3877

Sièges sociaux *Head Offices* (*suite*) (*continued*)

Boutique aux Cadeaux Inc. (La) 3877
Continental Housing Corporation 3879
Dangil Investment Corporation 3875
Delmont Construction Ltée 3878
E. C. P. I. (École de Cybernétique et de Programmation Inc.) 3878
Electronic Computer Programming Institute of Montreal Inc. 3878
Entreprises Pamo Inc. (Les) 3876
Institut de Programmation sur Ordinateurs Électroniques de Montréal Inc. 3878
Lavoto Inc. 3879
Marché Aubuchon Inc. 3876
Mr Hanger (Quebec) Inc. 3878
Ouimet & Poulin Construction Co. 3877
Pamo Enterprises Inc. 3876
Produits Orbite Ltée 3877
Quebec Mining Exploration Company (SOQUEM) 3877
St-Eustache transport inc. 3878
Société Québécoise d'Exploration Minière (SOQUEM) 3877

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notice*

Caisse Populaire de St-Fidèle (La) 3879
Entreprises Collin & Tremblay inc. (Les) 3879

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

La Presqu'Ile (*Dem.– Appl.*) 3880
La Vérendry, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 3880
Mattawin (*Dem.– Appl.*) 3879

Finance *Finance*

Assurances: *Insurance:*

Fidelity-Phenix Insurance Company ... 3880

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coques 3880
Shel fishing notice 3880

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Confection pour dames, Province (*Prél.*) 3881
Ladies' cloak and suit, Province (*Levy*) . 3881

Voirie *Roads*

Entretien de routes discontinué 3883
Maintenance of roads discontinued 3883

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Convocation de la Législature 3883
Convocation of the Legislature 3883

SOUMISSIONS *TENDERS*

Mainsonneuve, c.s.r.– r.s.b. 3889
Maniwaki, ville – town 3884
Orsainville, ville – town 3886
St-Eustache, ville – town 3887
Ste-Philomène, ville – town 3888
St-Jean-l'Évangéliste, par. 3885

SYNDICAT *SYNDICATE*

Professionnel *Professional*

Association professionnelle des Acheteurs de bois de Beauce, Dorchester et Frontenac (L') (*Const.– Inc.*) 3890

VENTES *SALES*

Loi de faillite *Bankruptcy Act*

Lévesque, Mario 3891
Martin, Laurent 3892

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Arthabaska *Arthabaska*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Nolette *et al* 3892
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Nolette *et al* 3892

Beauce *Beauce*

Niagara Finance Co. Ltd. *vs* Leblanc .. 3893

Gaspé *Gaspé*

Cloutier *vs* Rebinsin 3894

Joliette *Joliette*

Compagnie d'Électricité Shawinigan (La) *vs* Geoffroy 3895
Klein & Shiller Inc. *vs* Arès Inc. 3894
Klein & Shiller Inc. *vs* Arès Inc. 3895

Montréal *Montreal*

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Martin *et al* 3896
Crescent Finance Corporation Ltd. *vs* Soulières 3897
Rémillard *vs* Héritiers-Heirs Hubert Rémillard 3896
Société Centrale d'Hypothèques et de Logement *vs* Martin *et al* 3896

Québec *Quebec*

Alliance Finance Corporation *vs* Bélanger 3897

Rimouski *Rimouski*

Coopérative Fédérée de Québec (La) *vs* Lord 3898

Roberval *Roberval*

Compagnie Trust Royal *vs* Ouellet 3902
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Cormier 3899
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Cormier 3899
Royal Trust Company *vs* Ouellet 3900

Terrebonne *Terrebonne*

Modern Ready-Mix & Paving Ltd. *vs* Redgi construction ltée 3900

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Duchesne (R.) & Fils Limitée *vs* Simard 3901

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.